

HORS
SÉRIE

AFRIQUE MAGAZINE

AMM

Femmes LA RÉVOLUTION EN MARCHÉ

RENCONTRES

Une interview exclusive de
Dominique Ouattara,
la première dame
de Côte d'Ivoire

- › Amira Yahyaoui
- › Aïssa Maïga
- › Angèle Diabang
- › Leïla Zerrougui
- › Mariem Alaoui
- › Laureen Kouassi-Olsson
- › Koyo Kouoh
- › Feriel Ben Mahmoud
- › Binetou Sylla
- › Tiguidanke Mounir Camara
- › Marguerite Barankitse
- › Angèle Etoundi Essamba

*Aïssa Maïga,
actrice
franco-
sénégalaise.*

ET AUSSI

- › Elles ont fait l'histoire!
- › Hommage aux moudjahidate
- › Les icônes de la mode
- › Ce qu'elles pensent des hommes
- › Génération blogueuses

N°4H - MAI 2015

M 05529 - 4H - F: 5,90 € - RD



France 5,90 € - Afrique du Sud 49,95 rands (taxes incl.) - Algérie 320 DA - Allemagne 6,90 € - Autriche 6,90 € - Belgique 6,90 €
Canada 9,99 \$C - DOM 6,90 € - Espagne 6,90 € - États-Unis 8,99 \$ - Grèce 6,90 € - Italie 6,90 € - Luxembourg 6,90 € - Maroc 39 DH
Pays-Bas 6,90 € - Portugal cont. 6,90 € - Royaume-Uni 5,50 £ - Suisse 8,90 FS - TOM 990 F CFP - Tunisie 6,50 DT - Zone CFA 3200 FCFA ISSN 0998-9307X0



Miss Dior



Très Miss, très Dior



PAR EMMANUELLE PONTIÉ

La parole est à elles

Nous l'avions annoncé, cette année, les parutions d'*Afrique Magazine* s'assortissent de numéros hors-série, qui traiteront de thèmes transversaux importants, témoins des grandes évolutions sociales du continent ou de ses nouvelles tendances culturelles, qui s'imposent peu à peu au monde. Ou encore de pays en particulier, qui bougent, se développent, dans la stabilité ou la croissance.

Pour cette première livraison, nous avons choisi de faire honneur aux femmes. Toutes les femmes, d'Alger à Johannesburg. Une thématique immense, plurielle, centrale. Avec de grandes disparités d'une région à l'autre. Avec des avancées de niveaux divers, dans des univers différents. C'est pourquoi nous avons délibérément souhaité ne pas « parler des femmes », mais leur laisser plutôt pleinement la parole. C'est à travers leurs propos que seront abordés tous ces sujets. Qui mieux qu'elles, au fil de leurs actions, de leurs combats, de leurs expériences et de leurs réussites peut témoigner de l'évolution de la condition féminine au quotidien, arrachée pied à pied, domaines par domaines, années après années ? Elles appartiennent à la société civile, au monde de la politique, de l'humanitaire, travaillent dans de grands organismes internationaux. Elles sont chefs d'entreprise, stars du cinéma, de la danse ou du théâtre. Chacune apporte sa part de vérité, lève le voile sur des idées reçues. Elles réaffirment toutes à leur manière que la lutte pour la parité, l'égalité des droits, le changement des mentalités masculines ou d'articles contenus dans les

codes de la famille n'est pas encore finie, voire loin d'être gagnée.

Les États, aussi, souvent frileux devant la nécessité de faire évoluer la place de la femme dans leurs sociétés, sont montrés du doigt. Et pourtant, une statistique étonnante ressort de plusieurs études : dans la plupart des pays africains, les dames seraient sensiblement plus nombreuses que les messieurs, contrairement à la moyenne mondiale, qui dénote l'inverse. Alors, en 2015, il faut encore faire des efforts pour les considérer, les protéger, les faire participer pleinement aux divers programmes d'émergence mis en place par les gouvernements. Mais bien sûr, il y a aussi beaucoup de femmes qui s'épanouissent dans leur vie privée, leur quotidien professionnel, leurs projets et leurs envies. Elles grignotent peu à peu des places dans les deux domaines qui demeurent l'apanage ancestral des hommes : le pouvoir et l'argent. Elles font de moins en moins de la figuration en politique, font entendre leur voix dans les sociétés civiles, et s'imposent timidement (mais sûrement) à la tête de sociétés internationales, puissantes. Ce sont elles qui témoignent dans ce numéro, « leaders d'opinion » à leur manière, chacune dans son secteur.

Enfin, vous découvrirez aussi dans cette édition une saga historique des femmes subsahariennes qui se sont distinguées, ont compté, marqué leur époque, ainsi qu'un magnifique portfolio des icônes de la mode, réunissant les top-modèles aux plastiques les plus emblématiques. Et aussi, un regard plus contemporain sur les fashionistas 2015, à travers l'incroyable vitalité des blogs qu'elles consacrent à leurs passions. À vous de voir. De lire. De juger. Et bien sûr, ce Hors-série s'adresse résolument à un public mixte. C'est le but ! ■





PATEK PHILIPPE
GENEVE

Fondez votre propre tradition.



Jamais vous ne posséderez
complètement une Patek Philippe.

Vous en serez juste le gardien,
pour les générations futures.



Twenty-4® Réf. 4910/10A

Ben jannet

Immeuble Le Dôme, Rue du Lac Léman
1053 Les Berges du Lac, Tunis
TUNISIE
Tél + 216 71 86 21 06
Fax + 216 71 98 01 80

Passion

83, rue Moussa Ben Noussair
Casablanca
MAROC
Tél + 212 522 47 00 08
Fax + 212 522 47 00 07



PHOTOS DE COUVERTURE :
NATHANIEL BARUCH
ONS ABID

3 **ÉDITO**
La parole est à elles
par Emmanuelle Pontié

10 **NOS INVITÉS**
À quand la machine à piler?
par Venance Konan

12 **Les rues mâles**
par Karim Boukhari

14 **Le temps des gonzesses**
par Tierno Monémbo

138 **POUR FINIR**
Un paradoxe africain
par Ziad Limam

16 *La première dame de Côte d'Ivoire avec des pensionnaires de la Case des enfants, sa « grande fierté ».*



ANNONCEURS

Dior p. 2 - Patek Philippe p. 4-5 - Eclair p. 8-9 - Fondation Sylvia Bongo Ondimba p. 11
Fondation Congo Assistance p. 13 - Africa N°1 p. 139 - Erik Schaix p. 140.

Un **encart AM** promo de 6 pages Cameroun est inséré entre les pages 36 et 43.

Un **encart AM** promo de 8 pages Côte d'Ivoire est inséré entre les pages 66 et 75.

INTERVIEWS & PORTRAITS

16 **DOMINIQUE OUATTARA**
« Nous avons tant de défis à relever »
Entretien exclusif avec la première dame de Côte d'Ivoire.

22 **AMIRA YAHYAOUI**
« Ce bourguibisme béat m'insupporte! »
Les quatre vérités d'une militante en vue de la société civile tunisienne.

26 **AÏSSA MAÏGA**
« J'ai le sentiment d'être vraiment hybride »
Son rapport à l'Afrique, son père, le cinéma français... L'actrice se raconte à cœur ouvert.

32 **ANGÈLE DIABANG**
« Je ne suis ni militante ni féministe! »
À son actif, six documentaires. Son objectif : faire parler les Africaines de Dakar à Kin.

58 **LEILA ZERROUGUI**
« La justice, dernier carré d'espoir »
Retour sur le parcours exemplaire d'une Algérienne représentante spéciale de l'ONU.

64 **MARIEM ALAOUI**
Data entrepreneur
Elle est marocaine, jeune, chef d'entreprise... et décomplexée à l'égard des hommes!

90 **LAUREN KOUASSI-OLSSON**
En mode B to B
Une directrice d'investissement qui promeut l'initiative privée chez les jeunes du continent.

94 **KOYO KOUOH**
L'« artiste »
Cette galeriste suscite le débat dans le monde de l'art contemporain africain.

98 **FERIEL BEN MAHMOUD**
« J'ai la passion du réel »
Le bilan de 100 ans de féminisme arabe par une jeune documentariste tunisienne.

104 **BINETOU SYLLA**
Syllart Records, c'est elle!
Tel père, grand producteur de disques africains, telle fille!

106 **TIGUIDANKE MOUNIR CAMARA**
« J'ai compris très tôt que l'effort paie »
Elle a de grands projets pour sa Guinée natale et sa société d'extraction minière.

76 Waris Dirie, l'ex-top-modèle somalienne.



110 MARGUERITE BARANKITSE
« Nos jeunes chômeurs sont une bombe à retardement »
« Maman nationale », elle vient en aide aux orphelins de la guerre civile burundaise.

116 ANGÈLE ETOUNDI ESSAMBA
Au premier plan
Ses photos sont un hommage permanent aux femmes du continent.

50 Zoulikha Bekaddour, qui fut étudiante et militante syndicaliste.

TEMPS FORTS

44 FLASH-BACK Elles ont fait l'histoire!
Voici les héroïnes qui ont contribué à façonner l'Afrique subsaharienne.

50 PORTFOLIO
Indomptables moudjahidate
Elles se sont battues pour l'indépendance algérienne.

76 MODE L'Afrique au top
Hommage en photos aux reines africaines des catwalks.

86 DÉCALÉ Ce qu'elles pensent des hommes...
Et d'Alger à Joburg, elles ne sont pas tendres avec leurs compagnons!

120 AFRIQUE DU SUD
Rainbow culture
La nation arc-en-ciel racontée par dix intellectuelles et artistes.

126 EXPO Six artistes interrogent le corps
« Body Talk » ou l'art féminin africain transgressif.

132 E-WOMEN Fashion Net
Elles sont présentes sur le Web et créent des blogs à leur image. Tour d'horizon.



126 La série Nues de Zoulikha Bouabdellah (2014), un ensemble de collages:

HORS SÉRIE **AFRIQUE MAGAZINE**
AM

FONDÉ EN 1983 (32^e ANNÉE)
31, RUE POUSSIN - 75016 PARIS - FRANCE
Tél. : (33) 1 53 84 41 81 - fax : (33) 1 53 84 41 93
redaction@afriquemagazine.com



Zyad Limam

DIRECTEUR GÉNÉRAL ET RÉDACTEUR EN CHEF
zlimam@afriquemagazine.com

Assisté de **Nadia Malouli**
nmalouli@afriquemagazine.com

RÉDACTION

Emmanuelle Pontié

DIRECTRICE ADJOINTE DE LA RÉDACTION
epontie@afriquemagazine.com

Isabella Meomartini DIRECTRICE ARTISTIQUE
imeomartini@afriquemagazine.com

Belkacem Bahlouli RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
bbahlouli@afriquemagazine.com

Jean-Michel Denis RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
jmdenis@afriquemagazine.com

Amanda Rougier PHOTO
arougier@afriquemagazine.com

Mathieu Ropitault SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
sr@afriquemagazine.com

Aldo de Silva CONSEILLER ARTISTIQUE

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Marianne Antonov, Lysiane J. Baudu, Dounia Ben Mohamed, Karim Boukhari, Anne Cadi, Sabine Cessou, Frida Dahmani, Dom, Venance Konan, Célhia de Lavarène, Sarra L., Nadja Makhlouf, Tierno Monémbo, Sylvie Nouaille, Tshitenge Lubabu M.K., Sophie Rosemont, Seynabou Sall.

VENTES

EXPORT **Arnaud Desperbasque**
Tél. : (33) 5 59 22 35 75
FRANCE **DESTINATION MEDIA**
66 rue des Cévennes - 75015 Paris Tél. : (33)156821200

ABONNEMENTS Com&Com/Afrique magazine
18-20, av. Édouard-Herriot - 92350 Le Plessis-Robinson
Tél. : (33) 1 40 94 22 22 - Fax : (33) 1 40 94 22 32
afriquemagazine@cometcom.fr

COMMUNICATION ET PUBLICITÉ

AMC Afrique Méditerranée Conseil

31, rue Poussin - 75016 Paris
Tél. : (33)153844181 - Fax : (33)153844193
GÉRANT **ZYAD LIMAM**
DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE **EMMANUELLE PONTIÉ**
regie@afriquemagazine.com

Afrique Magazine Hors-série est une publication éditée par

AM INTERNATIONAL

31, rue Poussin - 75016 Paris.
Président-directeur général et directeur de la publication : Zyad Limam.

Compogravure : Open Graphic Média, Bagnolet.
Imprimeur : Léonce Deprez, ZI, Secteur du Moulin, 62620 Ruitz.

Commission paritaire : 0219 / 1 856 02.
Dépôt légal : mai 2015.

La rédaction n'est pas responsable des textes et des photos reçus. Les indications de marque et les adresses figurant dans les pages rédactionnelles sont données à titre d'information, sans aucun but publicitaire. La reproduction, même partielle, des articles et illustrations pris dans Afrique magazine est strictement interdite, sauf accord de la rédaction.
© Afrique magazine 2015.

Le hub de Brazzaville

BRUXELLES

PARIS

KINSHASA

BRAZZAVILLE



Bienvenue chez vous.

ville en plein envol

XELLES

DUBAÏ

COTONOU

DOUALA

LIBREVILLE

BAMAKO

DAKAR

POINTE-NOIRE

OLLOMBO

Bientôt

YAOUNDE

ABIDJAN

LUANDA

BANGUI

N'DJAMÉNA

BEYROUTH

LAGOS

www.flyecair.com

Tél: +242 06 509 0 509

Suivez nous sur  

Désormais, gérez vos réservations en ligne sur notre nouveau site www.flyecair.com



**VENANCE
KONAN**

ÉCRIVAIN ET JOURNALISTE IVOIRIEN,
directeur du groupe
Fraternité Matin.

À quand la machine à piler ?

Dans *Terre d'ébène*, paru en 1929, le journaliste français Albert Londres raconte qu'au début de la colonisation de nos pays, un jeune ingénieur français eut pitié des femmes qui passaient leurs journées à piler le mil, le riz, le maïs, le sorgho ou le foutou. Il inventa alors une machine pour remplacer le mortier et le pilon et surtout les femmes, qui consacraient une bonne partie de leur vie à cette tâche. Les hommes condamnèrent aussitôt cette invention avec cette simple question : « Et pendant que cette machine pilera, que feront nos femmes ? » Et l'on n'en entendit plus parler.

Il y a quatre ans, lorsque je rapportai cette histoire dans une chronique, pour expliquer qu'il était temps que nous libérions nos femmes de cette épuisante corvée, un lecteur ivoirien vivant aux États-Unis me répondit que piler occupait sagement les femmes, les socialisait et leur faisait faire du sport sans qu'elles s'en rendent compte. En quelque sorte, passer leurs journées à piler rendait nos femmes heureuses mais, idiotes qu'elles étaient, elles ne le savaient pas. Et moi, mentalement colonisé, je voulais défendre une cause indéfendable. Je crus que mon lecteur était ironique. Mais la suite de nos échanges me fit comprendre que cet homme était sérieux, et que, très honnêtement, il ne voyait pas pourquoi on devrait chercher à éviter aux femmes africaines de passer leurs journées à piler. Pour lui, cette histoire n'était qu'une nouvelle tentative de l'Occident pour nous imposer une de ses valeurs au détriment des nôtres, et je m'en faisais le complice. Le bon Africain devait se battre de toutes ses forces pour que la femme continue de piler le mil, le foutou ou le riz. Tout comme, naturellement, elle devait continuer à être excisée, là où cela se pratique.

Il y a une vingtaine d'années, la filiale ivoirienne d'une multinationale suisse de l'agroalimentaire avait inventé un foutou d'igname qui se préparait en cinq minutes, en versant de la semoule dans de l'eau chaude, sans que l'on ait à écraser pendant de longues minutes de l'igname bouillie, comme cela

se fait traditionnellement. Ce foutou avait exactement le même goût que celui que nous connaissions, mais l'invention fit un flop. Parce que pour les Ivoiriens, un foutou sans quelques gouttes de sueur de nos femmes, de nos mères ou de nos servantes n'en est pas vraiment un. Eh oui ! Tant qu'il y aura des femmes pour piler, pourquoi se simplifier la vie ? Et dans nos contrées, une servante, ou plusexactement une bonne à tout faire, est ce qui coûte le moins cher à acquérir.

Aujourd'hui, nous, pays où les femmes passent leur temps à piler, avons en majorité cinquante-cinq ans d'indépendance, et avons formé des milliers d'ingénieurs. Et jusqu'à ce jour, aucun d'eux n'a inventé, ou réinventé, la machine à piler. Est-ce quelque chose de si compliqué à fabriquer ? Quel gouvernement africain a fait de la libération de la femme une priorité ? Des salons de l'invention sont régulièrement organisés dans nos pays. Qui y a vu exposée une seule fois une machine à piler ? Tant qu'il y aura des femmes pour piler, pourquoi chercher à inventer des machines ?

Chaque année nous célébrons le 8 mars. Nos dirigeants font de beaux discours, vantent tout ce qu'ils ont fait pour les femmes, et quelques maris passent derrière les fourneaux pour se donner bonne conscience. Mais évidemment, aucun d'eux n'est assez fou pour aller jusqu'à piler lui-même le foutou ou le mil. Ils savent combien c'est pénible. La journée de la Femme, c'est pour leurs épouses, pas pour leurs servantes, bonnes à tout faire. Et tant que ces dernières existeront, personne ne songera à libérer la femme africaine du pilon et du mortier. Mais tant que la femme africaine ne sera pas libre, le continent ne le sera jamais et ne progressera point. ■

Une production de la Fondation Sylvia Bongo Ondimba

YOU & ME

by FSBO

présente

SAFETY FIRST



Pour plus d'informations, rendez-vous sur
fondationsbo.org



KARIM BOUKHARI

JOURNALISTE, POÈTE
ET CINÉASTE MAROCAIN,
ancien directeur de la publication
de l'hebdomadaire *Tel Quel*.

Les rues mâles

Le problème de la femme arabe s'appelle la rue. La rue ne lui appartient pas. Elle lui fait peur. Elle ne l'investit pas. J'ai visité quelques pays arabes et le problème est le même. Où sont les femmes ? Elles ne sont pas là. Elles sont absentes. Elles scrutent derrière les portes et les fenêtres, ou les pare-brise des voitures. Quand elles marchent, elles rasant les murs et « foncent » les yeux baissés pour ne pas attirer les regards. Nos femmes marchent comme si elles avaient quelque chose à dissimuler. Ou simplement peur. Peur d'être vues. Peur aussi d'être touchées, prises en chasse ou agressées.

C'est dommage parce que tous les changements qui ont affecté le monde arabe sont partis de la rue. La rue arabe. Cette fameuse rue arabe porteuse de tous les espoirs mais qui nourrit les phantasmes et les contradictions. Il faudrait peut-être se poser la question de savoir qui, de la rue ou de la société arabes, doit libérer l'autre en premier.

De quoi parlons-nous ? De cet espace dans lequel on peut mesurer les avancées ou les retards accumulés par une société. Le théâtre de la rue. Ou le retour aux fondamentaux, loin des discours. Dis-moi comment tu marches et je te dis qui tu es. Si la première vérité est celle du terrain, alors soyons clairs : nos rues restent mâles, rudes, fermées. C'est donc dans la rue que tout doit changer.

Il ne sert à rien, par exemple, d'exiger la parité si la rue exclut les femmes. Une fois, une ministre marocaine m'a raconté comment, alors qu'elle venait de descendre de sa voiture de fonction et qu'elle devait effectuer quelques pas, elle a été « accompagnée » par un homme qui roulait à bicyclette. En langage commun, « il la collait ». Peut-être parce qu'elle lui plaisait. Ou peut-être parce qu'elle était simplement une femme qui marchait seule dans la rue. « Sans homme ». Une proie.

Au Maroc, on a inventé un mot qui signifie beaucoup de choses : la *hogra*. C'est intraduisible mais ça parle à tous les Marocains et aux femmes plus particulièrement. Il y a *hogra* quand une personne domine une autre

arbitrairement. C'est un sentiment très fort qui ne s'oublie pas. Qui dit *hogra*, dit impunité. Et la rue arabe offre très facilement cette impunité.

Paradoxalement, l'espace de liberté qu'est la rue devient une sorte de prison. La prison des plus vulnérables. On est loin, très loin de la notion d'espace public, ouvert, partagé par tous. La rue n'est qu'une impasse. C'est une bulle, un espace clos, un simple milieu interstitiel. Un entre-deux mondes. On est dans la rue parce qu'on est entre le bureau et la maison. On est dans la rue parce qu'on n'a pas de voiture ou qu'on n'a rien à faire. Marcher c'est autre chose. Nous sommes une société qui marche beaucoup mais qui ne sait pas marcher.

Souvent, la rue nous impose un ensemble de règles non écrites, une sorte de charte parfaitement codifiée. Par exemple : quand une femme marche et tient une cigarette à la main, elle est européenne. Elle n'est pas arabe. Elle ne peut pas être arabe. Impossible. Si elle est arabe, c'est qu'elle ne connaît pas les règles et il est de bon ton alors de les lui rappeler. De l'éduquer. Et à la dure si possible. Un autre code : quand une femme porte le voile, ou quand elle marche avec un bébé en poussette, c'est qu'elle ne veut pas être regardée. Le voile et le bébé sont une coque de protection, ils lui offrent un sauf-conduit le temps d'une course à pied. Mais le code le plus inflexible est celui du « couple » : une femme ne peut pas embrasser son homme dans la rue, elle ne peut pas lui tenir la main parce qu'elle l'aime mais seulement par nécessité pratique, comme si la main de son compagnon ne pouvait être au mieux qu'une béquille.

Tous ces codes sont le fruit et le reflet de la rue arabe, ce concentré de société à l'ancienne, qui a un problème certain avec le corps, avec l'autre, et avec la femme. Puissent-ils s'effacer un jour pour faire une meilleure place à la femme. ■

FONDATION CONGO ASSISTANCE

Agir et apporter la solidarité



Lorsqu'elle prenait pied, le 7 mai 1984, dans l'univers social du Congo, pour donner tout son sens à la solidarité, la Fondation Congo Assistance n'imaginait sans doute pas le vaste chantier qu'elle venait d'ouvrir. Le genre de chantier que l'on abandonne très vite, lorsqu'on n'a pas une foi à toute épreuve.

Plus de 30 ans après sa création, la Fondation Congo Assistance a tenu la flamme de la solidarité en menant, inlassablement, le combat d'une assistance concrète aux couches les plus défavorisées de la population. Amortisseur social face aux détreesses du quotidien, cette Fondation n'a eu de cesse d'entretenir, au fil des années, sous l'impulsion de sa Présidente, Antoinette Sassou-N'Guesso, cette indispensable chaîne de solidarité qui a fait du partage, un comportement qui incite au dépassement de soi, en phase avec une tradition séculaire aujourd'hui en pointillé.

En posant, dès le départ, le postulat d'une action sociale dynamique et efficace, principalement en direction du couple mère-enfant, de l'aide et de l'assistance aux personnes du troisième âge, la Fondation Congo Assistance essaie de changer, dans une certaine mesure, le quotidien de milliers de personnes. Et Antoinette Sassou-N'Guesso, dame de cœur, de conviction et d'action, a su porter le plaidoyer d'une solidarité concrète et agissante aux quatre coins de son pays et du monde, pour appeler à « *une nouvelle manière de vivre ensemble, en créant un lien solide entre les personnes les plus défavorisées et le reste de la communauté nationale* ».

Aujourd'hui, la Fondation Congo Assistance a un tel ancrage dans le pays, que sa démarche salutaire et pédagogique mérite d'avoir une résonance pertinente au-delà des frontières du Congo. Pour que « *le sourire d'un enfant en bonne santé, la prise en charge des jeunes désœuvrés, la chaleur des échanges avec les anciens...* », qui constituent, aux yeux de la Première dame du Congo, « *les fondements de l'équilibre d'une société* », deviennent des préoccupations partagées par tous.



Une attention de tous les instants pour les aînés.

« Le sourire d'un enfant en bonne santé, la prise en charge des jeunes désœuvrés, la chaleur des échanges avec les anciens sont les fondements de l'équilibre d'une société. »

Antoinette Sassou-N'Guesso

Une vue du nouveau centre de la drépanocytose de Brazzaville.



La Première dame vaccinant une jeune fille, à Sibiti, contre le cancer du col de l'utérus.

Ainsi, pour briser la chaîne de transmission du VIH/Sida de la mère à l'enfant, Antoinette Sassou-N'Guesso n'a pas hésité à aller chercher des fonds hors du Congo « *Pour que la drépanocytose ne porte une autre couleur que celle de l'espoir...* », elle a inlassablement porté un plaidoyer finalement payant, puisqu'il a permis à l'Assemblée générale des Nations unies d'adopter à l'unanimité, le 22 décembre 2008, la résolution A/63/237 reconnaissant la drépanocytose comme problème de santé publique. Tout compte fait, Antoinette Sassou-N'Guesso n'entend pas s'arrêter à mi-chemin. Elle poursuit inlassablement les batailles qu'elle a engagées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Aujourd'hui encore, elle parcourt les villes et campagnes pour entretenir la flamme de l'espoir qu'elle a allumée voici 31 années et entretenir partout un soupçon d'humanité.



Un des centres construits par la FCA pour la prise en charge des jeunes filles et femmes séropositives (Kinkala, Département du Pool).

**FONDATION
CONGO ASSISTANCE**

BP 2720 - Brazzaville, République du Congo
E-mail : michel.mongo@fondation-congo-assistance.org
www.fondation-congo-assistance.org



**TIERNO
MONÉMBO**

ÉCRIVAIN GUINÉEN,
Prix Renaudot 2008.

Le temps des gonzesses

L'appréhension atavique et irrationnelle que nous nourrissons envers la femme a sûrement une explication, même pour ceux qui n'ont jamais lu Freud et Lacan. Notre caractère brusque, notre esprit puéril n'arrivent pas à comprendre cet être à la psychologie complexe. Nous avons une peur bleue de ne pas lui plaire, une folle angoisse de ne pas la vaincre, une envie bestiale de la posséder. « Personne n'est plus arrogant envers les femmes, plus agressif ou méprisant, qu'un homme inquiet pour sa virilité », écrivait Simone de Beauvoir.

C'est que justement, tous les hommes sont inquiets pour leur virilité ! Le phallus n'est pas *a priori* une arme de domination massive. C'est bien souvent le contraire : un joujou flamboyant certes, mais pas toujours sûr de lui et qui, plus d'une fois, se dégonfle au moment le plus crucial... Cette frustration primordiale a, dès le début, faussé le débat. Quoi ? Nous avons nos muscles et nos braguettes : elles nous doivent donc le plaisir et l'obéissance, sur la place publique comme au lit !

Qu'elles le veuillent ou non, nos sœurs, nos tantes, nos mères, nos grands-mères, nos femmes et nos amantes nous ont toujours servis et ont fini donc par faire de nous des enfants gâtés. Pas savoir cuire un œuf, pas savoir préparer un café, pas savoir cirer ses chaussures. Surtout dans notre douce et belle Afrique ! C'est Calixthe Beyala, je crois, qui disait (et je la cite de mémoire) : « C'est la femme africaine qui a fait de l'Africain un misogyne, elle l'a trop longtemps choyé ! » Hourra, nous sommes les maîtres et elles, les belles esclaves ! La belle illusion !

Détrompons-nous, les gars ! Le « sexe faible » n'a jamais mordu la poussière. Le « sexe faible » ne rendra pas les armes. Il s'est toujours battu contre les affres de notre misogynie. Il n'a pas attendu les manifestes des suffragettes et les sit-in des alter-féministes pour mouiller sa robe. Il résiste depuis les cavernes, pacifiquement, silencieusement. Et Gandhi et Mandela nous ont largement prouvé combien ce genre de combat est difficile à contrer.

Certes, il reste plein de murs de Berlin à abattre, plein d'Everest à franchir. Mais une chose est sûre : comme la nostalgie de Simone Signoret, la condition féminine n'est plus la même.

C'est vrai, quoiqu'on excise toujours en Afrique. C'est vrai qu'en Arabie saoudite, la femme n'a toujours pas le droit de conduire. En Inde, en Chine, au Pakistan, des milliers de petites filles sont exterminées pour avoir eu la malchance de naître avec le mauvais sexe. Il n'y a pas longtemps au pays de Benazir Bhutto, une jeune femme de 17 ans ayant fui son mari a été mutilée par son propre frère, des oreilles et du nez. En Afrique noire, 4/5^e des filles ne sont pas scolarisées. Les mariages précoces et forcés y sont légion. Dans ce sous-continent, la majorité des femmes n'ont pas le droit d'hériter du cheptel et de la terre, à plus forte raison du domicile conjugal. Et dès l'âge de 4 ans, la petite fille est mise au travail. De 1991 à 2001, entre le Niger et le Limpopo, 33 pays étaient en guerre et l'extrême majorité des victimes étaient des femmes et des enfants.

Hélas, la maladie honteuse de la ségrégation féminine n'est pas l'apanage des pays du Sud. Les vieilles sociétés policées du Nord n'échappent pas à la règle. En Belgique, 36 % des femmes ont déjà subi une forme de violence physique ou sexuelle. En France, leur salaire moyen est inférieur de 19,2 % à celui des hommes. Mais au Sud comme au Nord, les progrès sont indéniables, dus aussi bien aux initiatives de quelques intelligences politiques qu'au combat des gonzesses elles-mêmes. La condition féminine ne sera plus jamais la même...

Vous me direz que le combat est loin d'être gagné dans la santé comme dans l'éducation, dans la politique comme dans le droit. Seulement, les mentalités sont en train de changer et notre époque transfrontalière et surmédiatisée y est largement favorable. La dernière ligne droite de la libération de la femme est toute tracée. ■

**POUR ÊTRE
AU CŒUR DES MUTATIONS
DU CONTINENT**

**Afrique • Méditerranée
Business**



**LE MAGAZINE
DES ENTREPRISES ET DES ÉCONOMIES
ÉMERGENTES**

**EN VENTE
DANS VOS KIOSQUES**

Dominique Ouattara

« Nous
avons tant
de défis
à relever »

Entretien exclusif
avec la première dame
de Côte d'Ivoire.
Un personnage
entier, déterminé,
une véritable Africaine
contemporaine.

Propos recueillis par **Zyad Limam**





*La première dame
avec les petits
résidents de la Case
des enfants, à Abidjan,
en février 2012.*

C'est une personnalité « vraie », entière, dédiée à ce qui est devenu son pays, la Côte d'Ivoire. Dédicée aussi au parcours et au destin de son mari, Alassane Dramane Ouattara, président de la République depuis 2011. Et candidat à sa succession en septembre prochain. Le couple

n'est pas banal. Une histoire d'eau et de feu, une rencontre étonnante sur les bords de la lagune Ébrié entre une femme d'affaires brillante, qui n'avait pas été épargnée par les accidents de la vie avec la mort de son époux, et un haut cadre, sobre, intègre, de retour en Afrique après une carrière internationale. Dominique s'est tenue aux côtés de son mari, pour le pire et pour le meilleur. Et elle s'est mise au service de son ambition politique. À l'arrivée au pouvoir d'Alassane Ouattara, elle a, comme annoncé, renoncé à ses fonctions dans le monde de l'entreprise (le groupe immobilier AICI International) et cédé les franchises Dessange qu'elle détenait aux États-Unis. Elle se consacre dorénavant à sa fondation créée en 1998, Children of Africa. Une fondation qui œuvre en faveur de l'enfance défavorisée dans plusieurs pays du continent. Elle lève des fonds pour faire aboutir son projet d'hôpital mère-enfant de Bingerville. Et elle travaille à son rôle complexe et subtil de première dame. Elle est au contact du pays, inaugure, visite, se déplace, multiplie les rencontres, tisse des liens. Elle a été nommée en 2012 à la tête du Comité national de surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants.

AM: Children of Africa (CoA) est votre grand projet.

Racontez-nous la genèse de cette aventure.

Dominique Ouattara : Je suis arrivée à Abidjan en 1975 et j'ai tout de suite été émue par la pauvreté de certaines populations, ainsi que par la détresse des enfants des rues vivant dans la capitale. J'ai donc décidé de leur venir en aide et, en premier lieu, j'ai entrepris à titre informel des missions humanitaires à travers le pays. Ce n'est qu'en 1998, encouragée par de nombreux soutiens, que j'ai décidé d'officialiser cette démarche en créant la fondation Children of Africa. J'ai demandé à mon amie la princesse Ira von Fürstenberg d'en être la marraine et plusieurs bénévoles et généreux donateurs se sont joints à notre cause.

Avec Children of Africa, vous agissez en faveur

des enfants, des mères et dans le domaine de la santé.

En Côte d'Ivoire, mais aussi dans de nombreux pays africains. Quel bilan dressez-vous de votre action ?

Il est plutôt positif, car notre activité s'est étendue au fil des ans sur plusieurs domaines, à savoir la santé, l'éducation, le social et l'autonomisation des femmes. Nos principales actions à ce jour sont nos caravanes ophtalmologiques

« Parfois, nous avons l'impression que notre action n'est qu'une goutte d'eau dans la mer. Mais on ne se décourage pas. »

et d'autres de vaccination organisées depuis 1999 au profit d'enfants défavorisés ; la construction d'un collège à Kong, dans le nord du pays, en 2000 ; l'équipement de plusieurs lycées et collèges en bibliothèques et salles multimédias depuis 2005 ; les tournées de nos huit bibliobus depuis 2006, équipés de milliers de livres et d'ordinateurs avec connexion Internet pour faire découvrir les joies de la lecture aux enfants ; et, depuis 2002, les dons faits aux femmes pour leur autonomisation. Sans oublier la rénovation et l'équipement de centres de santé à travers le pays, dans lesquels nous décorons chaque année des arbres de Noël à l'attention de dizaines de milliers d'enfants qui reçoivent alors un goûter et un cadeau. Je terminerai par notre plus récent projet, à savoir la construction de l'hôpital mère-enfant de Bingerville.

D'autre part, en plus de la Côte d'Ivoire où nous intervenons depuis 1998, nous agissons aujourd'hui dans dix autres pays d'Afrique à savoir le Burkina Faso, le Sénégal, le Cameroun, le Bénin, la République centrafricaine, la Guinée, le Gabon, le Mali, Madagascar et le Togo, où nous subventionnons des centres d'accueil pour les enfants en détresse.

Vous vous appuyez en partie sur la communication

internationale, les personnalités, les VIP, pour la promotion de CoA. Quel est l'objectif d'une telle démarche ?

En effet, la fondation a la chance d'avoir de nombreuses stars et personnalités pour amis, ainsi que de généreux donateurs internationaux qui ont été convaincus du bien-fondé de notre démarche. Les feux des projecteurs qui entourent ces personnalités nous permettent de faire connaître les conditions de vie difficiles des plus vulnérables et de générer ainsi une forte mobilisation de ressources afin de leur venir en aide. Nos galas ont beaucoup de succès grâce à leur présence et je leur en suis très reconnaissante.

Quelles sont les difficultés auxquelles vous devez faire face dans le fonctionnement de CoA ?

Malgré les nombreux soutiens de nos donateurs, nous rencontrons quelques difficultés car les besoins immenses



Le 1^{er} août 2014, lors de la Journée de l'excellence, aux côtés des lauréats et de son mari (au centre).

des populations défavorisées sont souvent plus importants que nos possibilités. Parfois, nous avons l'impression que notre action n'est qu'une goutte d'eau dans la mer, mais nous ne nous décourageons pas.

La construction de l'hôpital mère-enfant de Bingerville est le grand projet de votre fondation. Comment a-t-il été financé ? Quand ouvrira-t-il ses portes ?

L'hôpital mère-enfant de Bingerville est, en effet, notre plus grand projet à ce jour. Certes, nous réhabilitons et équipons des établissements sanitaires mais il était important d'offrir aux femmes et aux enfants un hôpital de référence qui leur soit spécialement dédié. Je me suis particulièrement impliquée dans ce projet depuis sa conception et, aujourd'hui, nous en sommes au stade final. Cela a été possible grâce à la généreuse contribution des amis de la fondation, sollicités lors de deux dîners de gala de collecte de fonds, organisés respectivement pour la construction de l'hôpital et pour son équipement. Nous espérons que cet établissement ouvrira ses portes fin 2015. C'est un grand projet qui demande beaucoup de travail et d'énergie.



Inauguration à Marrakech, au Maroc, d'une Maison de vie avec Mme Chirac et l'épouse du roi Mohammed VI, le 13 octobre 2014.

ARISTIDE BODEGLA/PRESIDENCE CI (2)

Comment appréhender le problème des ressources humaines pour faire « tourner » un projet médical de cette ampleur ? Peut-on se baser essentiellement sur des ressources ivoiriennes ?

Oui, nous utiliserons essentiellement des compétences ivoiriennes, avec des professeurs de renom à la tête de tous les services médicaux. Et nous ferons aussi appel à des compétences internationales pour certains postes spécifiques. Nous bénéficierons également de l'expertise de La Chaîne de l'espoir, fondée par le professeur Alain Deloche, qui nous accompagne dans cette aventure depuis le début. La Chaîne de l'espoir nous a aidés à peaufiner notre projet tant médical qu'architectural et sera partenaire dans la gestion et la formation du personnel.

Bingerville sera-t-il un hôpital populaire, ouvert à tous ?

L'hôpital mère-enfant de Bingerville sera destiné aux femmes et aux enfants qui auront besoin d'être soignés, quelle que soit leur situation sociale. Ils y seront accueillis avec le même égard, pour y recevoir des soins de qualité. Le financement des soins pour les plus démunis sera assuré par la fondation qui réglera le ticket modérateur obligatoire.

La Case des enfants a été ouverte voilà dix-neuf ans.

Quel bilan faites-vous de cette action ?

C'est ma grande fierté. Car depuis sa création, en 1994, elle a accueilli de nombreux « petits » en situation difficile. Certains vivant dans des conditions vraiment dramatiques, dans la rue, en totale rupture avec la société, et d'autres maltraités ou orphelins. Tous avaient en commun le fait d'être déscolarisés, marginalisés, sans personne pour s'occuper d'eux et sans affection. Grâce aux soins et à l'encadrement psychosocial qu'ils reçoivent à la Case, ils ont pu retrouver la joie de vivre et sont même parmi les meilleurs de leurs écoles. Lorsque vient le moment de retourner dans leurs familles, ils réussissent bien leur réintégration. Les plus anciens que nous avons recueillis exercent aujourd'hui des emplois stables et sont des modèles pour les plus jeunes.

Combien d'enfants ont pu en bénéficier ? Quelles sont les perspectives réelles pour eux en matière de réinsertion ?

Plusieurs centaines sont passées par la Case. Certains y sont pensionnaires à plein-temps, d'autres y viennent régulièrement. Ils ont de bonnes perspectives car ils sont très entourés et encadrés par des religieuses et des professionnels. À ce jour, 20 % d'entre eux sont retournés dans leur famille biologique, 15 % ont été placés en famille d'adoption, 25 % ont suivi des formations professionnelles pour ensuite entrer dans la vie active. Les autres poursuivent leurs études et bénéficient toujours d'un suivi particulier de la fondation. Je considère ces enfants comme les miens et ils le resteront.

Vous vous êtes engagée publiquement contre le travail des enfants, notamment dans les plantations de café et de cacao. Quelles actions concrètes avez-vous menées ?

« J'ai vu beaucoup de changements positifs et l'émergence d'une jeunesse décidée à s'en sortir. »

En raison de mon engagement, j'ai accepté de diriger bénévolement le Comité national de surveillance des actions de lutte contre le travail des enfants en Côte d'Ivoire. Nous travaillons de concert avec le Comité interministériel ainsi qu'avec toutes les ONG nationales et internationales, les producteurs et les entreprises de la filière cacao, afin de lutter contre ce fléau. Dans ce cadre, nous avons lancé une vaste campagne de sensibilisation des populations sur les dangers et l'interdiction des pires formes du travail juvénile. Nous avons entrepris le renforcement des capacités des préfets. Nous avons aussi formé les policiers, les gendarmes et les magistrats pour une meilleure application de la loi. Nous avons également formé les travailleurs sociaux, les journalistes et les inspecteurs du travail. De plus, nous avons équipé la police en véhicules et en matériel informatique et de communication, afin de leur permettre d'agir plus efficacement sur le terrain. J'ai signé des accords de coopération avec les premières dames de l'époque, au Mali avec Lobbo Touré Traoré, et au Burkina Faso avec Chantal Campaoré, pour la lutte contre la traite transfrontalière. J'encourage également toutes les sociétés chocolatières et tous nos partenaires à investir dans la construction d'écoles, afin d'améliorer l'accès des jeunes à l'éducation. C'est une mission de longue haleine car ce fléau existe depuis très longtemps mais nous avons déjà fait des progrès.

Vous avez également mis sur pied un fonds de microcrédit pour les femmes depuis 2012, comment se porte-t-il aujourd'hui ?

Oui, effectivement, à la demande du président de la République, j'ai créé le Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire, pour aider mes sœurs à mener des activités génératrices de revenus. Le président nous a octroyé un fonds de garantie de 5 milliards de FCFA et 50 000 femmes en bénéficient. Cela leur permet d'être économiquement actives et plus autonomes ; elles en sont très heureuses.

En décembre dernier, vous avez été nommée ambassadrice de l'Onusida. Est-ce un rôle uniquement honorifique ?

Cette distinction m'a beaucoup touchée car je ne m'y attendais pas. Je la considère comme un honneur, mais aussi comme un engagement à intensifier mes actions pour lutter contre le sida. Ma mission porte précisément sur la trans-

mission mère-enfant et sur la promotion du traitement pédiatrique. À ce titre, j'ai participé en janvier 2015 à l'Assemblée générale des premières dames d'Afrique contre le sida, à Addis-Abeba, où j'ai tenu un plaidoyer en faveur de ces deux engagements.

Parmi vos multiples missions, quelle est celle qui vous tient le plus à cœur et qui vous paraît la plus importante ?

À mes yeux, toutes les causes pour lesquelles je me suis engagée se valent car elles ont un dénominateur commun : le bien-être, la défense et la protection de la femme et de l'enfant. J'y consacre la même énergie et la même passion.

Vous avez vécu une grande partie de votre vie en Afrique.

Comment jugez-vous l'évolution du continent ?

Êtes-vous afro-optimiste ?

Oui, je suis résolument afro-optimiste. Je crois en l'Afrique et en son potentiel. Depuis 1975, date à laquelle je suis arrivée en Afrique, il y a eu beaucoup de changements positifs, notamment dans les mentalités, et on assiste à l'émergence d'une jeunesse résolument décidée à s'en sortir. L'évolution récente de la Côte d'Ivoire prouve que les choses peuvent avancer très vite en Afrique à condition de le vouloir, de formuler un projet et de s'en donner les moyens.

Quel est votre regard sur le rôle et la situation des femmes en Afrique ? Sommes-nous dans une dynamique de progrès, d'émancipation ?

Les femmes africaines jouent un rôle central important au sein de nos sociétés, mêmes si les pesanteurs sont lourdes. Elles se battent souvent pour nourrir leur foyer et éduquer leurs enfants aux côtés de leur mari. Elles sont exemplaires. Oui, je crois que nous sommes dans une dynamique de progrès, dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la santé ainsi que du cadre juridique. De plus en plus de femmes occupent de hauts postes dans tous les secteurs d'activité, même si nous sommes encore loin de la parité hommes-femmes. Nous devons continuer à nous battre pour l'obtenir. La promotion des femmes, leur émancipation, leur intégration dans la société active est l'une des clés essentielles de l'émergence africaine. On ne peut pas réussir sans intégrer la moitié du continent.

Vous avez été une femme d'entreprise très active.

Avec l'arrivée de votre époux à la présidence de la République, vous avez, conformément à votre engagement, cessé toutes vos fonctions privées.

Le monde de l'entreprise vous manque-t-il ?

J'ai été heureuse lorsque j'étais chef d'entreprise. Aujourd'hui, cela appartient au passé. Mon activité de première dame et la gestion d'une fondation telle que



En visite sur le chantier de l'hôpital mère-enfant de Bingerville, le 8 septembre 2014.

Children of Africa sont très prenantes et les défis à relever sont nombreux.

Comment définissez-vous le rôle d'une première dame, moderne, contemporaine. Essentiellement politique ?

Pour ma part, je pense que le rôle d'une première dame n'est absolument pas politique. Mais chacune d'elles doit adapter cette fonction à sa personnalité. En ce qui me concerne, je préfère assister les plus fragiles, ceux qui ont besoin d'être soutenus et leur venir en aide autant que possible. Je préfère rassembler et soulager mes concitoyens, particulièrement les femmes et les enfants. Cela me rend heureuse de pouvoir les aider, surtout les plus démunis.

Est-ce un avantage d'être première dame pour faire avancer les choses dans le domaine social ?

Cette position offre des avantages indéniables afin de réaliser des avancées, même si nous n'avons aucun pouvoir de décision. Cependant, lorsqu'un sujet nous tient à cœur, nos actions ont plus d'échos et notre statut nous permet d'être plus écoutées.

Pouvez-vous nous décrire votre journée type ?

Mon planning est en général très chargé. Plusieurs fois par semaine, je réponds à des invitations à présider une cérémonie ou une réunion. Lorsque je ne suis pas en voyage officiel avec mon époux, ma journée type commence par la gestion des questions d'intendance, ensuite je me rends à mon cabinet, pour y organiser mes activités et répondre aux demandes d'audience qui me sont adressées. Je m'arrange pour réserver du temps au sport et pour m'occuper de ma famille et de mes petits-enfants. Quant à mes soirées, je les consacre à mon époux, tranquillement, à la maison, lorsque nous n'avons pas d'obligation officielle.

Vous considérez-vous comme un modèle ?

Je ne saurais dire si le rôle que je joue est un modèle, en revanche, j'ai toujours eu la ferme conviction que mon action auprès des couches les plus vulnérables de notre société pourrait inciter d'autres personnes à se joindre à cet élan de solidarité. ■

Amira Yahyaoui

« Ce bourguibisme béat m'insupporte! »

Son franc-parler interpelle la société tunisienne. Issue d'une famille militante, opposante à Ben Ali, engagée dans la révolution, figure de la société civile, c'est une personnalité très influente... sous aucune influence.

Propos recueillis à Tunis par **Frida Dahmani**

Avec Al Bawsala, l'ONG qu'elle préside, et le projet d'observatoire en ligne Marsad, Amira Yahyaoui, 30 ans, a permis, depuis 2012, le libre accès aux informations concernant les activités de la Constituante, et au suivi de l'activité politique des élus afin de les inciter à la transparence et à la bonne gouvernance. L'adoption de la nouvelle Constitution tunisienne, en janvier 2014, n'est pas une fin en soi pour cette égérie de la révolution, opposante – comme son père, le juge Mokhtar Yahyaoui, et son cousin cyberdissident, feu Zouhair Yahyaoui – au chef de l'État déchu, Ben Ali. Classée parmi les 100 femmes arabes les plus influentes par arabianbusiness.com en 2013, la récipiendaire du prix pour la prévention des conflits de la fondation Chirac en 2014 lance les interfaces Marsad Baladia, qui a pour fonction de surveiller la gestion des collectivités locales, et Marsad Budget, qui offre une vulgarisation et un suivi des complexes dépenses de l'État. Celle qui opère une distinction entre une société civile « bavarde » et une autre « qui travaille, actrice du changement, avec des projets réels et un impact palpable sur son environnement », aborde la question de la condition féminine en Tunisie.

AM: Vous appartenez à la troisième génération qui a bénéficié des droits octroyés aux Tunisiennes par le Code du statut personnel (CSP), promulgué par Bourguiba en 1956. Que vous inspire-t-il aujourd'hui ?

Amira Yahyaoui : Une seule question : comment faire pour réformer ce code ? Ce n'est pas assez ! Autant je suis très reconnaissante à l'égard du combat féministe des soixante dernières années, qui a été incroyable et qui fait que l'on en est là où l'on en est, autant je suis très critique par rapport à un discours ambiant récurrent qui assure : « C'est bon, on est déjà arrivé.



Merci Bourguiba, tu as tout fait ! On peut croiser les jambes et siroter notre thé tranquillement en parlant des acquis des années 1950. » Cette position me dérange profondément. Il est certain que le CSP était très progressiste pour son époque. Mais il ne l'est plus, il est presque rétrograde aujourd'hui. Je ne comprends pas pourquoi, en tant que femme, je n'ai pas le droit d'épouser qui je veux, je ne comprends pas pourquoi je ne suis pas l'égal des hommes sur le plan de l'héritage, je ne comprends pas qu'il me faille l'autorisation d'un époux pour partir en voyage avec mon enfant alors que l'inverse n'est pas exigé... Le CSP a été positif et marquant pour l'évolution et l'histoire de la Tunisie, mais il est désormais obsolète au regard du présent et du futur du pays.

Que faudrait-il faire dans un contexte où le conservatisme est une réalité ?

D'abord, avoir du courage. Certaines femmes pensent que le CSP leur a été donné comme un cadeau et oublient l'incroyable combat de beaucoup de féministes de l'époque, mais également des hommes. Donc oui, on peut remercier Bourguiba, mais je ferai remarquer qu'il avait lui-même imposé des limites à ce code, alors qu'avec son leadership, il aurait pu accomplir davantage. Ce bourguibisme béat m'insupporte. Toutes celles qui remercient le Combattant suprême devraient se retrousser les manches. Il n'est pas normal qu'en 2015, on soit encore en train de discuter et de débattre de la place de la femme dans ce pays, c'est même absurde. Mais malgré toutes les embûches, les constituants, en inscrivant dans la loi fondamentale une vraie égalité, ont fait un énorme pas en avant. Les réformes des textes de lois ne pourront se réaliser qu'une fois que l'on aura cessé d'être émerveillés par l'apport de Bourguiba en 1956, pour se demander ce que l'on veut se donner à nous-mêmes en 2015.

Justement, quelle serait la teneur de ce combat de 2015 ?

Personnellement, je n'ai pas dormi durant des nuits afin que cet article établissant l'égalité soit inscrit dans la Constitution de 2014. C'est le premier combat que j'ai mené à l'Assemblée constituante. La bataille a été rude, je n'ai pas versé de larmes lorsque la Constitution a été votée, mais j'étais en pleurs lorsque cet article-là est passé. Pendant les trois dernières années, je me suis battue pour que rien au plan constitutionnel ne prête à confusion sur cette égalité totale et parfaite entre l'homme et la femme.

Je crois qu'une des manières les plus efficaces pour que l'on s'habitue à notre présence, c'est d'exister. Comme disait le poète français René Char : « À te regarder, ils s'habitueront. » Aussi, le travail au sens strictement féministe est important mais ne doit pas s'arrêter là. Par exemple, le fait que je sois une femme, comme la moitié de l'équipe que je dirige, donne de l'impact à mon organisation, Al Bawsala. Il faut être partout, dans l'armée, dans la sécurité, dans l'économie, il faut marquer notre présence ! Répéter sans cesse

« Les hommes ne lâchent pas le morceau. Pourquoi lâcher le pouvoir quand on l'a ? »

« la femme, la femme, la femme » n'est pas la solution, c'est stérile. Il faut prendre notre place. Personne ne va nous la donner, il faut l'arracher.

Le regard des hommes de votre génération est-il différent de celui de leurs parents ?

Oui, il est plus facile d'être une femme aujourd'hui qu'autrefois. Ce n'est pas tant le regard des hommes qui est différent ou qui a changé mais le fait que nous ne demandons pas pardon d'exister. Du temps de mes parents, mises à part certaines très combatives, la majorité de nos mères, malgré une certaine réussite académique et économique, n'a cessé de se couper en deux pour assurer sur tous les plans. On est loin de l'égalité, d'autant que souvent elles sont dans la posture de celles qui s'excusent de vivre. C'est comme si elles affirmaient par leur vie : « Moi, femme, vu que je bosse, il faut que je trime à la maison pour prouver que je peux tout mener de front. » Franchement, ça ne devrait pas être comme ça.

On a beaucoup parlé de ces députées de l'Assemblée constituante sans connaître la réalité de leurs conditions. Peu savent que lors du vote sur la Constitution, beaucoup ne voulaient pas être absentes, elles voulaient en être, elles voulaient exprimer leurs voix et n'ont pas eu d'autre choix que de venir avec leurs enfants qui ont fini par dormir dans les bureaux et les couloirs de l'Assemblée. Les pères qui ne travaillent pas de nuit auraient pu garder les enfants, mais non ! Même si la mère a des obligations professionnelles, elle continue de s'occuper des enfants et d'être sur tous les fronts, c'est choquant. Aucun élu n'a subi une pareille contrainte. On se souvient aussi de cette députée qui avait amené son bébé en séance plénière et que beaucoup avaient raillée. C'est là que se révèle la nature, égalitaire ou non, des hommes. D'autres députées étaient reconnaissantes envers leurs maris qui avaient accepté de garder les enfants mais, enfin, ce sont les papas et non des nounous payées ! Voilà ce qui se passait au sommet de l'État, des femmes politiques ne voulaient pas être uniquement mères mais assumaient leurs responsabilités de député à part entière. D'ailleurs, d'après les statistiques de présence, leur assiduité était de plus de 80 % contre 60 % pour les hommes.

Vous faites donc une distinction entre les générations ?

La différence est que dans ma génération, on ne discute pas ce qui est devenu une évidence. Et on l'a vu avec l'élec-



Au musée du Quai Branly, à Paris, aux côtés de François Hollande et de Jacques Chirac, lors de la remise du prix pour la prévention des conflits qui lui a été décerné par la fondation Chirac en novembre dernier.

tion présidentielle. Ces femmes, tellement fières de leur Code du statut personnel, ont voté en masse pour quelqu'un qui a dit de l'ex-vice-présidente de la Constituante, Meherzia Labidi-Maïza : « Ce n'est qu'une femme après tout. » Les plus jeunes ont été choquées mais les plus âgées l'ont malgré tout défendu et élu. Les plus anciennes ont failli dans le sens où, pour elles, il y a une limite au progrès qu'elles se fixent. Elles peuvent parler de l'égalité hommes-femmes mais jamais elles n'exigeront d'avoir une part égale à celle de leurs frères en matière d'héritage. Prenez le cas de l'ancienne Femen, Amina Sbouï, même les plus féministes se demandaient s'il fallait la défendre ou pas, alors que pour les plus jeunes la réponse s'imposait de facto : même si l'on n'est pas d'accord avec ses actes, elle en avait le droit.

Si les femmes peinent à s'imposer en politique, est-ce que ce n'est pas tout simplement parce qu'elles ne savent pas y faire ?

D'abord, les hommes ne lâchent pas le morceau et ils ont raison. Pourquoi lâcher le pouvoir quand on l'a ? Mais le fait est que les femmes ne sont pas assez féroces pour prendre la place. On attend de se la voir attribuer au lieu de juste la prendre, quitte à faire un scandale si l'on nous empêche d'y accéder. La majorité des femmes qui militent dans des partis politiques ne veulent pas critiquer leur formation, une fois « à l'intérieur » de l'appareil, elles se taisent. Le vrai problème, qu'on le veuille ou non, est que la société est toujours très machiste et très patriarcale. Et pour changer tout ça, je ne crois pas à la politique des étapes, au changement graduel. Il faut un choc et c'est aux leaders féminins de le créer. Il y a aussi un tabou essentiel à lever : nous ne nous aimons pas entre nous, et avec un tel principe de vie, on ne peut pas survivre. Aujourd'hui, les politiciennes devraient se bâtir un socle, faire monter avec elles des femmes, les introduire dans les partis. Mais pas seulement. Il y a aussi des hommes qui

prônent cette stratégie. Parfois je me demande si, en Tunisie, il n'y a pas plus de féministes chez eux que chez nous !

Cette position parfois désengagée des femmes par rapport aux égalités n'est-elle pas due à une éducation ?

Sans doute, mais on devrait aussi pouvoir avoir le choix, par exemple, de faire son service militaire ou d'exercer des métiers jusque-là réservés aux hommes. Finalement, on ne peut réclamer des choses que l'on ne s'applique pas à soi-même. Aujourd'hui, c'est l'un des énormes problèmes que nous connaissons en Tunisie : on veut ce qui est facile à obtenir et on a du mal avec ce qui est difficile à conquérir. Encore une fois je ne généralise pas, mais une avancée sur ces points donnerait une impulsion positive.

Est-ce que, dans l'avenir, les femmes vont être encore plus vigilantes ou l'entrée en jeu des islamistes risque-elle d'atténuer cet élan ?

Au contraire, les islamistes sont, de très loin, ceux qui ont le plus intégré la femme dans le milieu politique. Et tant mieux parce qu'il faut que les « non-islamistes » commencent à se bouger pour arriver au quart de ce que Ennahdha, notamment, est en train d'accomplir. La forme de compétition qui s'annonce entre ces deux « blocs » est une bonne chose. Juste un exemple, le parti islamiste a hérité de quatre portefeuilles au gouvernement, il en a attribué deux à des femmes et les deux autres à des jeunes. Une façon de dire : « À votre tour maintenant, montrez-nous ce que vous savez faire. » Pour l'instant, on ne voit rien.

La génération qui monte, celle des 20-30 ans, va-t-elle attendre ?

Elle n'attend pas, elle est dans l'action. Dans mon équipe qui s'occupe de Marsad Baladia, les filles sont sur le terrain dans les régions, toutes habitent seules, tandis que les garçons sont sur Tunis et habitent chez leurs parents. Et personne ne s'excuse d'exister ! ■

Aïssa Maïga

« J'ai le sentiment d'être vraiment hybride »

Depuis 1996, elle a su se frayer un chemin dans la « jungle » du cinéma français et s'est découvert un talent d'écrivain. La jolie comédienne se raconte à cœur ouvert.

Propos recueillis par **Sabine Cessou**

O n'a croisée resplendissante et émue, en décembre dernier, à la résidence Lucien-Paye de la Cité internationale universitaire de Paris, lors d'une cérémonie très touchante organisée par l'association Re-Source/Sununet, qui regroupe les Sénégalais de la diaspora, et présidée par le professeur d'économie Mahamadou Lamine Sagna. Aïssa Maïga y a reçu, aux côtés de Rokhaya Diallo, journaliste et militante, le prix du rayonnement international du Sénégal. La comédienne a produit à cette occasion un témoignage touchant sur la perte de son père, à l'âge de 8 ans. Mohamed Maïga, un journaliste malien proche de Thomas Sankara, est mort à 33 ans à Ouagadougou, en 1984, dans des circonstances non élucidées, sans doute d'un empoisonnement, dans les bras de son jeune frère Mahmoud-Alpha. Ce dernier, lui-même ancien journaliste de *Jeune Afrique* et anthropologue, disciple et traducteur de Jean Rouch au musée de l'Homme, a ensuite élevé sa nièce... L'actrice a reçu *Afrique Magazine* chez elle, quelques semaines plus tard, dans un splendide appartement du quartier du Sentier. Sans détour, avec la flamme et l'intelligence qui étaient certainement celles de son père, cette jeune dramaturge en devenir revient sur son parcours...





Le Temps de la kermesse est terminé (2010) avec Stéphane Guillon. Ci-contre, dans Prêt à tout de Nicolas Cuche (2014).



« J'ai envie de me glisser dans une pléiade de rôles. Mon objectif est d'échapper aux clichés. »

AM: Vous êtes la fille d'un journaliste malien, Mohamed Maïga, disparu très jeune. Vous en parlez très rarement...

Aïssa Maïga : Ce n'est que très récemment que j'ai pu commencer à en parler sans gêne. Je n'avais pas eu le temps de préparer un discours pour la cérémonie du 12 décembre dernier organisée par Re-Source/Sunonet. Il se trouve que le chauffeur de taxi qui m'y a emmenée était moitié malien, moitié sénégalais, comme moi. Il était très loquace. J'avais le trac et je lui ai demandé si je pouvais lui dire quelques idées pour tester mon discours. Dès que j'ai commencé à parler, j'ai senti venir un flot de mots. Cet homme en a eu les larmes aux yeux. Il s'est tu, puis a réagi en revenant sur sa propre histoire. Voir que des choses si personnelles peuvent toucher un inconnu m'a rassurée. C'est très rare pour moi d'avoir l'occasion de mélanger travail et famille en public. Je me suis rendu compte que mon père est encore très vivant dans les mémoires. Le lien avec un disparu se maintient dans un dialogue toujours possible malgré l'absence. Je regrette de n'avoir jamais pu organiser de réunion de famille autour de lui, sans verser dans la nostalgie ou un impossible deuil. Il était porteur d'un tel discours, d'un tel message!

En dehors de votre famille, gardez-vous un lien avec l'Afrique? Suivez-vous son actualité?

Par périodes. Je suis vraiment ici et maintenant. Je ne me sens pas comme appartenant à plusieurs territoires. Ce n'est pas si simple à définir : je suis arrivée en France à 4 ans et demi. J'ai grandi à Fresnes et à Paris dans une famille d'immigrés. J'ai le sentiment d'être vraiment hybride et pas du tout scindée. Mes parents ne m'ont jamais demandé de choisir, j'ai pu définir mon identité propre. À la faveur de certains événements, mon côté africain devient omniprésent. D'autres fois, non. J'écoute RFI, mais c'est très fluctuant. Il en va de même pour l'actualité française : c'est passionnant d'être au fait des enjeux politiques et sociétaux, mais je garde une certaine distance, pour que mon travail de comédienne ne soit pas cannibalisé par ces enjeux.

Vous avez joué dans la comédie de Nicolas Cuche, Prêt à tout,

sortie en janvier 2014, l'un de ces rares rôles dans le cinéma français où la couleur de peau n'est qu'anecdotique...

C'était un casting ouvert. Le réalisateur a vu des comédiennes de tous les horizons. Comme tous les acteurs, j'ai envie de me glisser dans une pléiade de rôles, d'avoir un répertoire qui se renouvelle. Je peux donner la fausse impression de ne pas souhaiter jouer des personnages de Noires ou d'Africaines. L'objectif est juste d'échapper aux clichés...

Est-ce possible?

J'ai eu des moments de découragement... Voilà quinze ans que je fais ce métier, et il faut reconnaître que nous, les comédiennes noires, avons connu des périodes moins favorables qu'aujourd'hui. À mes yeux, la connaissance et la curiosité pour les faits historiques sont une vraie source d'inspiration et l'un des meilleurs moyens de prendre du recul.

Que voulez-vous dire?

Parfois, je me suis sentie personnellement discriminée parce qu'on ne voulait pas me recevoir dans les castings. Je correspondais à ce qu'on recherchait, à savoir une jeune fille d'une vingtaine d'années, et quand j'arrivais, on me regardait comme si je venais d'une autre planète. J'aurais dû filmer ce genre d'accueil en caméra cachée. Ces personnes auraient du mal à se regarder en face aujourd'hui, car elles n'auraient pas pu s'en tirer par une forme d'oubli, de déni, comme c'est souvent le cas en France. Mais nous, qui l'avons vécu, ne l'avons pas oublié! Quand j'en parle à d'autres comédiennes noires, nous échangeons beaucoup d'anecdotes! En faire un recueil serait très drôle. Mais je me pose la question : comment se fait-il que dans un pays où j'ai grandi normalement, dans



Ici avec Gad Elmaleh dans *L'écume des jours* (2013), adapté du roman de Boris Vian paru en 1947.

des collègues publics, ayant appris les mêmes textes littéraires que les autres, on m'explique les yeux dans les yeux que je ne peux pas interpréter des rôles du répertoire classique ?

En parlez-vous à des collègues français blancs ?

Une grande actrice française m'a expliqué un jour qu'elle a une troupe amateur en province, avec toutes sortes de gens, et notamment un métis au physique de jeune premier qui veut jouer Molière et Racine. Selon elle, c'est ridicule, impossible d'y croire. Je lui ai posé cette question en retour, et elle a été assez ouverte pour m'écouter : pourquoi interprète-t-on encore les classiques aujourd'hui ? Parce qu'ils ont un écho et dépassent les problèmes de leur siècle. On cherche avec ces textes une forme de décalage qui fait qu'ils nous parlent. Les mariages forcés, les amours impossibles, la radinerie ou l'hypocondrie sont des questions universelles qui dépassent la question ethnique du Noir et du Blanc. J'ai constaté qu'elle commençait à voir le problème différemment. Elle a reconnu que ce que je disais était vrai.

Étiez-vous en colère ?

Non, au contraire. Je me suis dit que j'avais atteint un certain niveau d'apaisement. Plus jeune, j'étais incapable de savoir exactement ce dont mes interlocuteurs étaient les victimes – en réalité, il s'agit de leur propre histoire coloniale, qui est aussi la mienne. La lecture, à la faveur de rencontres, m'a sauvée de la rage stérile ou du découragement. Le blogueur Calixte Tayoro, un consultant qui travaille pour l'édition et les médias en Norvège, m'a énormément apporté. On s'est rencontré dans une émission de radio sur Africa N° 1 et il m'a recommandé des livres... L'universitaire Sylvie

Chalaye, qui est aussi l'épouse du dramaturge ivoirien Koffi Kwahulé, s'est intéressée à la question du Noir dans le théâtre français comme figure de l'altérité. Elle a écrit un ouvrage, *Du Noir au nègre, l'image du Noir au théâtre (1550-1960)*, paru chez L'Harmattan en 1998. Je me suis rendu compte qu'on nous racontait des tas de bêtises : le public français ne serait pas prêt à voir des acteurs de couleur ; si on leur donnait certains rôles, il faudrait expliquer pourquoi ; et, de toute façon, ça ferait bizarre, etc. J'ai découvert que mon domaine, le théâtre, était frappé d'une perte totale de mémoire, d'une terrible cécité. Depuis 1550, le Noir y est présent et, dès le xvii^e siècle, il devient une figure récurrente ! Et ce, aussi bien dans l'art populaire avec tous les clichés qu'il peut entretenir que dans les œuvres des auteurs abolitionnistes... Il y en a des célèbres en France depuis la Révolution française, et même auparavant ! Grâce à ces lectures, j'ai aussi appris qu'à certaines périodes, nous n'étions pas les bienvenus : certains membres de la Comédie française ont fait la grève parce que des Noirs étaient embauchés...

Avez-vous lu aussi des ouvrages sur l'histoire des Afro-Américains aux États-Unis ?

Oui. Je me suis intéressée à la figure d'écrivain et d'activiste de Frederick Douglass [1818-1895, *ndlr*], bien connu chez lui mais pas en France. Ce métis du sud des États-Unis a assisté dans son enfance, alors qu'il était esclave, aux leçons de son jeune maître blanc. Son histoire d'émancipation commence là. Il peut lire des journaux, falsifier des documents pour circuler librement. Il s'échappe du Sud et rejoint le Nord, où il va créer *The North Star*, un journal abolitionniste

« On ne peut pas se permettre le luxe d'être désespéré. J'ai compris ce contre quoi je devais lutter... »

qui a accompli un travail incroyable pour l'émancipation des Noirs. J'ai découvert aussi Sojourner Truth, une femme d'ascendance africaine qui a participé à l'Underground Railroad, un réseau de routes clandestines qui permettait aux esclaves de s'échapper et de se réfugier au Nord. Cette profondeur de champ m'a permis de relativiser. Je me suis dit que tous ceux qui ne m'ont pas acceptée sur certains castings en France ont déjà perdu la partie, parce qu'ils ne connaissent pas leur histoire. L'ignorance est le pire des handicaps quand on mène un combat social.

Êtes-vous en guerre ?

Je l'étais, mais de manière pacifique. Je ne suis pas là pour donner des leçons. Cet apprentissage m'a armée, à la fois en termes de réponses, d'énergie de vie et de combativité. Il faut être très positif pour vouloir jouer la comédie à 20 ans en France... Mais ce n'est absolument pas comparable avec ce qu'ont vécu les esclaves dans le sud des États-Unis ou les Africains lors des luttes pour l'indépendance. On ne peut pas se permettre le luxe d'être désespéré. J'ai compris ce contre quoi je devais lutter...

Le racisme est-il dans la conscience collective d'une France qui reste largement à décoloniser, selon l'intellectuel camerounais Achille Mbembe ?

Il se trouve aussi dans l'inconscient français.

Certains comédiens issus de la diversité ne disent pas tout à fait le fond de leur pensée, de peur de nuire à leur carrière...

Quand j'ai commencé, j'ai tout de suite compris qu'il n'était pas question que je me taise. Pour moi, cela aurait été la double peine ! L'horreur ! Du coup, je donnais des interviews dans des magazines « black » comme on dit, et je prêchais des convaincus. Les émeutes en banlieue de 2005 et la lutte des minorités visibles ont changé la donne. Les journalistes – plus que les comédiens eux-mêmes – se sont emparés de la question de la représentation de la diversité à la télévision. On m'a alors interrogée à ce propos. Mais, par ailleurs, je joue dans des films, je fais des pieds et des mains pour assurer leur promotion, et je me retrouve face à des attachés de presse et des médias qui se bloquent, comme lors des castings de mes débuts. Il ne faut pas être parano. À un moment, je me suis dit que je n'avais pas choisi de faire de la politique, de la sociologie ou du journalisme. Au nom de quoi devrais-je mener ce combat antiraciste ? Donner sans cesse des explications revenait à créer une nouvelle petite prison... Un ami comédien m'avait conseillée de ne pas me fourvoyer dans ce type de démarche, qu'il ne fallait pas en parler parce qu'on n'aurait plus de rôles. En même temps, je me disais que sur ce sujet, je ne pouvais pas laisser le champ libre à des hommes blancs de 55 ans qui



Elle triomphe actuellement à Paris dans la pièce *Des gens bien* de David Lindsay-Abaire, avec entre autres *Miou-Miou* et *Patrick Catalifo*.

sont les décideurs à la télévision ! Cependant, je ne sentais pas que mon discours était porteur d'effets concrets. Un jour, je me suis demandé si je devais participer à une émission pour aborder de nouveau ces questions. J'ai décidé d'y aller quand même, pour partager cette interrogation – ce qui m'a du coup libérée !

Les femmes ne sont-elles pas plus courageuses dans ce domaine ? On trouve aux avant-postes de la lutte contre le racisme en France des figures telles que Rokhaya Diallo ou l'écrivaine Léonora Miano...

Non, je n'en suis pas convaincue... Avant, il y avait eu Greg Germain, une star de la télévision dans les années 1980, avant la montée du Front national [FN]. Il était antillais, il avait le rôle principal dans la série *Médecins de nuit*. Tout laissait croire que la lutte était gagnée...

Comment réagissez-vous à des remarques sexistes ?

Les gens ne se le permettent pas. Très rares sont les hommes qui ont un comportement équivoque avec moi. Je ne suis pas sur la défensive, ni dans des formes de rejet ou d'autorité. Je me comporte naturellement...

Renvoyez-vous une certaine image de femme fière ?

Je confirme !

À quel moment avez-vous su que vous vouliez être comédienne ?

À l'adolescence. Je jouais dans un conte de fées musical, *La Nuit la plus longue*, monté par ma professeur de français au collège. J'interprétais le rôle d'une fleur... Nous avons tourné pendant trois ans dans de vrais théâtres. Entre le trac de la première – un moment, j'ai cru que mon cœur allait lâcher ! – et l'instant où je me suis retrouvée sur scène, j'ai compris que je ne pourrais plus m'en passer.

Les planches, c'est une sorte de drogue ?

Il se produit un phénomène chimique. Je joue en ce moment au théâtre Hébertot, à Paris, dans *Des gens biens*, une pièce écrite par David Lindsay-Abaire, un auteur américain. Quand je sors de scène, j'ai une énergie de feu... Pour les profils sensibles aux addictions, cela peut être problématique !

Quel rôle jouez-vous dans cette pièce ?

Miou-Miou joue une femme blanche qui a grandi dans un ghetto blanc de la banlieue de Boston, elle est pauvre, seule avec sa fille handicapée et perd son boulot. Elle retrouve un ami d'enfance, un médecin marié à une femme noire plus jeune que lui, une bourgeoise née dans l'opulence. Ce rôle est jouissif : il y a énormément d'enjeux à chaque coin de phrase – le problème racial qui n'est pas éludé, puisque c'est une pièce américaine, celui du passé qui resurgit... L'homme cache beaucoup de choses. Et moi, je suis son épouse. Notre couple va mal, avec les questions sous-jacentes de l'enfant et de la place que chacun négocie dans un foyer. C'est vif et percutant. J'adore mon personnage !

Avez-vous interprété tous les rôles dont vous rêviez, plus jeune ?

Pas tous. Jouer dans *L'Écume des jours*, un film de Michel Gondry, était une drôle d'expérience. Ce cinéaste a développé une singularité totale, une fantaisie qui n'appartient qu'à lui. J'ai aussi travaillé avec Dominique Cabrera sur un téléfilm inspiré d'un roman noir, *Quand la ville mord* de Marc Villard. C'est l'histoire d'une jeune Malienne qui rêve d'être Basquiat. Elle vient en France par la filière de l'immigration clandestine, en sachant à quelles violences elle s'exposerait en chemin. Dominique Cabrera est une Française d'Algérie qui a vécu l'exil. Elle connaît l'arrachement et l'appropriation d'un monde inconnu et, au premier abord, assez hostile...

Êtes-vous sollicitée par les cinéastes africains ?

J'ai travaillé avec Abderrahmane Sissako sur *Bamako*. J'ai envie de travailler avec des cinéastes, d'où qu'ils viennent. Je n'éprouve pas une envie spéciale d'Afrique. Le cinéma n'appartient pas à un territoire géographique, même s'il raconte, comme dans *Bamako* ou *Timbuktu*, des histoires africaines. Je me dis qu'à un moment, quelque chose va m'arriver qui

va m'emporter vers l'Afrique. Quand j'écris, mon imaginaire m'y porte.

Parce que vous écrivez ?

Oui, je peux enfin le dire. J'ai écrit une pièce, une tragédie moderne qui va se jouer en 2016 au théâtre de l'Atelier, à Paris, avec Rachida Brakni dans le rôle principal, une comédienne hallucinante et une tragédienne de très haut niveau. Elle va être magnifique. Elle est écrite dans une forme littéraire un peu distordue : je ne suis pas le bon petit soldat de la langue française.

Vous n'avez pas envie de réaliser des films ?

J'ai un projet de scénario depuis une dizaine d'années, mais il n'aboutissait pas à cause d'un blocage qui venait de moi. Je retournais systématiquement à l'écriture. Je me rends compte que c'est mon meilleur moyen d'expression. C'est là où je suis au plus proche de ce que j'ai à dire et de mes propres zones inconnues. En fait, ma première œuvre, cette tragédie, représente un passage à l'acte. J'étais dans une telle nécessité, presque dans une transe. Je ne savais pas ce que j'écrivais en le faisant. Auparavant, j'étais dans un contrôle hyper désagréable, je me jugeais à chaque mot et là, j'ai tout lâché !

Suivez-vous une psychanalyse ? Vous donnez l'impression d'être en quête de libération...

Oui, je suis en analyse. Quand j'écris, les choses viennent de ma propre histoire ou de l'histoire avec un grand H. J'évoque dans mon premier texte les non-dits familiaux qui me passionnent dans tous les récits de gens que je peux rencontrer. En fait, le non-dit est une matrice qui pétrit les êtres et les conditionne. Certains vont le faire exploser et devenir des figures de rebelles. D'autres vont le faire implorer et se détruire, en devenant ainsi le réceptacle de toutes les choses tordues de leur propre famille. Inconsciemment, pour sauver les autres, ils vont endosser le rôle du sacrifié. Les artistes font souvent quelque chose avec le non-dit, ils le subliment dans la beauté ou l'humour. Mon histoire est celle d'un personnage féminin assez fort, qui part à la quête de quelque chose et va découvrir autre chose : un secret. Tous les personnages sont emportés vers leur fin, dans un engrenage implacable.

Chez les actrices, y a-t-il une quête d'amour paternel ?

La question de la reconnaissance, paternelle ou pas, est commune à tous les comédiens. Pour moi, le problème du père est évidemment central. Je l'ai perdu très tôt. Je l'adorais. Le manque est là. Il m'a vraiment forgée, tant dans la souffrance que dans la force. Je m'identifie très fortement à lui. J'ai la chance d'avoir eu pour père une figure positive.

Et votre mère ?

Je n'en parle pas parce que je l'ai connue tard – et c'est mieux comme ça. Ce sont ma tante et mon oncle paternels qui m'ont élevée... ■

Angèle Diabang

« Je ne suis ni militante ni féministe! »

À 36 ans, cette productrice et réalisatrice sénégalaise a signé six documentaires dont *Congo, un médecin pour sauver des femmes*, en 2014. Des films dans lesquels elle donne la parole à celles que l'on entend peu et évoque les aspirations des jeunes filles. Elle se prépare à tourner son premier long-métrage de fiction, adapté d'un roman de Mariama Bâ.

Propos recueillis par **Sabine Cessou**



En 2005, dans son premier documentaire, *Mon beau sourire*, elle évoquait la souffrance que certaines s'infligent pour se faire tatouer les gencives en noir, un critère de beauté au Sénégal. En 2007, avec *Sénégalaises et islam*, elle donnait la parole à des femmes qui vivent la même religion de manière très différente... Fin 2014, est sorti *Congo, un médecin pour sauver les femmes*, un documentaire consacré au travail du médecin Denis Mukwege, célèbre pour l'aide qu'il apporte aux femmes violées du Sud-Kivu. Sa société, Karoninka Productions, a produit une douzaine de films d'autres cinéastes. Angèle Diabang prépare son premier long-métrage de fiction, une adaptation d'un grand classique de la littérature africaine, *Une si longue lettre*, de Mariama Bâ. Paru en 1979, ce roman n'a pas pris une ride – le thème de la polygamie restant d'une actualité brûlante au Sénégal.

AM: Comment vous est venue l'envie de réaliser un documentaire sur le docteur Denis Mukwege ?

Angèle Diabang: J'écoutais ces informations horribles sur la République démocratique du Congo. Et je zappais, comme tout le monde. Un jour, je me suis demandé ce que je faisais pour ces femmes et pour mon Afrique. Je suis allée réaliser ce film. J'ai tourné en janvier 2013 et 2014 à Bukavu. Mon équipe a recueilli les témoignages du médecin, de son personnel et de ces nombreuses victimes de viols collectifs. De très jeunes femmes parfois tombées enceintes, rejetées par leurs familles et leur communauté. Des jeunes filles qui savent qu'elles n'auront pas la force d'aimer leur enfant...

Vous auriez pu faire un film assez sensationnel, étant donné le sujet, mais on ne voit qu'un bref instant le docteur Mukwege et son équipe au bloc opératoire, pour reconstituer le périnée déchiré d'une femme violée...

Le docteur n'est présent qu'en pointillé dans le film. Je m'attarde plus sur les visages et les histoires de femmes, ainsi que sur le travail de la clinique Panzi, qui a traité 40 000 femmes en quinze ans. Je m'interroge aussi sur les causes du viol à grande échelle, comme arme de guerre. L'une des scènes les plus fortes montre le médecin en train de prier à l'église, au milieu d'un chœur vibrant d'espoir.

Est-il possible d'être une femme aussi active que vous au Sénégal sans tenir compte de certains codes sociaux ?

C'est une aspiration, surtout pour les plus jeunes qui sont assez ouverts sur le monde. Nous avons Internet et les Sénégalais voyagent beaucoup. Parfois, ce n'est pas facile de faire ce qu'on veut, si on ne sait pas jouer avec les règles socioculturelles. Par exemple, je ne me promène pas la tête rasée dans des endroits reculés. Je mets un foulard. C'est plus respectueux... J'ai déjà eu des réflexions et j'anticipe certaines réactions.

« Lorsqu'on a été mariée et divorcée, on n'a plus la même pression sociale. Le manque de liberté se joue dans le mariage. »

De plus en plus de jeunes femmes font du cinéma ou sont actives dans le secteur des arts à Dakar. Y a-t-il un fossé entre cette nouvelle génération et celle de leurs mères ?

C'est plus complexe qu'un problème de génération. Il n'y a pas d'un côté les jeunes qui seraient dans le coup et de l'autre les mères traditionnelles. Je trouve par exemple assez modernes les villageoises du fin fond du Fouta, près de la Mauritanie. Là-bas, je n'ai pas senti de gêne, de regards sur moi à cause de mes cheveux courts.

Il faut aussi compter avec la force de la religion et les particularités des régions. Il existe des zones urbaines moins tolérantes que des zones rurales, paradoxalement... Je remarque qu'il y a beaucoup de divorces parce que les femmes de ma génération travaillent beaucoup, portent des projets assez lourds. Elles ont envie de vivre une existence active, pleine. Parfois, on se retrouve avec des hommes éduqués et ouverts, mais qui se confortent dans une situation qui veut que la femme soit le plus possible au foyer pour se dévouer à son mari. Une fois qu'on est à la maison, la tradition revient. C'est le schéma de base, quel que soit le degré d'éducation et d'ouverture de l'homme ! Ce phénomène fragilise les couples au Sénégal.

Existe-t-il ici un fossé entre les sexes ?

En réalité, la femme sénégalaise est très libre. La scolarisation des filles est élevée. Le pays est musulman mais on peut porter le voile ou pas, on peut vivre seule ou pas, on peut se mouvoir, agir, parler à sa guise. En même temps, il existe des codes. « Une femme ne doit pas dire ceci ou faire cela », entend-on tout le temps. Pour ma part, j'ai plutôt l'impression que les problèmes arrivent avec le mariage. Avant, on fait ce qu'on veut. Une fois qu'on atteint un certain âge sans être mariée, c'est plus compliqué : on vous met la pression pour vous marier. Lorsqu'on a été mariée et divorcée, on n'a plus la même pression sociale. Le manque de liberté se joue à mon avis dans le mariage...



En 2014, elle a consacré un documentaire au travail du docteur congolais Denis Mukwege.

Mariama Bâ en était-elle un bon exemple ?

Son livre est autobiographique. Elle travaillait, elle avait des enfants et son mari a pris une seconde femme. Est-ce que c'était de sa faute, parce qu'elle a voulu être moderne et avoir une vie professionnelle malgré ses neuf enfants ? C'est très difficile pour certaines de mener de front ces deux vies, au foyer et au travail. Les hommes ne s'en rendent pas compte. J'ai eu envie d'adapter *Une si longue lettre* parce que ce livre m'a beaucoup marquée. Surtout quand je l'ai relu, bien après mes années d'école, avec mon expérience et mon vécu. Ce qu'elle décrit reste vraiment actuel dans la société sénégalaise. Comme on est dans une période où les gens ne lisent plus beaucoup, j'ai eu envie de travailler autour de livres de femmes.

Je vais aussi adapter *La Nuit est tombée sur Dakar* (Grasset, 2004), un roman d'Aminata Zaaria [*le nom de plume de la journaliste Aminata Sophie Dièye, ndlr*]. C'est l'histoire de deux filles de la région de Thiès qui ne veulent pas devenir la deuxième ou troisième épouse d'un vieux de leur village. À Dakar, elles espèrent trouver des Blancs et partir avec eux pour échapper à leur destin. Elles en rencontrent, mais rien ne se passe comme prévu. Elles sont traitées de manière immonde et ne se font pas d'illusions : elles ne sont pas vraiment amoureuses, les Blancs non plus,

mais la veille du départ, on leur annonce qu'elles n'iront nulle part. Elles font un passage en prison à Reubeuss, tombent dans la prostitution et l'une d'elles se suicide. L'autre doit ramener le corps de son amie au village. Le destin les rattrape...

L'action du film tiré d'*Une si longue lettre* se déroulera-t-elle dans les années 1970 ou 1980 ?

L'histoire se situera dans les années 2000, au début de l'alternance. On espère, si on a les fonds, tourner au troisième trimestre 2015.

Pourquoi êtes-vous revenue à Dakar après quelques années passées en Europe ?

Je ne suis pas partie longtemps, même si depuis début 2000 j'ai été beaucoup en France, quatre ou cinq fois par an, à cause de mon ex-mari. J'ai toujours eu ma base à Dakar, ma ville, mon chez-moi. En 2009, j'ai fait des études à la Femis, à Paris, puis en Allemagne. J'ai eu mon fils et nous sommes revenus à Dakar en décembre 2012. Je suis contente d'être de retour, ma tête était pleine. Ici le rythme est moins rapide, on se prend moins la tête, avec une structure sociale et familiale beaucoup plus joyeuse et saine pour un enfant. Et puis les choses se passent ici, en Afrique. Il y a plus à accomplir et j'ai le sentiment de pouvoir donner à mon pays, de travailler pour faire avancer la situation des artistes.

« C'est fatigant de devoir toujours prouver qu'on a étudié, qu'on sait faire un budget. »

À Paris, qui êtes-vous ?

À Paris je suis juste une petite Noire qu'on croise dans le métro et à qui on dit à peine bonjour. Je suis une fourmi dans une masse invisible, même dans mon travail. En tant qu'assistante de production, il faudrait des années pour que les gens se rendent compte de mes capacités. Du premier regard, on me classe dans le tiroir de la petite Africaine à qui il faut tout apprendre. C'est fatigant de devoir prouver tout le temps qu'on sait faire les choses, qu'on a étudié, qu'on sait faire un budget. Être dans cette attitude de manière constante, c'est usant. Basile Boli, le footballeur de Marseille, que j'avais rencontré dans une émission sur Canal+, m'a dit être impressionné par le chemin que j'avais parcouru, parce que lui-même s'est battu cent fois plus que les autres... Ses paroles m'ont beaucoup touchée.

Est-ce la même chose en Allemagne ?

Non. Il n'y a pas le même passé colonial, même si on se fait des idées sur le racisme en Allemagne à cause du nazisme. En France, on me rappelle plus souvent que je suis noire, donc différente, moins capable, moins intelligente. En Allemagne, je suis moi-même. Dans le quotidien, chacun vit sa vie. L'idée dominante, c'est que si vous savez faire des choses, alors tant mieux pour vous ! En France, psychologiquement, on voudrait que vous restiez la petite Africaine qu'on aide. Les gens ne se rendent pas compte de la violence psychologique que cette posture entraîne. On ne peut pas passer ses journées à se disputer avec tout le monde... Certains le font, et se retrouvent dans une forme d'agressivité.

En dehors du racisme, il existe aussi un certain sexisme en France...

Même dans les interviews que j'ai données en France pour mon documentaire sur le docteur Mukwege en République démocratique du Congo, seules des femmes m'ont interrogée. Comme si les hommes avaient peur de parler des femmes ou du viol comme arme de guerre.

Les femmes représentent le thème central de vos productions, mais êtes-vous une militante ?

Je ne suis ni militante ni féministe. Je vois les sujets, je les traite comme des sujets humains. Je recherche l'humanité, la force qui fait que l'on arrive à résister à sa douleur quand on se fait tatouer les gencives dans *Mon beau sourire*. La force de caractère qu'il faut aux Sénégalaises pour vivre comme elles l'entendent leur propre islam. Je ne suis pas dans la

revendication. Ce n'est pas mon envie. Mon travail parle tout seul. Je traite les sujets sans vouloir heurter, faire du tapage, dire que c'est moi la femme qui parle de la femme, etc. Je voudrais que chacun mène sa propre réflexion. Je ne fais que filmer. Après, à vous de réfléchir et de vous poser des questions. J'aimerais qu'après avoir vu un de mes films, un mari se demande : « Est-ce que je respecte mon épouse ? Est-ce que c'est normal de lui dire, alors qu'elle est occupée à balayer avec un enfant dans le dos, d'aller me chercher un verre d'eau ? »

Vos œuvres sont-elles diffusées à la télévision sénégalaise ?

Sénégalaises et islam a été projeté dans des salles, pas à la télévision. *Mon beau sourire* n'a pas été diffusé à la télévision, mais ce documentaire a eu une belle carrière dans les festivals.

Quels réalisateurs de films de fiction et de documentaires admirez-vous ?

J'aime les films de David Lynch parce qu'ils font beaucoup réfléchir. Il faut aller chercher derrière les images, les symboles. L'univers de Nani Moretti est très touchant. J'aime bien les œuvres réalistes de Raoul Peck. C'est dur mais c'est juste, il dépeint très bien les situations politiques, c'est intelligent et équilibré. Les Sud-Africains sont aussi audacieux dans leur style de narration. Ils ne se contentent pas d'avoir un sujet fort, ils le racontent aussi. J'aime beaucoup Nouri Bouzid, un Tunisien qui a réalisé *Making of* et *L'Homme de cendres*. Pendant des jours et des nuits, même des années après, on repense à ses films.

Pourquoi produisez-vous aussi les documentaires d'autres réalisateurs ?

J'ai produit une douzaine de films. Je suis à l'aise dans la production, je me sens moins en danger. Ce n'est pas moi qu'on regarde, mais j'aide d'autres à réaliser leur rêve. J'aime participer à faire avancer des projets jusqu'à la veille du tournage, avec des réalisatrices parfois au bord des larmes ! Parmi les projets en cours pour ma société de production Karoninka, il y a *Les Pagneuses* de Gentille Assih, sur les Nana Benz au Togo, *Le Tribunal du fleuve* d'Alassane Diago, sur le conflit sénégal-mauritanien. Sans oublier le documentaire de Léandre-Alain Baker, *Yolande ou les blessures du silence*, le portrait d'une rescapée du génocide des Tutsis au Rwanda, que l'on produit avec Les Films du Paquebot, une société franco-sénégalaise. Des sujets difficiles... ■



En adaptant le best-seller de Mariama Bâ, publié en 1979, la cinéaste entend aborder le thème de la polygamie.



Jean-Pierre Kepsou

CHANTAL BIYA

L'atout cœur du Cameroun

Le 17 décembre dernier, lors de l'Assemblée générale du Cercle des amis du Cameroun, remise de dons aux enfants vulnérables.

Une Première dame ENGAGÉE

Chantal Biya poursuit son action en faveur des femmes, des jeunes, de l'accès aux soins et à l'éducation. Et ce, même au-delà des frontières camerounaises.



Antonin Borgeaud pour AM



Séance de pose à l'orphelinat, qui abrite une vingtaine de petits enfants abandonnés.

Brendan Smailowski/Getty Images/AFP



Sommet des First Ladies, organisé à Washington par Michelle Obama, le 6 août 2014.

Le 8 février dernier, le ministre Bidoung Mkpatt récompense le gagnant du jeu « Tous citoyens ».



Jean-Pierre Kepsou

PALAIS DES SPORTS DE YAOUNDÉ, 8 février 2015. Le jeune Ebong Moudoubou Jr, du lycée bilingue de Bamenda, est très fier. Il vient de remporter, après une semaine de compétition, le trophée de la Campagne d'éducation à la citoyenneté organisée par la First Lady du Cameroun. Il repart les bras chargés de cadeaux, dont un ordinateur, 1 million de francs CFA et de nombreux autres lots. Ses concurrents ont aussi été gratifiés pour leur talent. Cette manifestation originale, baptisée « Tous citoyens », a regroupé vingt jeunes issus des meilleurs établissements scolaires des dix régions du pays.

« Par cette opération menée en marge de la Fête de la jeunesse, qui se célèbre tous les 11 février au Cameroun, explique le ministre de la Jeunesse et du Service civique, Pierre Ismaël Bidoung Mkpatt, Chantal Biya a voulu promouvoir l'excellence en milieu scolaire et améliorer le niveau de connaissance de la jeunesse dans les domaines de l'histoire de notre pays, les valeurs et symboles de la République, l'organisation de la vie sociale, le respect des autres et de leurs différences, la protection de l'environnement ».

Dons et plaidoyers

Si l'éducation à la citoyenneté est une nouvelle corde à l'arc de l'action de la Première dame, son engagement social depuis une vingtaine d'années a surtout consisté à soulager les souffrances, au moyen de dons ou de plaidoyers auprès de décideurs et autres bienfaiteurs. En déplacement à l'étranger avec son époux, le président Paul Biya, elle n'hésite pas à mobiliser les autres Premières dames autour des thématiques qui lui tiennent à cœur : l'éducation inclusive, notamment des filles, des orphelins et des plus démunis, le soutien aux handicapés, lépreux ou autistes, la lutte contre le VIH-sida ou la promotion économique de la femme sur le continent. C'est ainsi que le 6 août 2014, elle participait avec Michelle Obama, au John F. Kennedy Center for the Performing Arts, à un sommet des First Ladies, consacré à la lutte contre les cancers du sein et du col de l'utérus en Afrique. L'enjeu pour la Première dame était « d'engager les bonnes volontés à joindre leurs efforts solidaires à ceux des pouvoirs publics, en vue d'apporter des réponses adaptées ».



Jean-Pierre Kapsou

◀ Avec les enfants de l'école des Coccinelles, située dans l'enceinte du palais d'Etoudi.

à ces problématiques qui sont de véritables défis pour l'Afrique, car le développement durable du continent devra intégrer les programmes de santé, d'éducation et de formation des filles d'aujourd'hui pour le plein épanouissement des générations futures ».

Sur le terrain

Réputée pour ne pas cacher son émotion devant la douleur des enfants, ni son bonheur lorsqu'elle parvient à leur redonner le sourire, Chantal Biya se rend chaque fin d'année à l'hôpital pour distribuer des cadeaux de Noël aux enfants malades, puis planifier des actions pour les soulager. À l'école des Coccinelles, située dans l'enceinte du palais de l'Unité, où étudient les enfants du

« Synergies africaines », ou **S'UNIR** contre les souffrances

LA FIRST LADY est à l'origine de la création, en 2001, de l'ONG in-

ternationale Synergies africaines contre le sida et les souffrances, dédiée à la lutte contre le VIH-sida à travers le continent. Une manière de renforcer l'esprit de coopération, pour une approche de solidarité plus efficace. Selon Chantal Biya, « la cause du sida est une cause humanitaire et l'engagement contre le sida est une exigence universelle. Ce n'est malheureusement pas tout. En dehors du VIH-sida, les populations africaines font face à d'autres endémies qui causent autant de ravages. On ne compte plus chaque année les victimes touchées par la méningite, la tuberculose et le tétanos, surtout parmi les couches les plus vulnérables de nos populations que sont les femmes et les enfants. À cela, s'ajoutent la mortalité maternelle et néonatale, la malnutrition, les violences faites aux femmes et aux

L'épouse du chef de l'État est parvenue à fédérer les Premières dames africaines et des personnalités du monde scientifique pour faire face aux fléaux sociaux qui minent le continent.

enfants. Nos pouvoirs publics déploient des efforts appréciables pour trouver des solutions à ces problèmes. Toutefois, en raison des moyens limités dont disposent nos pays, les efforts fournis sont encore insuffisants. D'où la nécessité d'une très large mobilisation des bonnes volontés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent, pour renforcer cette action. De par nos qualités de mères, d'épouses, de sœurs et de leaders, aucune souffrance ne peut nous laisser indifférentes. »

Concernant spécifiquement le VIH-sida, les Premières dames réunies au sein de Synergies africaines ont pour ambition de réduire la proportion de nourrissons infectés par le virus, de promouvoir le dépistage chez les femmes enceintes et d'accroître le taux de femmes et d'enfants mis sous traitement. ■

Un centre de référence CONTRE LE VIH

Le CIRCB, ultramoderne, a pour ambition de mettre au point un vaccin pédiatrique contre le sida.

COMMENT FAIRE avancer la recherche sur le traitement du VIH-sida ? Réponse de la Première dame camerounaise : elle a créé, avec la Fondation mondiale recherche et prévention sida (FMRPS) du professeur Luc Montagnier, codécouvreur du virus VIH et prix Nobel de la médecine (2008), le Centre international de référence Chantal Biya (CIRCB) pour la recherche sur la prévention et la prise en

charge du VIH-sida. Pour 2015, le centre disposera d'un budget de 6,9 milliards, qui devrait servir à intensifier son programme de recherche. « Nous poursuivons les études sur le vaccin. Études qui ont démarré il y a bien longtemps et qu'il faut soutenir et mener avec nos partenaires. Nous allons aussi appuyer les examens spécifiques réalisés par le CIRCB : charge virale, CD4, tests de résistance aux ARV et tous les autres », explique le Pr Alexis Ndjolo, directeur du centre.

Construit dans l'enceinte du Centre hospitalier et universitaire annexé à la faculté de médecine de Yaoundé, ce centre, rattaché au ministère de la Santé publique et inauguré en février 2006, a bénéficié dès sa création de

Cerac, l'élite féminine AU SERVICE des plus démunis

Le Cercle des amis du Cameroun regroupe la quasi-totalité des dames qui comptent dans le pays. Sa mission : œuvrer pour les personnes défavorisées.

RASSEMBLER en faveur des plus pauvres. Un credo qui a guidé la création, en 1995, du Cercle des amis du Cameroun (Cerac), une organisation active de femmes qui vient en aide aux différentes couches défavorisées. Constituée d'épouses d'ambassadeurs, de femmes de hauts fonctionnaires ou d'élues, cette association du cœur affiche un bilan flatteur. Rien que sur l'année 2014, elle a mené à bien plusieurs opérations portant sur l'accès à l'eau potable des populations rurales, la promotion de la santé, la lutte contre la maladie, ainsi que des actions en faveur de l'éducation et de la formation.

Au total, le Cerac est intervenu dans huit des dix régions du pays. Quelques exemples marquants de ses activités ont été des dons aux enfants sinistrés de la



Épouses d'ambassadeurs, femmes de hauts fonctionnaires ou élues adhèrent au Cerac, aux côtés de Madame la Présidente.

catastrophe ferroviaire de Nsam, aux malades de la lèpre ou de la drépanocytose, aux femmes et jeunes ruraux, jeunes filles, veuves ou personnes handicapées. Pour cette dernière catégorie, le but est de parvenir à leur réinsertion socio-économique.

Un message fort

Début 2015, l'association poursuivait son tour du pays pour aider à la prise en charge de problèmes sociaux. C'était le cas à Kribi le 6 février. Une délégation du Cerac, conduite par Chantal Belinga Eboutou, a mené une journée de causerie éducative avec les jeunes de cette cité balnéaire, haut lieu du tourisme où ils sont exposés à différentes sortes de dérives sociales. « En envoyant auprès de vous le Cerac, Chantal Biya vous adresse un message fort, avec un maître mot : la prévention. Prévention des IST, prévention du VIH-sida, prévention des risques d'exposition aux réseaux sociaux. À cela, il conviendra d'ajouter la préservation de la paix et de l'environnement, pour un Cameroun émergent », a expliqué Chantal Belinga Eboutou, avant de dévoiler un lot de dons. ■

L'ambassadrice d'Italie (au centre) en visite au CIRCB.

divers appuis. C'est ainsi que l'Unesco a financé les plans architecturaux et soutenu la mise à niveau du personnel du centre, notamment la formation et la promotion de la recherche au niveau préclinique, particulièrement en vue de la protection des nouveau-nés. Les fondations Clinton ou Bill et Melinda Gates ont également appuyé certains programmes scientifiques, de même que la coopération italienne – à travers la région de Lazio, l'université de Rome Tor Vergata et l'institut supérieur de santé de Rome – ou l'European and Developing Coun-



Jean-Pierre Kepsou

tries Clinical Trials Partnership. Grâce à ces divers soutiens, le programme de recherche du centre s'est orienté vers la mise au point d'un vaccin pédiatrique. Son siège abrite essentiellement des activités de prévention, de recherche et de formation. Il est également équipé d'un centre de documentation sur le sida, très utile aux chercheurs de tous les horizons. ■

La Fondation Chantal Biya, pionnière de l'**ACTION HUMANITAIRE**

Premier organisme caritatif mis en place par la First Lady, cette association intervient au quotidien dans la vie des femmes et des enfants démunis.

LA FONDATION CHANTAL BIYA a été créée en 1994 afin de sensibiliser l'opinion nationale et internationale à la lutte contre la pauvreté, la maladie, la misère et les exclusions de toute nature en milieux urbain et rural. Cette association à but humanitaire, apolitique et non confessionnelle bénéficie du statut consultatif spécial du Conseil économique et social des Nations unies. Elle est également membre du Réseau mère-enfant de la francophonie (RMEF). L'une des principales cibles de l'action caritative de la FCB est assurément le Centre mère et enfant de Yaoundé. Ce pavillon hospitalier, qui emploie quelque 300 personnels soignants, dont une vingtaine de spécialistes, dispose de plus de 200 lits. « *Notre mission repose aussi bien sur la prestation de soins aux mères et aux enfants que sur la formation, la recherche et la participation à la mise en œuvre des programmes du ministère de la Santé publique* », témoigne un responsable de la structure.

Prévenir, soutenir, guérir

En service de périnatalité, les mères viennent consulter en gynécologie, pour des grossesses à haut risque, avec une forte composante de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, ou pour le suivi du couple mère-enfant en post-partum. Quant au volet



Le Centre mère et enfant emploie 300 personnes et offre une capacité de plus de 200 lits.

Jean-Pierre Kepsou

LES OBJECTIFS DE LA FONDATION



Antonin Bourgeaud pour AM

- Prévention et soulagement des souffrances humaines
- Protection, éducation et actions sociales et sanitaires en faveur de la mère et de l'enfant
- Assistance aux malades démunis
- Assistance et encadrement des enfants abandonnés
- Assistance aux personnes âgées
- Lutte contre la pauvreté et la misère
- Protection de la famille
- Assistance en matériels et en médicaments aux hôpitaux et centres de santé nécessiteux.

pédiatrique, il offre un vaste éventail de services qui justifie que le centre, contigu à l'hôpital central de Yaoundé, soit particulièrement couru, avec une moyenne annuelle de 13 000 consultations en externe, environ 6 500 hospitalisations et quelque 12 000 visites aux urgences. Pour améliorer les capacités d'accueil et le

plateau technique du centre, la fondation a fait édifier, en 2010, une unité pédiatrique de jour qui apporte un soutien nutritionnel, psychosocial, thérapeutique (vaccins, médicaments, etc.), biologique et socio-économique aux mères et enfants atteints du VIH-sida.

Au-delà de ce dispositif de prise en charge des cas classiques, Chantal Biya s'intéresse de près aux enfants affectés par certaines maladies peu courantes telles que l'autisme, et dont la prise en charge n'est pas toujours facile. D'où l'organisation de consultations gratuites, suivies d'une prise en charge médicale à la Fondation.

Une des dernières interventions de la FCB est la campagne ophtalmologique lancée à Bafut, dans le nord-ouest du pays, avec le soutien de l'ONG Ophtalmo sans frontières, doublée d'un don d'équipements médicaux pour les centres de santé. ■

Une action RECONNUE internationalement

Les nombreux témoignages et hommages sur le rôle de la Première dame participent au rayonnement de son action.

EN SÉJOUR OFFICIEL au Cameroun le 16 septembre dernier, Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco, a rencontré Chantal Biya au palais de l'Unité. La Première dame est en effet ambassadrice de bonne volonté de l'Unesco depuis novembre 2008. Irina Bokova a profité de son passage pour visiter le Centre international de référence Chantal Biya (CIRCB), subventionné par

l'organisation. « Je suis très fière de l'implication de l'Unesco dans les merveilleux projets menés au sein du CIRCB. Je suis également fière de notre ambassadrice de bonne volonté pour l'éducation et l'inclusion sociale, Madame Chantal Biya, que j'ai rencontrée à plusieurs reprises. Je sais tout au sujet de son action dans les domaines de l'éducation, de la lutte contre la pauvreté, de la prévention du VIH-sida et toutes ses œuvres en faveur des couches défavorisées », s'est réjouie la directrice générale.

Semer l'espérance...

D'autres instances internationales rendent régulièrement hommage à la Première dame. Le 22 avril 2009, elle a ainsi été nommée présidente d'honneur par l'association US Doctors for Africa, au cours d'un séjour de plaidoyer aux États-Unis, et les épouses d'ambassadeurs africains à Bruxelles en ont fait leur marraine, il y a deux ans. Au Cameroun, les populations l'appellent volontiers « la mère des peuples » ou « la semeuse d'espérance ». Enfin, depuis 2001, le Grand prix international Chantal Biya, compétition inscrite dans l'Africa Tour de l'Union cycliste internationale, a lieu chaque année au Cameroun. Une autre marque de reconnaissance. ■



Jean-Pierre Keppau

◀ Vin d'honneur au palais présidentiel, avec Irina Bokova, de l'Unesco, en septembre dernier.

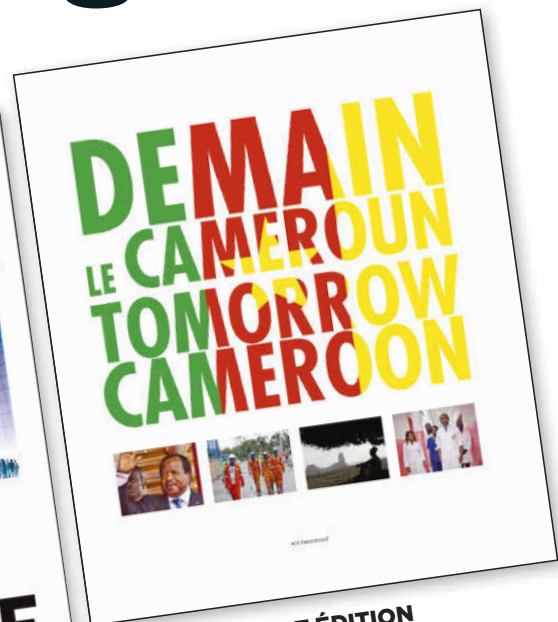
Un groupe média leader et créatif pour un continent émergent



LE SITE INTERNET



LE BIMESTRIEL AFRIQUE MÉDITERRANÉE BUSINESS



LE DÉPARTEMENT ÉDITION

AM INTERNATIONAL

Médias | Édition | Communication

31, rue Poussin – 75016 Paris – France

Tél. : (33) 1 53 84 41 81 – Fax : (33) 1 53 84 41 93

www.afriquemagazine.com

FLASH-BACK



*Les Amazones
ou Mino (en langue fon).
Ces guerrières, réputées
pour leur bravoure, servirent
les rois du Dahomey jusqu'à
la fin du XIX^e siècle.*



Dans un « monde »
d'hommes, elles n'ont
pas forcément été
très nombreuses.
Pourtant, reines,
prophétesses,
présidentes, militantes
ou chanteuses,
elles ont contribué,
chacune à sa
manière, à façonner
le visage de l'Afrique
subsaharienne.
Retour sur ces
héroïnes du temps
jadis... et du temps
présent.

Elles ont fait l'histoire!

par Tshitenge Lubabu M.K.



Ci-dessus, la Libérienne Ellen Johnson-Sirleaf, à la tête du Liberia. Et, ci-contre, Rose Francine Rogombé, chef de l'État gabonais par intérim en 2009.

La condition féminine n'a jamais été, en Afrique ou ailleurs, une chose facile à assumer. Partout, les femmes ont toujours été considérées comme des êtres inférieurs, des enfants à placer sous la tutelle de l'homme. Pourtant, en cette année 2015, deux d'entre elles, Ellen Johnson-Sirleaf, 76 ans, et Catherine Samba-Panza, 60 ans, sont respectivement à la tête du Liberia et de la République centrafricaine. La première, diplômée de Harvard, a été élue en 2005, et réélue en 2011. La deuxième, sortie de l'université Panthéon-Aspas à Paris, s'est retrouvée aux commandes de son pays en janvier 2014 et tente de panser les blessures d'une nation meurtrie. L'année dernière, Joyce Banda, 65 ans, ancienne vice-présidente du Malawi devenue chef de l'État en 2012 suite au décès du président Bingu wa Mutharika, n'a pas été reconduite dans ses fonctions lors de l'élection de mai 2014.

Mais l'Afrique n'a pas connu que le machisme. Avant la colonisation, des femmes ont marqué leur époque, qu'il s'agisse de Pokou, la mythique reine des Baoulés, dans l'actuelle Côte d'Ivoire; d'Ana Nzinga, qui occupa les trônes du Dongo et du Matamba – royaumes situés dans l'actuel Angola – et qui donna du fil à retordre aux Portugais. Parmi ces êtres d'exception, citons également la Casamançaise Aline Sitoé Diatta, qui résista à l'oppression française et qui finit ses jours en déportation à Tombouctou. Et comment ne pas mentionner les fameuses Amazones du Dahomey, dont la bravoure n'a jamais été démentie ?

Une fois les nations occidentales implantées sur le continent, la situation de la gent féminine ne fut guère brillante. En partie à cause de certaines coutumes qui la reléguèrent au second plan, mais aussi parce que le pouvoir colonial ne faisait pas de l'éducation des filles une priorité. Dans les ter-

ritoires belges, par exemple, les citoyennes passaient par des « foyers sociaux » où on leur apprenait à bien tenir une maison, à coudre, à tricoter. En somme, à ne pas devenir autre chose que des « bonnes femmes », coincées entre le poids de traditions discriminantes et une modernité à deux vitesses. Les plus chanceuses devenaient sages-femmes, institutrices, bien que dotées d'un niveau de formation très bas.

En Afrique du Sud, la situation était bien différente. Non pas parce que les femmes étaient mieux traitées : si certaines devenaient assistantes sociales, la majorité d'entre elles ne pouvaient prétendre qu'à la condition de domestique. Mais la création du Congrès national africain (ANC), au début du xx^e siècle, a contribué à forger chez elles une conscience politique solide. Il ne pouvait en être autrement : la plupart de leurs maris ou compagnons étaient engagés dans la lutte contre l'apartheid. Elles auront pour noms Winnie Mandela, Albertina Sisulu ou encore Lillian Ngoyi, toutes militantes de la Ligue des femmes de l'ANC.

LA VAGUE DE CHEFS DE GOUVERNEMENT

Au Nigeria, dans les années 1940 et 1950, d'autres se sont levées pour défendre leurs droits. C'est le cas, notamment, de Francis Abigail Olufunmilayo Thomas, devenue Mme Ransome-Kuti. Femme de fer née en 1900 à Abeokuta, en pays yoruba, elle fut la première Nigériane à conduire une voiture. Un de ses principaux « faits d'armes ». Et quand on sait qu'elle engendra un certain Fela Anikulapo Kuti, roi de l'afrobeat, on se dit que l'expression « telle mère... tel fils » n'a jamais été aussi pertinente. Lorsqu'elle mourut en 1978, suite à des blessures causées par sa défenestration lors d'une



Dernière femme ayant accédé au pouvoir suprême sur le continent : Catherine Samba-Panza, élue présidente de la République centrafricaine par le Conseil national de transition en 2014. Ici, à Bangui, avec l'état-major de l'opération Sangaris, en mars dernier.

descente plus que musclée de l'armée au domicile de son chanteur de fils, elle emporta dans l'au-delà ce titre amplement mérité : « Doyenne des droits de la femme au Nigeria ».

En Rhodésie du Nord, colonie britannique, actuelle Zambie, les missionnaires protestants et catholiques se livraient un combat sans merci pour la conquête de nouvelles âmes. Dans la région septentrionale de la colonie, une jeune femme née en 1924, Alice Lenshina Mulenga Mubisha, affirma un beau jour avoir eu des visions : elle s'était vue montée au ciel et avait reçu des messages divins lui demandant de combattre la sorcellerie. C'est ainsi qu'est créé, en 1953, le mouvement religieux baptisé Lumpa et dont Mulenga est la prophétesse. Comme si elles n'attendaient que cela, des dizaines de milliers de personnes la rejoignirent. Mulenga interdit la consommation d'alcool et la polygamie. Elle refusa de reconnaître le pouvoir temporel. Lorsque débute le processus qui aboutira à l'indépendance de la Rhodésie du Nord en 1964, le Lumpa, sans s'engager dans la politique, devient l'adversaire numéro un de l'United National Independence Party (UNIP), le parti nationaliste fondé par Kenneth Kaunda, le futur président. Plusieurs fois arrêtée, Mulenga meurt en prison en 1978. Son destin rappelle celui d'une certaine Kimpa Vita, qui subit quasiment le même sort pendant l'évangélisation du royaume de Kongo par les Portugais.

Les années qui précèdent la vague des indépendances

des années 1960 sont marquées, dans les différentes colonies, par une effervescence politique sans précédent. Les femmes sont, bien entendu, de la partie. Mais elles ne jouent encore aucun rôle de premier plan, se contentant d'accompagner les hommes. À une exception notable, celle d'Élisabeth Domitien, self-made-woman qui connut une ascension fulgurante en Oubangui-Chari, actuelle République centrafricaine. Née en 1925, sa forte personnalité la pousse à rejoindre le Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire (MESAN) fondé par Barthélemy Boganda. À l'indépendance, en 1960, Élisabeth Domitien est nommée conseillère du premier président centrafricain, David Dacko. Quand Jean-Bedel Bokassa, le futur empereur, accède au pouvoir en 1965, elle est promue vice-présidente du parti. En janvier 1975, elle est même nommée chef du gouvernement. Une première sur le continent. Mais un an plus tard, celle qui avait la réputation d'être têtue et qui n'avait pas sa langue dans sa poche est révoquée par Bokassa.

Élisabeth Domitien aura fait de nombreuses émules. On se souvient d'Agathe Uwilingiyimana, Première ministre du Rwanda de juillet 1993 à avril 1994, assassinée au début du génocide; de Sylvie Kinigi, son homologue au Burundi de juillet 1993 à février 1994; de Luisa Diogo au Mozambique de février 2004 à janvier 2010; de Maria das Neves à São Tomé et Príncipe d'octobre 2002 à septembre 2004. Mame Madior Boye a dirigé le gouvernement sénégalais de mars 2001 à novembre 2002, tout comme Cécile Manoroahanta à Madagascar, en décembre 2009. Cissé Mariam Kaïdama Sidibé a pris les rênes de la primature malienne d'avril 2011 à



Ci-dessus, la pochette d'un des premiers albums de la Congolaise Tshala Muana. Ci-contre, Miriam Makeba, la chanteuse-icône qui fut condamnée à l'exil par le régime de l'apartheid.

mars 2012. Idem pour la Sénégalaise Aminata Touré, de septembre 2013 à juillet 2014. En Guinée-Bissau, Adiato Djalo Nandigna a été Première ministre de février à avril 2012.

Avant cette vague de chefs de gouvernement, il y a aussi eu celle de ministres. En République démocratique du Congo (RD Congo), Sophie Lihau-Kanza devient une pionnière dans son pays après avoir obtenu, en 1964, une licence en sociologie à l'université de Genève, la même année où la Kényane Wangari Maathai décroche une licence en biologie au Mount Saint Scholastica College, dans le Kansas, aux États-Unis. Sophie Lihau-Kanza entame sa carrière politique en 1966, lorsque le président Mobutu, qui a pris le pouvoir l'année précédente, la nomme dans son gouvernement, d'abord comme secrétaire d'État, puis ministre. Première Congolaise à avoir obtenu un diplôme universitaire, Sophie Lihau-Kanza en a inspiré plus d'une. Et les retombées seront immédiates : au Zaïre, un grand nombre de femmes ont été ministres à des postes clés, d'autres ont œuvré comme gouverneuses de province. Et quand le régime de Mobutu est tombé, une femme, Catherine Nzuzi wa Mbombo, n'avait pas hésité à reprendre les rênes de l'ancien parti unique, le Mouvement populaire de la révolution (MPR). Aujourd'hui, quelques femmes, rares il est vrai, sont à la tête de partis politiques.

ELLES ONT MARQUÉ LEUR ÉPOQUE

Quand on examine de près le cursus des unes et des autres, l'on se rend vite compte que toutes celles qui ont percé ont fait des études solides dans de grandes universités américaines ou européennes. Elles ont presque toutes travaillé au sein des Nations unies ou dans des institutions financières internationales, où elles ont acquis une précieuse expérience. Du coup, leur exemple a poussé des millions de jeunes filles à croire en leurs capacités et à vouloir aller le plus loin possible. Celles qui sont arrivées au sommet de l'État ne doivent pas cette ascension au hasard, mais à la volonté d'y arriver et de devenir ce qu'elles ont voulu être. Ellen Johnson-Sirleaf, par

exemple, a été ministre pour la première fois en 1972, dans le gouvernement de William Tolbert, avant d'occuper de hautes fonctions sous Samuel Doe ou Charles Taylor. Accéder à la magistrature suprême ne pouvait qu'être son ultime ambition. Elle l'a réalisée en devenant la première Africaine élue chef de l'État et réélue au suffrage universel. Rien d'étonnant à ce qu'elle ait été classée, en 2006, 51^e femme la plus puissante au monde par *Forbes*. En 2010, *Newsweek* la considère comme l'un des dix meilleurs dirigeants au monde, alors que *Time* la plaçait dans le top 10 des leaders féminins. En 2011, la présidente libérienne partage le prix Nobel de la paix avec, notamment, sa compatriote Leymah Roberta Gbowee, une militante qui avait joué un rôle important pour le retour de la paix au Liberia.

À la fin de la guerre civile au Liberia, c'est une autre femme, Ruth Perry, qui occupera la fonction de présidente du Conseil d'État – une sorte de présidence consensuelle – de septembre 1996 à août 1997. Au Gabon, Rose Francine Rogombé (décédée en avril dernier) à la tête du Sénat à la mort du chef de l'État, Omar Bongo, fut présidente de la République par intérim de juin à octobre 2009.

Parmi les personnalités féminines qui ont également marqué leur époque, on peut évoquer Graça Simbine. Non pas uniquement parce qu'elle a été l'épouse de l'ex-président sud-africain Nelson Mandela après la mort de Samora Machel, son premier mari. Mais aussi parce qu'elle a participé à la guerre d'indépendance menée par le Front de libération du Mozambique (Frelimo). Dans la jeune nation qui se crée en 1975, cette ancienne étudiante à l'université de Lisbonne est nommée ministre de la Culture et de l'Éducation. Parmi ses actions à la tête de ce ministère, ses compatriotes ont retenu l'abandon des programmes scolaires portugais, l'instauration des cours du soir pour les adultes, l'augmentation du taux d'alphabétisation et du nombre d'enfants allant à l'école. Dans son pays, de nombreuses vocations dans le secteur de l'enseignement sont nées à cause de ses initiatives ministérielles.



Biologiste et ardent défenseur de l'environnement, la Kényane Wangari Maathai, ici avec Barack Obama, fut la première Africaine à se voir décerner le prix Nobel de la paix, en 2004.

DE MAMA AFRICA À LUPITA NYONG'O

Dans le domaine de la chanson, une voix féminine à nulle autre pareille parcourt le monde pour dénoncer la barbarie de l'apartheid et prôner l'égalité entre les hommes. Cette voix, c'est celle de Miriam Makeba, condamnée à l'exil par le régime sud-africain, mais qui ne sera jamais étouffée. La jeune chanteuse le prouva en prenant la parole à la tribune des Nations unies, en 1963, pour dénoncer à la face du monde l'inhumanité de l'apartheid. Un privilège rare pour une chanteuse. Mais pour avoir épousé la cause des Afro-Américains engagés dans la lutte pour leurs droits civiques et, surtout, pour s'être mariée avec Stokely Carmichael, l'un des leaders du mouvement radical des Black Panthers, celle qui a bénéficié du soutien de l'icône black Harry Belafonte voit sa carrière perturbée aux États-Unis. Elle plie alors bagages, regagne l'Afrique pour s'installer en Guinée, chez le président Sékou Touré. Jusqu'à sa mort, en 2008, elle est restée la Mama Africa. D'autres chanteuses vont suivre, en termes d'engagement et de promotion des cultures africaines, la voie tracée par Miriam Makeba. On citera la Béninoise Angélique Kidjo, la Malienne Oumou Sangaré, la Congolaise Tshala Muana – dont les coups de rein ont conquis des millions d'hommes en Afrique et qui, bénéficiant de l'admiration que lui vouait l'ex-président Laurent-Désiré Kabila, a été députée de l'Assemblée constituante et législative en 1999. Elle vient d'être nommée membre du conseil d'administration d'une entreprise publique. Parmi les pionnières, celles qui ont contribué à corriger l'image des chanteuses, trop longtemps considérées comme des femmes aux mœurs légères et non comme des artistes, on trouve les Congolaises Abeti Masikini et Mpongo Love, ainsi que la Togolaise Bella Bellow.

En littérature, en dehors des grandes plumes comme la Sud-Africaine Nadine Gordimer, membre de l'ANC et prix

sur les traditions et les esthétiques dans le théâtre ont été particulièrement remarquées. Quant à la chorégraphe franco-sénégalaise Germaine Acogny, son apport dans le domaine de la danse africaine contemporaine, inspirée de la tradition, est immense. Et puis, l'Afrique a fourni au monde de la mode des mannequins qui ont marqué leur époque. Pour ne pas mentionner des actrices dont la nouvelle génération est symbolisée par la Kényane Lupita Nyong'o, célébrée en 2013 à Hollywood.

La société civile a également produit des femmes qui ne s'en laissent pas compter, à l'instar de la Malienne Aminata Dramane Traoré, ancienne ministre de la Culture. Elle est de celles qui dénoncent l'inégalité des rapports entre pays riches et pauvres et prônent l'émergence d'un autre monde, plus juste. Il y eut aussi la Kényane Wangari Maathai, grande défenseur de l'environnement disparue en 2011 et dont l'action, mondialement reconnue, lui avait valu le prix Nobel de la paix en 2004. Désormais, l'Africaine ne s'interdit plus aucun domaine d'intervention, telle Alice Nkom, cette avocate camerounaise qui se consacre à la défense des droits des homosexuels. Et concernant le monde des affaires, là aussi, le dynamisme des Africaines n'est plus à démontrer.

Mais tout n'est pas encore gagné. Malgré des avancées spectaculaires, les préjugés ont la peau dure. À Kinshasa, deux dictons sont toujours à la mode : « Manger avec une femme, c'est manger avec une sorcière » et « Les femmes ne peuvent pas bâtir un pays ». Pourtant, une Kinois, Thérèse Kirongozi, ingénieure de formation et présidente de l'ONG Women's Technology, a participé à une aventure merveilleuse : la fabrication d'un robot qui régule la circulation. Des prototypes sont désormais installés sur certaines artères de la capitale congolaise. Et cela marche. La femme, comme le chantait Jean Ferrat, reste l'avenir de l'homme. ■



Indomptables moudjahidate

Il y a plus de cinquante ans, elles furent des milliers à se battre pour une Algérie indépendante. La photographe et réalisatrice **Nadja Makhlouf** rend hommage en textes et en images à ces actrices, souvent méconnues, de la guerre de libération nationale.



**ASSIA TAFAT/
NÉE EN 1946,
MANIFESTANTE.**

ELLE PARTICIPE à sa première manifestation, organisée par le Front de libération nationale (FLN), en 1960. Si elle fait le mur pour aller défiler aux côtés des indépendantistes, au grand dam de sa mère qui refuse de la laisser partir seule, celle-ci finira par l'accompagner dans chaque cortège. Durant les descentes de l'armée française au domicile familial, Assia feint d'être malade pour ne pas avoir à répondre aux militaires. Et les autorités algériennes mettront plus de cinquante ans avant de découvrir que c'était elle, « la lycéenne en robe à fleurs »! (voir photo ci-dessus).



Elle fait le mur
pour aller défiler!



Après avoir étudié les Beaux-Arts, Monique rejoint le Service civil international pour donner des cours de français à des Algériens.

**MONIQUE HERVO/
NÉE EN 1929,
BÉNÉVOLE
DANS LES BIDONVILLES
DE NANTERRE.**

SOUS L'OCCUPATION NAZIE, lors de la seconde guerre mondiale, Monique prend conscience de ce que c'est que de ne pas se sentir chez soi : les panneaux en langue allemande, à Paris, ne cessent de le lui rappeler. Elle entre alors dans la clandestinité et s'occupe de brancarder les déportés politiques qui reviennent de Buchenwald.

Elle a 16 ans lorsque l'on fête la Libération, puis elle échoue au bac et décide de préparer les Beaux-Arts à Paris, avant de rejoindre le Service civil international (SCI) pour donner des cours de français à des Algériens.



En août 1959, l'incendie qui ravage le bidonville de la Folie à Nanterre, dont les habitants sont en grande majorité algériens, est pour elle un déclic. Elle s'y installe, s'investit dans la reconstruction des baraques et aide la population du taudis à accomplir des démarches administratives. Dès 1961, les fouilles et les patrouilles de police se multiplient dans le bidonville. Et elle participe à la manifestation

du 17 octobre 1961 au pont de Neuilly. Après la guerre, Monique est restée dans les bidonvilles de Nanterre pendant plus de dix ans. Elle a pris des notes, des photos et recueilli des témoignages de cette période. Ces archives ont été déposées, entre autres, à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) et à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP).

**NASSIMA
HABLAL/1928-2013,
PERMANENTE À L'UGTA.**

ELLE PREND FAIT ET CAUSE pour la révolution algérienne dès 1945. Activiste dans une cellule du Parti du peuple algérien (PPA), elle collecte de l'argent dans la Casbah et aide à la conscientisation des femmes du quartier. Secrétaire d'Abane Ramdane, un des hommes politiques essentiels de la lutte indépendantiste, elle devient permanente au comité central de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et participe, en juin 1956, à l'impression du premier numéro du journal *El Moudjahid*, l'organe de communication du FLN. Elle passera par sept centres de torture.

Elle participe
au premier
numéro du journal *El Moudjahid*.



**ALICE CHERKI/
NÉE EN 1936,
PSYCHIATRE
ET INFIRMIÈRE.**

ELLE A DÉCOUVERT le racisme et la ségrégation pendant la seconde guerre mondiale, elle fera le même constat vers 18 ans, quand elle commence ses études de médecine, un secteur qu'elle croyait à tort préservé. C'est alors que Frantz Fanon lui propose de travailler à l'hôpital psychiatrique de Blida. Elle accepte. Cet établissement devient un « nid de fellaghas »; la plupart des internes, sous les ordres de Fanon, abritant des maquisards et des blessés du FLN. Alice en héberge secrètement chez elle et les soigne. Elle continuera à exercer son métier de psychiatre-psychanalyste jusqu'à la fin de la guerre, avant de rentrer en France quelques années plus tard.



La lutte au côté
de Frantz Fanon.



**HENDA/NÉE EN 1927,
COMÉDIENNE
DANS LA TROUPE
ARTISTIQUE DU FLN.**

C'EST À L'ÉCOLE que Henda se rend compte du fossé existant entre les Arabes, les Juifs et les Européens. Elle entre chez les scouts à la Casbah et apprend le métier d'aide-soignante auprès des Sœurs blanches. Lorsque son beau-frère est arrêté, elle se rend à Paris. Elle y rencontre une Tunisienne en partance pour Tunis. Henda la suit jusqu'à la frontière algérienne et y croise de nombreux compatriotes. Très rapidement repérée par les dirigeants du FLN à Tunis, on la contacte pour l'informer qu'une troupe d'artistes est en train de se créer. À Mustapha Kateb, directeur et metteur en scène de la compagnie, qui lui demande si elle sait danser, elle répond par l'affirmative. Recrutée sur le champ, elle suit une formation délivrée par les artistes eux-mêmes.

L'équipe tourne dans le monde entier : Égypte, Irak, Chine, Yougoslavie, Libye, Russie... La troupe du FLN joue *Les Enfants de la Casbah* ou encore *La Fresque* de Boualem Rais. Des chants patriotiques sont chantés au début et à la fin de chaque pièce, et le drapeau algérien est brandi.

Ces spectacles constituent une autre manière, culturelle, de poursuivre la lutte et de sensibiliser les peuples du monde à la cause algérienne. L'idée était de raconter des petites histoires politiques à travers le chant et le théâtre.

La troupe s'installe à la frontière tunisienne de 1958 à 1962. À la fin de la guerre, chacun suit son chemin...



L'idée était de raconter des petites histoires politiques à travers le chant et le théâtre.



**MALIKA LAMRI/1933-2013,
POSEUSE DE BOMBES.**

AFFILIÉE À LA WILAYA III, en Kabylie, c'est son mari, moudjahid dans le maquis, qui lui demande de participer à la guerre de libération avec une amie, Malika. Elles décident de prendre la relève des « poseuses de bombes », alors toutes neutralisées et incarcérées. En 1957, elle est dénoncée et arrêtée par les parachutistes français. Torturée puis emprisonnée pendant quatre ans et demi, elle ne reverra ses quatre enfants (envoyés en France avant d'être séparés) que quelques années après la fin de la guerre.

Torturée puis
emprisonnée
pendant quatre
ans et demi.





**JANINE BELKHODJA/1928-2013,
GYNÉCO-OBSTÉTRICIENNE.**

MÉDECIN D'HYGIÈNE SCOLAIRE à Boufarik, elle est en relation avec le Parti communiste français (PCF) et le FLN. Ce qui lui permet d'envoyer des médicaments aux maquisards tout en distribuant des tracts à Alger. Arrêtée puis expulsée en juin 1957, elle y est interdite de séjour. Dès 1958, elle part en Tunisie et est affectée au service chirurgie de l'Armée de libération nationale (ALN). Elle y effectue plusieurs missions jusqu'à l'indépendance. En 1967, avec l'aide de deux collègues algériennes, elle ouvre le premier Centre national de régulation des naissances et de planification familiale à l'hôpital Mustapha d'Alger.

En 1967, elle ouvre à Alger le premier centre de planning familial.



**ELYETTE LOUP/
NÉE EN 1934,
AGENT DE LIAISON
POUR LE PCA.**

ELLE DISTRIBUE DES TRACTS et fait passer des messages dans la clandestinité pour le Parti communiste algérien (PCA). Française de souche, elle n'avait

en effet aucun mal à se déplacer. Dénoncée pour ses activités « terroristes », elle sera recherchée par les parachutistes. Arrêtée à l'occasion d'une souricière tendue par l'armée française en 1957, elle est torturée puis emprisonnée d'abord en Algérie, puis renvoyée en « métropole » pendant trois ans. Libérée, elle fabrique des faux papiers pour franchir à nouveau la Méditerranée et poursuivre le combat jusqu'à la fin de la guerre. En 1962, elle se marie avec un militant algérien.



**ZOULIKHA BEKADDOUR/
NÉE EN 1934,
TRÉSORIÈRE DE L'UGEMA.**

ELLE EST MEMBRE du bureau exécutif de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (Ugema) à l'université d'Alger lorsque ce syndicat décrète la grève du 19 mai 1956, suite à la disparition de nombreux étudiants. C'est à ce moment-là qu'elle décide de prendre le maquis. Elle y est chargée du secrétariat au sein de la direction de la wilaya V. Elle est arrêtée et transférée à la prison d'El-Harrach en 1957 (voir ci-contre) et y séjournera plusieurs mois.

Fin 1960, elle s'enfuit en Suisse et s'installe près de Lausanne. C'est là que l'Ugema sera reconstituée. À partir de 1961, elle effectue plusieurs déplacements – en Yougoslavie, en Irak ou en Autriche – lors de congrès internationaux sur la femme dans le monde. Après l'indépendance, elle prépare une thèse sous la direction de Pierre Bourdieu à Paris. En 1964, elle revient en Algérie et s'occupe de la restitution des fonds des bâtiments universitaires.



Cette exposition « De l'invisible au visible : Moudjahida, femme combattante » se tient jusqu'au 26 septembre 2015 à la Fondation Blachère, à Apt, en France.
www.fondationblachere.org

Cette étudiante syndicaliste sera chargée du secrétariat au sein de la direction de la Wilaya V.

Leila Zerrougui

« La justice, dernier carré d'espoir »

Depuis juillet 2012, elle est représentante spéciale de l'ONU pour les enfants et les conflits armés. Entre deux voyages dans des pays confrontés à la guerre, cette magistrate algérienne nous parle de sa mission avec passion.

Propos recueillis par **Sabine Cessou**



Cette ancienne magistrate algérienne de 58 ans est basée à New York, mais se déplace très souvent sur le terrain. Son action la mène sur 23 zones de conflits, où des mineurs sont touchés et où se trouvent enrôlés des enfants soldats, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Leila Zerrougui sait d'autant mieux de quoi elle parle qu'elle a été, de 2008 à 2012, la chef adjointe de la mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco), qui a pour mandat la protection des civils. Pour AM, elle revient sur son parcours exemplaire.

AM : Où avez-vous été en mission récemment ?

Leila Zerrougui : Je reviens du nord du Nigeria. Je suis allée à Abuja, puis dans les zones où sévit Boko Haram. Je vais partout où les enfants sont touchés par la guerre. Nous sommes en train de suivre une grave crise au Sud-Soudan, mais l'Afrique n'est pas le seul continent où des conflits frappent des enfants. Au Moyen-Orient, nous allons aussi en Syrie, en Irak, et dans toutes les zones frontalières où se trouvent les réfugiés : Turquie, Liban, Jordanie... Nous apportons notre soutien, nous faisons des évaluations pour renforcer les mécanismes de reporting et nous essayons de parler avec ceux qui commettent des violations.

Votre tâche n'est-elle pas parfois désespérante ?

On accepte ce défi. Nous avons des moyens et il ne s'agit pas de moi seulement. Nous avons beaucoup de partenaires, dont l'Unicef et une multitude d'ONG qui se battent pour changer les choses et réaliser des progrès. Pour ma part, je sers de trait d'union entre le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, la Commission des droits de l'homme et le secrétaire général des Nations unies. Nous ne sommes pas désespérés, mais nous traversons parfois des moments de rage. Les enfants ont besoin de nos efforts, là où les adultes qui les entourent n'ont pas été suffisamment responsables pour leur éviter les drames qu'ils vivent.

Vous préoccupez-vous de la situation à Gaza ?

Oui, c'est une des zones qui figurent sur notre agenda.

Êtes-vous critiqué par Israël sur ce dossier ?

Bien sûr, Israël nous critique, comme n'importe quel autre État membre qui n'est pas content lorsqu'on dénonce des violations du droit faites par ses troupes, sa police ou sa justice. Nous acceptons que ces pays ne soient pas satisfaits.

Rêviez-vous d'une carrière si brillante quand vous étiez étudiante à l'École nationale d'administration (ENA) à Alger ?

Quand on étudie, on se prépare toujours à faire une carrière, mais je n'avais à l'époque qu'un objectif en tête : avoir une bonne formation. Arriver à l'université dans l'Algérie des années 1970, c'était pour moi un privilège. Je n'imaginai pas



que j'irais un jour travailler pour les Nations unies, ni même que je serais magistrate. Je voulais faire quelque chose pour changer la perception du rôle des femmes dans la société. En tant que jeune Algérienne, je voulais construire mon pays.

Pourquoi avoir fait du droit ?

La justice, c'est le dernier carré d'espoir qui reste quand les gens n'ont personne pour les défendre, quand aucun mécanisme ne fonctionne plus pour régler des conflits. La justice représente pour moi le dernier rempart pour les personnes qui perdent leurs droits parce qu'elles sont les plus vulnérables – souvent les femmes et les enfants. La justice doit être cet espace où les gens sont entendus. Être juge, c'est un métier extraordinaire, même si ce n'est pas toujours gratifiant. Le juge a au moins 50 % de la population contre lui quand il est juste et qu'il fait bien son travail.



Avec Irina Bokova
(à gauche),
directrice générale
de l'Unesco,
à Juba, capitale
du Sud-Soudan,
le 23 juin 2014.

Combien de jeunes femmes étiez-vous à l'ENA ?

Pas plus de sept ou huit, dans une promotion de 100 étudiants. Maintenant, elles représentent 55 % des effectifs à l'école et à l'université. Nous n'étions pas nombreuses parce qu'il n'y avait pas beaucoup de lycées dans nos villes, et peu de familles étaient prêtes à se séparer de leurs enfants. J'ai quitté mon foyer à l'âge de 16 ans. Ma mère pleurait le jour où je suis partie de mon village, Souk Ahras, pour rejoindre le lycée Saint-Augustin à Annaba, près de 100 km plus loin. C'était le seul lycée de filles dans toute la région...

Avez-vous dû vous battre plus que les autres pour devenir juge en Algérie, dans une société patriarcale ?

Non, je dois dire que j'ai eu la chance d'étudier à une époque où beaucoup d'opportunités existaient pour l'élite.

« Je voulais faire quelque chose pour changer la perception du rôle des femmes dans la société. »

Je n'ai pas été marginalisée pendant mes études, en tant que femme. Au contraire, nous étions encouragées par l'ENA, qui appliquait une politique équitable. Quand j'ai commencé à travailler comme juge des mineurs, en 1980, j'ai été affectée à Koléa, une localité située à 28 km au sud-ouest d'Alger. Il y avait déjà eu une autre femme juge à Blida avant moi – ce qui ne veut pas dire que la société n'était pas patriarcale... Il existait des poches de résistance, mais nous pouvions faire notre travail. Plus tard, dans les années 1990, le Front islamique du salut (FIS) est venu remettre en cause l'égalité des sexes dans l'administration, ce qui m'a rendue furieuse!

Que faisaient vos parents ? De quel milieu venez-vous ?

Ma mère ne travaillait pas et mon père était commerçant. Je viens d'une famille de la classe moyenne. Mes deux parents étaient des lettrés en arabe. Je suis l'aînée de leurs sept enfants. Nous étions cinq filles et deux garçons, mais nous avons tous été à l'université, grâce à la gratuité de l'enseignement supérieur en Algérie. Dans ma famille, j'étais un peu privilégiée parce que j'étais bonne élève et je donnais satisfaction à mes parents. Mais dans ma vie professionnelle, je n'ai jamais attendu de recevoir des privilèges de personne. Je me suis toujours battue pour que le mérite permette aux gens compétents de revendiquer la place qui leur revient.

Vous avez commencé comme juge des mineurs, et vous voilà représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU pour le sort des enfants en temps de conflit armé. Une boucle est-elle bouclée ?

Avant de devenir juge des mineurs, j'avais fait un mémoire de fin d'études sur l'enfant et l'infraction : l'enfant en tant que victime, en tant qu'auteur de l'infraction ou en situation de danger moral – c'est-à-dire sous la menace d'une infraction. Quand j'étais juge à Koléa, je travaillais avec les enfants. J'allais les voir dans des centres tous les jeudis. C'est extraordinaire pour moi de porter à nouveau leur voix!

Comment êtes-vous entrée dans le système onusien ?

J'ai d'abord été nommée en 2000 en tant qu'experte dans la Commission de protection des droits de l'homme des Nations unies, alors que j'étais encore juge en Algérie [*à la Cour suprême, ndlr*]. Ensuite, j'ai été nommée en 2001 au sein du groupe de travail sur la détention arbitraire, que j'ai présidé de 2003 à 2008. Durant toute cette période, j'étais encore basée en Algérie. Je me déplaçais pour faire des missions à Genève ou ailleurs.

Comment vous êtes-vous retrouvée au poste de chef adjointe de la Monusco en 2008 ?

Quand j'ai terminé mon mandat au sein du groupe de travail sur la détention arbitraire, je devais regagner l'Algérie où je me trouvais dans la Commission nationale de la réforme de la justice. Le bureau du secrétaire général à New York a considéré qu'il serait dommage que je quitte les Nations unies. On m'a invitée à candidater à plusieurs postes qui se trouvaient

« Aux Nations unies, nous avons aussi nos faiblesses, aussi bien dans le mandat que dans les capacités! »

alors vacants. J'ai choisi la République démocratique du Congo (RD Congo) en tant que militante africaine. Je fais partie de cette génération d'Africains des années 1970 qui rêvait après les indépendances d'un continent plus développé, plus stable et plus uni. La RD Congo, un grand pays dans une situation difficile, représente une cause qui m'est plus proche et me tient davantage à cœur que le Kosovo ou le Timor oriental, par exemple... J'ai passé des tests et des entretiens, comme tout le monde, et je suis alors partie pour quatre ans en RD Congo.

Étiez-vous basée à Kinshasa ?

Oui, mais je voyageais beaucoup à travers le pays, entre les différents bureaux des Nations unies à Goma, dans le Masisi, à Rutshuru, dans l'Ituri et à Bukavu. Je suis arrivée le 9 octobre 2008 en RD Congo. Le 5 novembre de la même année, le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) du chef rebelle Laurent Nkunda lançait une offensive. Deux jours plus tard, j'étais dans les zones où des massacres avaient été perpétrés, pour parler aux survivants. Le 25 décembre 2008, des rebelles ougandais de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) ont avancé sur deux villages, commettant des massacres, des viols et des enlèvements d'enfants.

Avez-vous été témoin d'atrocités ?

Je n'ai pas vu le pire, que seuls connaissent ceux qui ont vécu ces violences dans leur chair. Nous allions dans les villages où des massacres s'étaient produits. Parfois, c'est vrai, on se sent moins que rien : les attentes des populations sont grandes et nous n'avons pas forcément les capacités d'y répondre. En d'autres occasions, en revanche, on éprouve des satisfactions extraordinaires quand on arrive à sauver des gens. La Monusco a fait des choses positives pour la RD Congo, un pays pour lequel j'ai personnellement beaucoup d'affection.

Être responsable d'une mission des Nations unies

sur un tel terrain, est-ce que ça implique un travail de titan ?

Oui, on vous appelle à n'importe quelle heure. Il m'est arrivé de dormir dans la brousse, sous la tente, avec des militaires, pour les soutenir...



À la tribune du Conseil de sécurité de l'ONU, à New York, le 8 septembre 2014.

La Monusco, la plus grande opération des Nations unies déployée à ce jour, est très critiquée en RD Congo...

Je comprends que notre action y soit décriée. Le pays est dans une situation où l'État est faible. La population attend des Nations unies ce qu'elle exige de son propre gouvernement. Dans ces conditions, la critique est inévitable. Les gens souffrent, et nous n'avons pas les capacités ni le mandat pour résoudre leurs problèmes. Nous en étions réduits à espérer que le gouvernement accepte d'arrêter tel ou tel chef de guerre pour apaiser la situation sur le terrain. La critique me paraît tout à fait normale. Nous avons aussi nos faiblesses aux Nations unies, aussi bien dans le mandat que dans les capacités ou les personnes!

Suivez-vous les procès des chefs de guerre Thomas Lubanga et bientôt Bosco Ntaganda à la Cour pénale internationale (CPI)?

Je les suis avec intérêt, bien sûr. Ces gens ont recruté des enfants soldats, la thématique qui se trouve au cœur de mon mandat. Je travaille avec la CPI sur ces dossiers. Thomas Lubanga a été jugé, mais la représentante à qui j'ai succédé [Radhika Coomaraswamy du Sri Lanka, ndlr] s'est rendue au procès en tant que témoin expert, pour demander qu'on n'oublie pas les enfants. Nous avons beaucoup travaillé, aux Nations unies, pour voir le chef rebelle Bosco Ntaganda

répondre de ses actes devant la CPI. Cet homme continuait à commettre des exactions alors qu'il était inculpé! Je suis bien contente de voir qu'il se trouve devant la justice internationale.

Quel conseil donneriez-vous aux jeunes qui veulent suivre votre exemple?

Il faut persister dans le travail, qui donne toujours des résultats. Je le dis à mes étudiants : si vous voulez y arriver, c'est d'abord une question de volonté, et ensuite d'intégrité. La malhonnêteté ne paye pas. Il faut construire sur des valeurs éthiques et s'informer sans cesse sur les autres. La planète est peuplée de gens qui nous ressemblent. Il faut être curieux sur le monde. Ce qui nous rassemble est plus important que ce qui nous divise. Pour ma part, j'ai travaillé avec les habitants de la RD Congo, des gens que j'ai aimés. Nous œuvrons à un plan d'action pour mettre fin au recrutement d'enfants soldats et tourner la page en RD Congo. Idem en Somalie, au Soudan, au Sud-Soudan, en Centrafrique, en Afghanistan, en Syrie, en Irak, au Yémen... Personne ne m'a donné toutes ces possibilités gratuitement!

Avez-vous des enfants?

Non, mais j'ai beaucoup de nièces et de neveux. Je suis totalement dévouée à ce travail, qui fait de moi la maman de beaucoup d'enfants... J'ai tous les enfants du monde! ■

LOEY FELIPE/UN PHOTO



MARIEM ALAOUI

DATA

ENTREPRENEUR

Elle met sa passion des mathématiques au service de l'analyse de données dans le domaine pharmaceutique. Elle fait partie de cette nouvelle génération de Marocaines décomplexées qui rehaussent leur métier d'un engagement sociétal.

par **Lysiane J. Baudu**

« **P**our étudier au lycée Lyautey, il faut être doué en maths, et c'est vrai, j'ai toujours été une grande matheuse! » annonce avec le plus grand naturel Mariem Alaoui. Elle était arrivée première au concours d'entrée des lycées français, ce qui lui a permis de choisir celui de Casablanca, où habitent toujours ses parents. Depuis, cette jeune femme a réussi : elle est aujourd'hui, à 30 ans, directrice des opérations et du développement technologique d'une start-up, Quinten, qu'elle a fondée en 2008 avec deux hommes, de dix ans plus âgés qu'elle... Sans complexes, fondeuse, entrepreneur dans l'âme – à l'image de son père, lui-même dirigeant de société, et de ses deux frères, industriels et mathématiciens comme elle – Mariem Alaoui n'est même pas passée par la case salariée. C'est en effet à l'issue d'un stage obligatoire après ses études dans une école d'ingénieurs, à Amiens, et au cours duquel elle a rencontré ses deux futurs associés, qu'elle a décidé de se lancer dans la recherche et l'analyse de données. « Dans cet établissement qui m'a formée, on apprend surtout à apprendre », résume-t-elle dans un sourire. Et Mariem Alaoui veut tout savoir!

Basée à Paris, sa société est en effet spécialisée dans le big data, autrement dit, l'analyse fine d'une énorme masse de données, afin d'en tirer des conclusions opérationnelles. « Je voulais exercer un métier où j'appliquerais les maths à la réalité, celle des clients », poursuit la jeune femme. Bref, elle voulait, comme elle le dit elle-même, faire du « vrai big data ». De l'analyse de données concrètes, qui ait un sens et, mieux encore, qui soit au service

d'une cause. « Certains proposent du soi-disant big data, alors qu'en fait, c'est de la communication plutôt que des maths! Du bla-bla, même! Du coup, les clients ne s'y retrouvent pas, d'autant qu'on peut tout faire dire à des données. » Dans son cas, c'est au service de la santé qu'elle a mis son sérieux et son expertise. « Ma sœur aînée est médecin. J'étais donc sensibilisée à la question », dit-elle pour expliquer les choix de la start-up. Ses clients? Des acteurs dans le domaine de la pharmacie, comme ce laboratoire qui souhaitait accélérer ses recherches. Les experts de Quinten (une trentaine de personnes à l'heure actuelle) se sont penchés sur le problème et ont obtenu des résultats probants : au terme de leur analyse, les chimistes de ce laboratoire ont divisé par deux leur temps de recherche! Pour le plus grand bien des patients...

L'INTÉRÊT DES GRANDS PAYS

Même chose pour cet autre labo, l'un des principaux centres de recherche européens en oncologie, qui cherchait à comprendre pourquoi certaines personnes réagissaient mal à un traitement de chimiothérapie. L'algorithme et la méthodologie Q-Finder mis au point par Quinten ont permis de mettre en évidence un gène responsable de cette réaction négative des malades. Les outils de bio-informatique et de *data mining* (recherche de données) utilisés en génomique par la start-up parisienne ont ainsi conduit les chercheurs à corriger le traitement pour certains patients... Aujourd'hui, les plus grands groupes pharmaceutiques, de Sanofi à Roche en passant par Santen et Novartis, font appel à l'expertise et aux outils développés par Mariem Alaoui et son équipe. « Les spécialistes de l'analyse de données sont peu nombreux dans le domaine de la santé », poursuit-elle, pour expliquer la réussite de la start-up.

« Il y a de plus en plus de femmes dans ce secteur », assure-t-elle. D'ailleurs, elle se réjouit du lancement l'an dernier d'un nouveau master en big data, délivré conjointement par l'École polytechnique et Télécom ParisTech. « Auparavant, il n'y en avait que pour la finance dans ces établissements. Or les femmes ne sont pas très attirées par ce monde-là. Ce domaine d'activité est bien plus concret, bien plus intéressant. » La crise économique et financière de 2008 a aussi laissé des traces dans ces grandes écoles, sans aucun doute. Mais c'est aussi une question de génération. La nouvelle, celle de ces femmes expertes en recherche et en innovation numérique, veut donner du sens à leur fonction ou à leur métier en l'enrichissant d'un engagement sociétal.

Pas question en effet pour Mariem Alaoui, mariée à un entrepreneur de 32 ans, qui gère des centaines de salariés, de se retrouver enfermée dans un rôle typiquement féminin. « Je ne crois pas qu'il y ait de problème à cet égard! » s'exclame-t-elle. Il y a des choix et des styles de vie différents, certes, mais « nous ne subissons absolument pas dans

« Nous devons sans doute faire un peu plus nos preuves que les hommes, mais c'est tout! »

la société actuelle », assène-t-elle. C'est vrai pour la France, mais aussi pour le Maghreb, assure la *data scientist*. D'ailleurs, impossible, selon elle, de prouver par des statistiques une quelconque infériorité des femmes dans la société... « Nous devons sans doute faire un peu plus nos preuves, concède-t-elle tout de même, mais c'est tout! » Et elle voit pour l'instant un avantage à leur rareté relative dans son domaine. Elles ne peuvent en effet que se distinguer...

Suivant peut-être en cela l'exemple de sa mère qui travaillait comme assistante de direction dans une compagnie d'assurances, Mariem Alaoui sait qu'elle appartient à une génération charnière, celle des femmes « décomplexées », voulant agir dans la société et qui ne se posent pas la question d'une parité générale à tout prix. Sans doute, consent-elle à admettre, que la société qui l'a vue grandir est encore freinée par des idées reçues sur la place des femmes « mais je n'ai jamais intégré ces informations! » dit-elle en riant.

Elle s'occupe à plein-temps des opérations et du développement technologique de Quinten, mais n'en oublie pas pour autant la stratégie. Elle a d'ailleurs une vraie vision pour la société qu'elle a cofondée. Son nom, Quinten, n'est-il pas celui d'un des héros de l'énorme ouvrage de l'écrivain néerlandais Harry Mulisch, *La Découverte du ciel en français* (Gallimard, 1992), dans lequel l'auteur réinvente le monde de l'après Seconde Guerre mondiale? « Nous lisions tous trois ce livre lorsque nous avons décidé de nous lancer », précise ainsi Mariem Alaoui. Pour elle, l'avenir de Quinten passe par la reconnaissance, encore et toujours, de l'expertise développée par son entreprise dans le domaine de la santé, mais qui peut être appliquée à bien d'autres marchés, avec un impact sociétal tout aussi positif.

L'avenir de la start-up parisienne passe aussi par l'internationalisation. Toujours sortir du cadre, tout comme elle a traversé l'enfance marocaine, puis le prêt-à-penser français, et aller toujours plus loin dans une recherche plus originale, plus innovante, telle est bien l'ambition de cette jeune femme. Quant à elle, elle appelle tout simplement cela être « cultivatrice de succès ». ■

Côte d'Ivoire

Pour le président
Alassane Dramane
Ouattara et
son gouvernement,
il s'agit d'un domaine
essentiel de la politique
d'émergence.
Et l'une des clés
du « vivre ensemble ».

A photograph of a woman and a young child standing in shallow water. The woman is smiling and washing her face with her hands. The child is also smiling and has water on their face. The woman is wearing a patterned wrap. The background is a blurred natural setting.

Femmes
et enfants,
une priorité
nationale

Un Conseil national pour elles



© ARISTIDE

➤ Le couple présidentiel lors de l'installation du CNF, avec Jeanne Peuhmond (à gauche), conseillère spéciale du chef de l'État, chargée du Genre et des Affaires sociales.

Le 8 mars, tout le pays célèbre la Journée de la femme. L'occasion de réitérer les engagements et la volonté politique en faveur des Ivoiriennes. D'où qu'elles viennent.

Pour la Journée de la femme, la Côte d'Ivoire n'a pas voulu être en reste. Plusieurs manifestations ont eu lieu dans le pays, notamment à San Pédro, où le couple présidentiel, en tournée dans la région du Bas-Sassandra, et le gouvernement ont pris part aux festivités.

En prélude à cette journée, le chef de l'État a présidé, le 2 mars au palais, la cérémonie d'installation du Conseil national de la femme (CNF). Un geste fort qui tend à intégrer le rôle de la femme dans « *l'émergence* », selon le mot phare et fil conducteur de la feuille de route du gouvernement. Alassane Ouattara a réitéré sa volonté, déjà comprise dans son programme « **Vivre ensemble** », de promouvoir, d'autonomiser et de protéger la femme. Ce Conseil servira de relais pour consolider les droits des Ivoiriennes, d'où qu'elles viennent, quelle que soit leur ethnie ou leur religion, qu'elles soient du secteur public ou privé, issues d'un milieu rural ou urbain, intellectuelles, artistes...

Promouvoir l'accès aux postes clés

Vingt ans après la conférence mondiale sur les femmes à Beijing, en Chine, les avancées ont été concrètes – évolution de la loi sur le mariage, entrée des femmes dans des écoles militaires ou de gendarmerie, etc. – mais, pour le Président, qui a rendu un vibrant hommage à toutes ces femmes, y compris les doyennes qui se sont mobilisées pour l'indépendance et l'émancipation du pays, de nombreux défis restent à relever.

Le CNF assurera une veille stratégique sur toutes les questions liées aux femmes, notam-

ment leur faible taux de représentation dans les postes de décision dans les entreprises ou les hautes fonctions politiques et administratives. Selon le Centre de promotion de l'investissement en Côte d'Ivoire (Cepice), d'après une étude de 2013, seulement 15 % des sociétés étaient dirigées par des femmes.

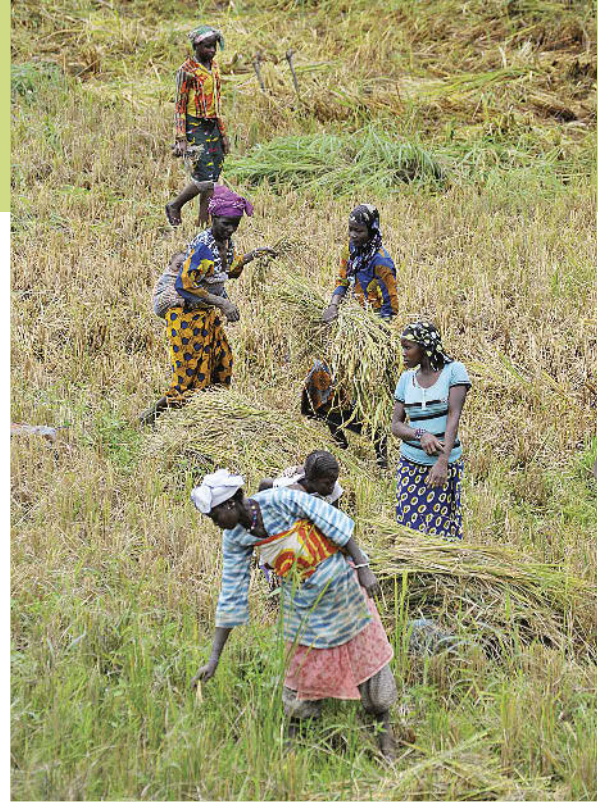
À ce titre, un Compendium des compétences féminines (Coco-ci) a vu le jour. Il s'agit d'une base de données d'excellence visant leur promotion dans les secteurs public et privé. Le premier tome, consacré aux femmes cadres de haut niveau, a été remis au Président par Jeanne Peuhmond, sa conseillère spéciale dans ce domaine, lors de la cérémonie. Ce document sera également mis en ligne et réinitialisé régulièrement. Il servira d'outil et de faire-valoir.

Améliorer les revenus et la protection

Autre urgence prise en compte par le gouvernement : l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes, la Côte d'Ivoire devant être un exemple d'équité et de justice sociale. L'autonomisation de la femme, enfin, sera un point essentiel pour le CNF et l'État. Afin d'améliorer leurs moyens d'existence en milieu urbain ou rural, elles doivent trouver de nouvelles sources de revenus. La situation dans les zones rurales est préoccupante, la majorité des femmes vivant sous le seuil de pauvreté. Le CNF pourra sûrement compter sur l'assistance du Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (Fafci), piloté par la Première dame. Ce fonds, qui s'élève à 5 milliards de FCFA, a aidé plus de 50 000 femmes à réaliser des activités génératrices de revenus au cours des trois dernières années. Et continue à œuvrer activement pour l'amélioration de leur condition.

D'où le point majeur qui est celui de la protection, sans laquelle la femme ne peut s'épanouir. Elle fait face à toutes sortes de violences (conjugales, mutilations génitales, etc.) et l'analphabétisme peut être considéré comme une forme de violence intellectuelle, morale et discriminatoire.

Le Conseil national de la femme a cette lourde tâche à mener au côté de l'État. Il peut compter sur l'aide de femmes très actives qui entourent le Président ou siègent au gouvernement.



© NABIL ZORKOT

➤ En milieu rural, les femmes tirent la majorité de leurs revenus du travail dans les champs.

Hormis la Première dame, très engagée dans le social, la ministre en charge de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, Anne Ouloto, est sur tous les fronts pour faire entendre sa voix. Elle est consciente qu'au sein même de la gent féminine, des inégalités persistent, ne serait-ce qu'entre une élite urbaine et la femme rurale dont la cause est moins audible. Il est donc important pour elle de s'en faire aussi l'écho.

Anne Ouloto sera la courroie entre le CNF et le gouvernement et devra trouver des modes de communication efficaces pour que tous les programmes mis en place soient bien assimilés et opérationnels pour toutes les couches de la population. L'émergence passe par l'amélioration de la condition féminine, disait-on... ■

Des inégalités persistent entre leurs conditions à la campagne et en ville.



© NABIL ZORKOT

➤ À Abidjan, elles s'imposent dorénavant avec succès dans le secteur tertiaire.

➤ Trois questions à...

Anne Ouloto

Ministre de la Solidarité, de la Famille,
de la Femme et de l'Enfant



“ Améliorer
leur protection
et le respect
de leurs droits ”

Quels sont les principaux dossiers sur lesquels vous parleriez d'avancées concrètes ?

Nous avons enregistré de nombreux acquis, grâce à la volonté sans faille du chef de l'État. Nous avons par exemple pu gérer une centaine de sites d'accueil ou de transit de personnes déplacées au sein du pays dès juin 2011, puis organiser progressivement leur retour en famille ou vers leurs résidences d'origine. Ce qui a permis d'assurer la protection, l'assistance et la prise en charge de milliers de familles, de femmes et d'enfants.

Depuis fin 2013, ces sites ont pu fermer, une fois leur mission accomplie. La politique de solidarité impulsée par le président Ouattara a par ailleurs permis d'organiser et d'aider au retour et à la réinsertion des milliers d'Ivoiriens qui avaient fui le pays en raison du conflit post-électoral.

Toujours dans le cadre de la solidarité, la stratégie mise en place par le ministère a permis l'assistance et l'accompagnement de populations et de familles en situation de détresse – pluies diluviennes, déguerpissement de sites dangereux, accidents graves de la circulation, incendies, effondrements d'immeubles... – ou autres (veuves, naissances de triplés ou de quadruplés...). Nous avons aussi adopté une loi portant statut de pupilles de la nation en vue de la prise en charge d'enfants de militaires et d'agents de l'État tués lors d'une mission de service publique, notamment pendant les crises qui ont secoué le pays, ou en cas de catastrophe.

Enfin, la dynamique de solidarité nationale étant portée par l'ensemble du gouvernement, l'adhésion des couches sociales

est parfaitement visible, au travers d'initiatives de rapprochement et de rassemblement des composantes de la nation. En ce qui concerne la famille, la femme et l'enfant, nous avons révisé ou adopté de nombreux textes de loi et ratifié des conventions internationales qui ont permis de renforcer le cadre juridique et institutionnel de leur protection. La révision de la loi sur le mariage, par exemple, mesure particulièrement courageuse, a consacré le principe de l'égalité des

en particulier des femmes et des enfants, avec l'implication de Madame Dominique Ouattara, ont favorisé l'amélioration de la protection et du respect des droits des femmes et des enfants. Enfin, la politique d'autonomisation de la femme, avec notamment le renforcement de la lutte contre l'analphabétisme et l'accès au crédit, a été facilitée par la création du Fonds d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (Fafci), par la Première dame.



© VINCENT KOWALSKI

➤ De nombreux textes de loi ont été adoptés en faveur des femmes, en vue de leur participation à l'émergence.

droits entre les époux, renforcé leurs responsabilités respectives dans la gestion du ménage et l'éducation des enfants, et amélioré les revenus de la femme mariée, et donc de la famille. Plusieurs décrets portant fixation de quotités cessibles ou saisissables ont renforcé la protection des revenus des familles dans le cadre de la lutte contre la cherté de la vie et le surendettement des travailleurs. Autre avancée concrète : les stratégies nationales de lutte contre la traite des personnes,

L'un des défis du gouvernement est la baisse de la mortalité maternelle et infantile. Menez-vous une action conjointe à ce sujet avec le ministère de la Santé ?

Absolument. Dans le cadre de la campagne de réduction de la mortalité maternelle (Carmma), le ministère joue un rôle important en matière de sensibilisation et d'éducation des femmes et des familles, grâce à l'action de nos structures de base.

Quelle place pour la femme, selon vous, dans l'émergence de la Côte d'Ivoire de demain ?

L'émergence ne peut être atteinte sans la participation effective de toutes les composantes de la nation : les hommes et les femmes. Ainsi, les initiatives multiples du gouvernement, ambitionnant de créer un environnement juste et équitable entre les citoyens, visent à garantir l'atteinte de cet objectif. Je pourrais, entre autres, citer la création d'un Observatoire national du genre et de l'équité (Oneg), l'élaboration d'un Compendium des compétences féminines (Coco-ci) et la récente installation du Conseil national de la femme (CNF). Autant d'instruments efficaces qui permettront au gouvernement de réduire les écarts entre les hommes et les femmes, dans tous les secteurs d'activités. Par ailleurs, l'accélération de la politique d'alphabétisation de la femme et son autonomisation tous azimuts révèlent clairement la place de la femme dans la vision du président de la République, et son rôle éminemment important dans sa famille, sa communauté et la société ivoirienne. ■



© NABIL ZORROT

➤ Les femmes s'intègrent dans tous les secteurs d'activité. Ici, au contrôle qualité des cafés JAG.



© NABIL ZORROT

➤ Une quote-part de 1 000 FCFA mensuels minimum pour accéder aux soins.

CMU

La couverture maladie pour tous

C'était une promesse de campagne du candidat Alassane Dramane Ouattara en 2010. Cinq ans plus tard, le président de la République a annoncé l'officialisation de son projet : une prise en charge solidaire des frais de santé.

Permettre l'accès aux soins aux citoyens les plus pauvres est désormais possible en Côte d'Ivoire. Le porte-parole du gouvernement, le ministre Bruno Koné, a évoqué « des carences observées en début de mandat dans le système de santé, mais qui n'ont pu être résolues immédiatement tant les problèmes étaient nombreux ». Auparavant, seuls les femmes enceintes, les enfants de moins de 5 ans ou les personnes soignées en urgence pouvaient bénéficier de soins gratuits.

Sortir de la précarité

Malgré un timide départ, la population doit savoir que la prise en charge collective et solidaire des dépenses de santé est effective ; l'accès est gratuit pour les plus démunis. Selon la loi, les autres Ivoiriens devront déboursier une contribution proportionnelle à leurs ressources, avec une quote-part mensuelle minimale de 1 000 FCFA.

Selon le ministre Bruno Koné, 48 % des Ivoiriens vivent dans la précarité, avec moins d'un dollar par jour pour vivre : « Ce système de santé est une mesure essentielle pour aider nos concitoyens et assurer une meilleure couverture sanitaire quel que soit le niveau de revenu ».

La CMU vient remplacer l'Assurance maladie universelle (AMU) de 2001 qui n'avait pas obtenu les effets escomptés, faute d'efficacité et de simplicité, et dont le coût était trop élevé. La Caisse nationale d'assurance maladie devrait gérer la CMU, avec l'appui d'autres organismes comme la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) ou la Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire (Mugefci). Ces organismes ont au préalable, et en tant que précurseurs, aidé la population à comprendre l'intérêt des couvertures santé et la nécessité de cotiser pour en bénéficier. ■

Prévention

Enrayer la hausse des cancers féminins

Participant à un forum en février dernier à Paris, le premier à réunir cancérologues français et africains, le ministre ivoirien de la Santé, Dr Raymonde Goudou Coffie, a dévoilé la stratégie nationale de prise en charge du cancer. Sur le terrain, c'est le cancer du sein qui s'accroît le plus, mais les cas s'accroissent aussi pour celui de l'utérus. Une augmentation due en partie au coût élevé des traitements et à la détection trop tardive de la maladie. Il est donc primordial pour le gouvernement de faciliter l'accès aux soins et de développer des stratégies de prévention, des dépistages précoces. L'État est également conscient qu'il faut développer des sites dédiés au traitement du cancer. Jusque-là, seul un service de cancérologie peu équipé et ne répondant plus aux nombreuses demandes était disponible au CHU de Treichville. Résultat, les malades, et ceux qui le peuvent, partent à l'étranger. D'où le projet de créer deux centres regroupant radiothérapie, chimiothérapie et andrologie, alors que la Côte d'Ivoire compte une douzaine de médecins spécialisés en oncologie.

Informer et sensibiliser

En parallèle, des actions et mobilisations sont menées à travers le pays afin d'installer des centres ou des dispensaires de dépistage ; et pas moins de quatorze sites de dépistage de lésions précancéreuses pour ce qui concerne le col de l'utérus. Des centres où le ministre préconise notamment l'apprentissage de la palpation des seins, un réflexe que tous les soignants doivent intégrer dans leurs consultations. Le cancer étant une maladie pouvant se

déclarer chez n'importe quel être humain et à n'importe quel âge, les campagnes d'information et de sensibilisation sont des plus importantes. Et les femmes, à partir de 30 ans, doivent se faire examiner régulièrement par un gynécologue afin de prévenir un éventuel cancer du sein. Pour ponctuer ces engagements et les rendre concrets, le gouvernement et le groupe pharmaceutique suisse Roche ont signé, en décembre dernier, un partenariat de cinq ans. Objectif : améliorer l'accès aux traitements innovants chez les personnes à faible revenu. Ainsi, dès cette année, ce sont près de 1 000 personnes qui pourront bénéficier de ce protocole. Enfin, c'est sur le sol ivoirien, du 10 au 12 avril, que l'Alliance des ligues francophones africaines et méditerranéennes (Aliam) a tenu ses 4^{es} Rencontres, sur le thème : « La francophonie contre le cancer ». ■

Quatorze sites de dépistage des lésions du col de l'utérus ont été créés et sont aujourd'hui fonctionnels.

➤ La santé mère-enfant, une priorité du gouvernement.



Mineurs Halte à l'exploitation !

Comment abolir le travail illégal des enfants, en particulier dans les plantations ? C'est l'objectif d'un plan d'action national mis en place depuis 2012, et qui s'efforce de faire appliquer des mesures strictes.

Pour parvenir à la fin de l'exploitation des enfants, un plan d'action national a été élaboré et validé par un comité interministériel, des ONG nationales et internationales. Présidente de ce comité, la Première dame, Dominique Ouattara, ne ménage pas ses efforts et organise régulièrement des séminaires ou ateliers afin de sensibiliser les différents corps de métier et mettre en œuvre ce plan. Celui-ci se décline en quatre axes stratégiques : la prévention, la protection, la poursuite et la répression et le suivi. Dominique Ouattara entend impliquer toutes les couches socioprofessionnelles pour lutter contre les risques auxquels les enfants sont exposés, que ce soit dans l'agriculture, le commerce, la domesticité ou dans bien d'autres secteurs d'activité.

Des membres du corps préfectoral, des inspecteurs du travail, des assistants sociaux, des maires, des magistrats, etc., ont été alertés pour enrayer cet « esclavagisme », où de nombreux

jeunes peuvent être utilisés à des fins illicites, dans la vente de stupéfiants ou l'exploitation sexuelle dans des trafics transfrontaliers ou locaux. Une vigilance accrue a été mise en place dans les villages par les autorités afin de prévenir tout acte de malveillance. Les médias ont eux aussi été interpellés pour relayer l'information auprès des populations.

Protéger et éduquer

En ce qui concerne la protection, pas moins de six arrêtés et décrets signés au niveau national permettent une assistance directe et la réintégration familiale et sociale des enfants victimes. L'insertion scolaire et socioprofessionnelle de ces enfants et la création de centres d'éducation communautaires font partie du plan d'action.

Le pays a investi près de 7,2 millions de dollars, notamment dans des enquêtes sur la présence d'enfants dans les plantations de cacao. La Côte d'Ivoire,

premier producteur mondial, ne peut se permettre d'être pointée du doigt et doit donner l'exemple. C'est pourquoi elle s'est engagée dans un processus de certification de la production de son cacao. Avec l'appui, entre autres, des hautes instances de cette industrie, des écoles sont créées, l'éducation et la formation des garçons et des filles restent le moyen le plus sûr d'enrayer le fléau.

Afin de lutter efficacement contre les maltraitements, les autorités se sont également engagées à identifier et poursuivre les auteurs des méfaits. L'État a renforcé la coopération policière sous-régionale à ce sujet. Et un suivi a été mis en place. L'occasion de faire le point sur les avancées des actions menées, par des rencontres trimestrielles entre les différents protagonistes et des visites sur le terrain. Dominique Ouattara et le gouvernement encouragent les Ivoiriens à intensifier leur vigilance et à mener ce combat qui est aussi le leur. ■



➤ Un petit ouvrier agricole récoltant des cabosses de cacao : une scène désormais interdite.

AFRIQUE MAGAZINE AMM

DÉCOUVREZ VITE NOTRE NOUVELLE FORMULE

Contemporain,
en prise
avec cette Afrique
qui change,
ouvert sur le monde
d'aujourd'hui,
AM est votre
rendez-vous
bimestriel
indispensable.



**1 AN
29€
SEULEMENT**

ABONNEZ-VOUS!

OUI, je souhaite m'abonner à **AM** et profiter de vos offres
(6 numéros et les hors-séries)

BULLETIN À RETOURNER SOUS ENVELOPPE AFFRANCHIE, ET ACCOMPAGNÉ DE VOTRE RÈGLEMENT À :
COM&COM/AFRIQUE MAGAZINE 18/20 AV. ÉDOUARD-HERRIOT - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON - FRANCE
TÉL. : (33) 1 40 94 22 22 - FAX : (33) 1 40 94 22 32 - E-MAIL : afriquemagazine@cometcom.fr

Je choisis mon tarif :

- FRANCE, 6 MOIS : 17 €
- FRANCE, 1 AN : 29 €
- EUROPE/MAGHREB : 39 €
- RESTE DU MONDE : 49 €

Je choisis mon règlement (en euros uniquement) à l'ordre
de AMI par :

- Chèque bancaire ou postal
- Carte bancaire n°

Expirant le Date et signature obligatoire

Nom : _____
Société : _____
Fonction : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Ville : _____
Pays : _____
Tél. : _____ Fax : _____

L'Afrique au top

C'est à partir des années 1970 qu'elles apparaissent petit à petit sur les podiums et les couvertures des grands magazines. Elles brisent les codes d'un monde « blanc », soutenues par des créateurs exigeants. Et elles ouvrent la voie à de nouvelles générations. Place au défilé...

par **Sophie Rosemont**

Dans l'histoire de la mode, il y a eu un avant et un après Yves Saint Laurent, du point de vue artistique comme du marketing. Mais en faisant défiler des mannequins africaines, il a bousculé les codes d'un monde occidental viscéralement refermé sur la sacro-sainte blancheur de la peau.

Éthiopiennes, Sénégalaises, Soudanaises ou Tunisiennes sont désormais sous les sunlights. Elles n'y sont pas arrivées sans effort. Et parfois, pour certaines, la route a été longue et surtout difficile. Mais elles ont réussi. Ces pionnières, ces défricheuses à la volonté de fer ont triomphé là où personne ne les attendait. Sans Katoucha, pas de Liya Kebede. Sans Iman, pas de Alek Wek. De génération en génération, ces top-modèles pas tout à fait comme les autres sont devenues indispensables aux défilés, et pas uniquement pour une histoire de quotas. Et tous les grands couturiers de s'associer à ce mouvement : Saint Laurent, Chanel, Christian Dior, Louis Vuitton, Givenchy, Valentino, Balmain... Rares sont les maisons qui se privent aujourd'hui du métissage dans leurs rangs.

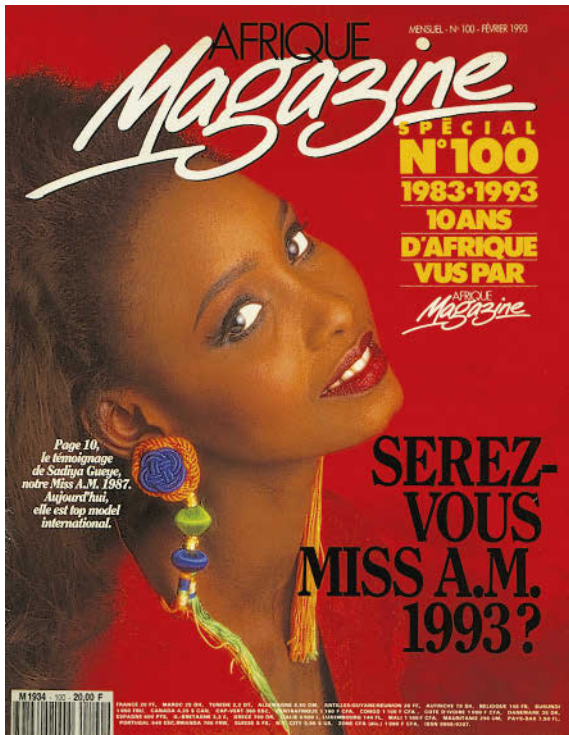
Une élégance innée, une volonté éclatante : les créateurs se sont souvent laissés séduire par le mélange de vulnérabilité et de bravoure des femmes africaines. Elles ont su s'imposer contre vents et marées, et dans un univers encore très conservateur. Et ce n'est que le début car depuis la fin des années 2000, les fameux *talent scouts*, ces chasseurs de talents, comme les agences de mode, cherchent désormais des filles hautes en couleurs ayant, avant tout, de fortes personnalités. Et en la matière, qui est mieux placé que l'Afrique ?



Katoucha Icône

SURNOMMÉE LA « PRINCESSE PEULE », elle est née en 1960 à Conakry, en Guinée. Son enfance est douloureusement marquée par l'excision. À 17 ans, elle s'installe à Paris avec son enfant. Elle signe rapidement un contrat avec l'agence Glamour, devient mannequin pour Lanvin, Thierry Mugler, Azzedine Alaïa... Mais c'est avec Yves Saint Laurent que Katoucha Niane se fait un prénom. De 1987 à 1992, elle est indétrônable. Puis elle désire voler de ses propres ailes en se lançant elle-même dans le stylisme. Expérience peu concluante. Après un retour en Afrique, elle écrit sa biographie, *Dans ma chair* (Michel Lafon, 2007), et fonde son association KPLCE (Katoucha pour la lutte contre l'excision). Sans jamais parvenir à dompter ses démons : la drogue, l'alcool et les excès en tout genre. « J'ai les mains longues pour prendre l'argent, mais les phalanges espacées pour le laisser partir », écrivait-elle dans son livre. Dans la nuit du 1^{er} au 2 février 2008, elle se noie dans la Seine, près de sa péniche, à Paris. Une princesse au destin tragique...

En studio avec un manteau en plumes de faisan et de vautour, pour la collection automne-hiver 1991 d'Yves Saint Laurent.



Élue Miss Jeune Afrique Magazine en 1987, elle fait la une du N°100 d'AM en février 1993.

Sadiya Guèye Militante

NÉE EN 1962 dans le quartier de Gueule Tapée, à Dakar, Sadiya Guèye grandit dans une famille pieuse avant de partir passer le bac (avec mention!) en France. Elle rentre au Sénégal à l'âge de 20 ans, en tant... qu'analyste programmeur. Mais elle est aussi passionnée de couture et suit une formation d'esthéticienne. Jusqu'au jour où, sans le lui dire, une amie envoie une photo d'elle

à un concours de mannequins organisé en 1987. Elle remporte le premier prix et devient Miss Jeune Afrique Magazine. Repérée par Yves Saint Laurent, il lui demande de faire des essayages, et l'adopte immédiatement et la fait défiler en robe de mariée dès son premier show. Grâce à cette reconnaissance fulgurante, Sadiya foulera les plus beaux podiums internationaux : Dior, Givenchy, Ungaro, Issey Miyake. Au bout d'une décennie, elle décide de revenir au Sénégal pour fonder en 1997 un complexe de beauté et de mode baptisé Sadiya, qui forme les jeunes talents nationaux.

Farida Khelfa Pionnière

D'ORIGINE ALGÉRIENNE, Farida Khelfa naît en 1962 près de Lyon. Lycéenne, elle fugue régulièrement à Paris, son eldorado qui lui permet d'échapper, le temps de quelques folles nuits, au carcan familial. À la fin des années 1970, elle quitte le quartier des Minguettes pour de bon. Rapidement propulsée par Christian Louboutin et Jean Paul Gaultier, elle défile pour le second tout en faisant la fête au Palace. Elle rencontre d'autres pygmalions : Thierry Mugler, Azzedine Alaïa et Jean-Paul Goude, dont elle sera la compagne jusqu'en 1990. L'autre grand amour de sa vie sera Henri Seydoux, qu'elle épouse en 2012. Au début des années 1990, les podiums ne lui suffisent plus et elle tente sa chance au cinéma, dans *Les Keufs* de Josiane Balasko (1987) avant de réaliser elle-même des documentaires : *Jean Paul Gaultier ou les codes bouleversés* (2011), *Une jeunesse tunisienne* (2012) et *Campagne intime* (2013), consacré à Nicolas Sarkozy, alors candidat à la présidentielle de 2012, et accessoirement époux d'une de ses meilleures amies, Carla Bruni-Sarkozy.



JEAN-MARIE PÉRIERPHOTO12

*L'actrice et modèle
pose, enceinte,
dans une robe signée
Azzedine Alaïa,
en avril 1995.*



Défilé pour la marque
Desigual lors de
la Fashion Week
de New York,
en février 2014.

Alek Wek Spontanée

EN 1991, après avoir perdu son père au cours de la guerre civile ayant déchiré le Soudan de 1983 à 2005, Alek Wek, alors âgée de 14 ans, trouve refuge avec sa famille en Angleterre. C'est pendant ses études au London College of Fashion qu'elle est repérée, lors d'une fête. Elle n'a que 20 ans et ne veut pas y croire... Jusqu'à ce qu'elle se prenne au jeu quelques mois plus tard, à New York, devant l'objectif de Steven Meisel. Le photographe croit en elle et lui présente du monde, dont la société de cosmétiques Nars, qui flashe sur la fraîcheur de cette grande tige au crâne rasé. Elle enchaîne alors défilés (Chanel, Christian Lacroix) et campagnes (Calvin Klein, John Galliano) jusqu'au début des années 2000 où elle prend le temps de souffler. Elle lance sa marque de maroquinerie, Wek 1933, et s'engage à corps perdu dans des actions humanitaires, comme celles de Médecins sans frontières (MSF) au Soudan.



Iman Exclusive

FILLE DE DIPLOMATES somaliens, née à Mogadiscio en 1955, Iman Mohamed Abdulmajid voyagera beaucoup pendant son enfance. Alors inscrite à l'université de Nairobi, au Kenya, elle est découverte par le photographe américain Peter Beard. La voici partie à New York où Diana Vreeland, célèbre éditrice de mode, la prend sous son aile. Après avoir figuré dans le *Vogue* américain, tous font appel à elle : Versace, Donna Karan, Calvin Klein et surtout Yves Saint Laurent, qu'elle inspire pour sa fameuse collection de 1985, *African Queen*. En 1994, elle prend sa retraite. Après un passage confidentiel dans le cinéma, elle s'engage dans des associations humanitaires. Côté cœur, elle a été mariée à un Somalien alors qu'elle était à peine majeure, puis au joueur de basket Spencer Haywood et, *at last but not least*, à David Bowie, à qui elle a donné une fille en 2010. Le couple vit heureux à New York mais loin d'être une femme au foyer, Iman vaque à ses affaires, notamment une ligne de cosmétiques lancée en 2007, qui lui ont valu de remporter le prestigieux Council of Fashion Designers of America en 2010. Bingo!

*En mode femme fatale,
sur ce cliché pris en 1992.*

MODE



Waris Dirie Humaniste

ELLE VOIT LE JOUR en 1965 en Somalie. Trois ans plus tard, elle subit l'épreuve de l'excision. À 13 ans, on veut la marier de force. Terrorisée, elle s'enfuit à Mogadiscio. Mais elle est ensuite séquestrée comme esclave domestique chez son oncle, ambassadeur à Londres. Un calvaire qui dure six ans, jusqu'à la chute du gouvernement somalien et le départ de son bourreau. Elle se retrouve seule, sans parler anglais, mais rencontre des bonnes âmes qui lui viennent en aide, dont le

photographe Terence Donovan. Après avoir fait la couverture du calendrier Pirelli en 1987, elle défile pour les plus grands comme Chanel et s'essaye au 7^e art, notamment dans un James Bond, *Tuer n'est pas jouer*, en 1987. En 1997 paraît son autobiographie *Fleur du désert* (Albin Michel), qui sera adaptée au cinéma avec l'Éthiopienne Liya Kebede dans le rôle-titre. Aujourd'hui, naturalisée autrichienne, elle est ambassadrice de l'ONU contre les mutilations génitales féminines.

Shooting glamour pour la top-modèle somalienne, en octobre 1995, dans un hôtel parisien.

Liya Kebede Ambassadrice

ELLE A FAIT la une du *Vogue Paris* en avril dernier, s'imposant comme la première mannequin noire à figurer sur la couverture de ce mensuel depuis... cinq ans! Mais le manque de diversité ne lutte pas face à la beauté de Liya Kebede, née en 1978 à Addis-Abeba, en Éthiopie. Après une enfance heureuse et assez confortable, elle se fait repérer devant le lycée français Guebre-Mariam. Elle passe son bac avant de débiter une vie nomade entre l'Europe et les États-Unis. Chanel, Balenciaga, Gucci : au début des années 2000, les maisons de mode se battent pour la faire défiler. Et ce, même si elle est déjà mère de famille. Elle est si demandée qu'en 2003, elle est la première égérie noire d'Estée Lauder. Un événement à graver dans les annales de la mode... Liya Kebede passera par les plateaux de cinéma en jouant dans *Raisons d'État* de Robert De Niro (2006) ou *Samba* d'Olivier Nakache et Éric Toledano (2014). L'un des rôles qui lui tient le plus à cœur : celui de *Fleur du désert* de Sherry Hormann, en 2009, où elle incarne Waris Dirie. Depuis 2006, elle est ambassadrice de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).



En 2002, elle pose ici pour *Vogue US*. En avril dernier, elle est en couverture de l'édition française du mensuel américain (ci-contre).

Kenza Fourati Naturelle

IL S'AGIT DE la première mannequin maghrébine à avoir posé pour le célèbre numéro d'été de *Sports Illustrated* consacré aux maillots de bain, en 2011, et où se sont illustrés les plus beaux modèles du monde. Née à Lille en 1987, elle grandit à Tunis. À 15 ans, elle se présente au concours Elite en Tunisie et se classe comme finaliste. Après avoir obtenu son bac, à la grande satisfaction de ses parents, elle part pour Paris afin de lancer sa carrière – tout en étudiant les lettres à la Sorbonne. Sa silhouette élancée et son joli minois lui permettent de défiler pour Stella McCartney, Jean Paul Gaultier ou encore Valentino. Entre deux cours en école de cinéma, cette fois-ci à Londres, elle pose pour *Vogue* ou pour *Elle*. Si elle vit désormais aux États-Unis, elle rentre le plus régulièrement possible en Tunisie, le pays de son cœur. ■



Ce qu'elles pensent des hommes...

Machos, égocentriques, possessifs et fragiles...
Elles n'épargnent pas leurs compagnons sur la carte
du tendre! Petit florilège, d'Alger à Joburg.

Propos recueillis par **Seynabou Sall** / Illustrations par **Dom**

« Imbus de leur personne »

DADOU, 55 ANS, ÉDUCATRICE, CAMEROUN

▮ « ILS SONT DES ÊTRES POSSESSIFS et des éternels insatisfaits. Ils peuvent être aussi lâches et handicapés de l'expression ! Ils sont souvent imbus de leur personne. Je ne dis pas qu'ils ne sont pas gentils, ni généreux, mais ils sont d'une mauvaise foi ! Et j'aimerais ajouter que derrière un grand homme, il y a toujours une femme ! »

« Ils se posent beaucoup de questions sur leur identité »

MARCELLE, 36 ANS, JOURNALISTE, AFRIQUE DU SUD

▮ « LES HOMMES SUD-AFRICAINS sont assez conservateurs dans leur conception du rôle de la femme. Ils ont des attentes spécifiques lorsqu'il s'agit de relations amoureuses. Ils veulent qu'elle se soumette à leur autorité, considérant que ce sont eux qui prennent les décisions les plus importantes. Leur compagne peut, en revanche, composer le menu pour le dîner ! Ce n'est pas très glorieux à dire mais je les trouve globalement machos. C'est une façade pour masquer leur manque d'assurance. Ils se posent beaucoup de questions sur leur identité – sont-ils suffisamment forts ? vont-ils réussir dans ce monde ? Cela peut les rendre agressifs et antipathiques. Un garçon qui est bien dans sa peau, qui a appris à se connaître, est attirant. Mais c'est rare. »

« Ils nous mettent toutes dans le même sac »

YVANNE, 30 ANS, JURISTE, D'ORIGINE TOGOLAISE/MALIENNE

▮ « JE PENSE que d'une manière générale, les hommes sont peureux. La notion d'engagement se perd et le sexe étant devenu un produit de consommation, nous ne sommes plus dans le spontané, la découverte, l'écoute, le respect. Du coup, les relations hommes-femmes sont complètement biaisées. Ils ne savent plus distinguer celles qui veulent construire quelque chose sur la durée, des femmes qui veulent juste s'amuser. Ils nous mettent toutes dans le même sac... même si je suis bien consciente qu'ils ne sont pas tous pareils. »



« Il aime se sentir fort et utile »



JANYCE, 25 ANS, ÉTUDIANTE EN DROIT, D'ORIGINE CAMEROUNAISE

► « ILS NE SONT PAS TOUS LES MÊMES mais présentent des caractéristiques communes, il faut le dire. L'homme est égoïste. Il n'hésitera pas à vous refuser ce qu'il s'accorde à lui-même. Il n'avouera jamais qu'il est possessif. C'est un grand enfant malgré le fait qu'il n'aime pas être materné. Il aime savoir qu'il est aux commandes alors que c'est la femme qui tire les ficelles. Il aime se sentir fort et utile. Ne lui dites jamais que vous pouvez vous débrouiller sans lui. Il se sentirait inutile et vous l'achèveriez. En gros, l'homme est un... homme! »

« Irrespectueux »

MARIAMA, 61 ANS, COMMERÇANTE, SÉNÉGAL

► « JE NE VEUX PAS FAIRE de généralités. Mais je remarque qu'il y a quelque chose qui ne va pas chez les hommes. Par exemple, comment peut-on passer sa vie en France avec femme et enfants et, lorsque la retraite arrive, se permettre de retourner au Sénégal pour prendre une seconde épouse? La vie dure, c'est pour l'une, et quand il s'agit de se détendre sous les palmiers, on choisit « l'autre »! Encore une fois, je le dis : ils ne sont pas tous pareils! Mais il y en a trop, beaucoup trop qui se comportent d'une manière irrespectueuse et blessante avec les femmes. »

« Nous élevons nos petits garçons comme ça »

AMNA, 41 ANS ASSISTANTE DE DIRECTION, D'ORIGINE TUNISIENNE

► « NOUS VIVONS DANS UNE SOCIÉTÉ dans laquelle nous ne sommes pas les égales des hommes. La femme, pour faire carrière, doit se battre encore plus. Elle se crée une forme de carapace et, de ce fait, n'est plus elle-même. J'ajouterais que même s'il y a des degrés d'égoïsme et de fainéantise chez chacun d'entre nous, je pense que chez les hommes, ils sont assez élevés. Ils ont tendance à penser à eux en premier lieu. Dans toute cette histoire d'inégalité, je sais aussi que nous devrions nous remettre en question. Nous nous plaignons, mais si nous élevons nos petits garçons dans l'idée qu'ils valent mieux que les filles, il ne faut pas s'étonner du résultat. »



« Peur des femmes avec un salaire supérieur »

MALIKA, 42 ANS, INFIRMIÈRE, D'ORIGINE ALGÉRIENNE

► « JE PENSE QUE LES MAGHRÉBINS qui sont nés et ont grandi au Maghreb (en Algérie, et plus précisément en Kabylie) ont plus de respect pour les femmes que ceux nés en France. Ils ont gardé les valeurs transmises par leurs parents : se marier avec une femme qui a elle aussi des principes et construire un foyer. En revanche, ceux qui ont grandi en France ont perdu ces notions. Je parle, bien sûr, des hommes de ma génération. Ils préfèrent rester dans la consommation du sexe. Construire un foyer avec celles qui ont socialement réussi leur fait peur. Surtout lorsque notre salaire est supérieur au leur. Ils ne peuvent pas le supporter. Envisager une relation avec nous est alors vécu comme de la castration. C'est pour cela qu'ils vont souvent chercher une épouse au bled. »



« Considérées comme inférieures »

FANNY, 30 ANS, BOULANGÈRE, D'ORIGINE CONGOLAISE

► « MON AVIS SUR LES HOMMES se base sur ce que j'ai vécu avec mon père et mes frères. Ils respectent beaucoup les femmes. Moi, ils m'ont toujours traitée comme leur égal et avec considération... mais il fallait avoir du répondant! Je crois néanmoins que d'une manière générale, à quelques exceptions près, ils nous considèrent comme inférieures. »

« À nous de faire un travail sur nous-mêmes! »

AISSATOU, 44 ANS, AIDE SCOLAIRE, SÉNÉGAL

► « ON PEUT TRÈS BIEN VIVRE SANS EUX. Encore aujourd'hui en 2015, beaucoup d'hommes se croient supérieurs aux femmes. Il y a quelques exceptions bien sûr. Mais, si l'on se réfère, par exemple, à la candidature de Ségolène Royal à l'élection présidentielle en France en 2007, on voit bien qu'il reste du boulot. Cependant, c'est à nous de commencer à faire un travail sur nous-mêmes. Au Sénégal, on met les garçons sur un piédestal dès leur plus jeune âge. Les tâches ménagères, ce n'est pas pour eux! Et ce sont les mamans qui les élèvent comme ça. Elles devraient leur inculquer la notion d'égalité hommes-femmes. »

« On paye le prix de notre indépendance »

BTISSAM, 32 ANS, RESPONSABLE À L'EXPORT, D'ORIGINE MAROCAINE

► « PEUT-ÊTRE QUE, autrefois, ils subvenaient aux besoins de la famille, étaient présents, se sentaient responsables d'un foyer et ne pouvaient abandonner femme et enfants. La femme a voulu être indépendante financièrement, obtenir des diplômes, exercer des postes à responsabilité et aujourd'hui, elle en paie le prix et se retrouve seule. Les hommes sont perdus face à leurs propres devoirs. Devant les difficultés, ils ne se gênent pas pour montrer leur lâcheté. Je fais d'eux un portrait peu glorieux mais avant, ils étaient fiers et courageux. On pouvait se reposer sur leurs épaules. Malheureusement, aujourd'hui, ils ne sont plus guère nombreux... » ■

LAUREEN KOUASSI-OLSSON EN MODE B TO B

Elle a été marquée par son expérience chez Lehman Brothers, à Londres. Cette Ivoirienne est aujourd'hui directrice d'investissement chez Amethis Finance, un fonds spécialisé sur l'Afrique. Depuis Paris, où elle est basée, elle souhaite mettre son expérience au service des jeunes entrepreneurs de son continent.

par **Dounia Ben Mohamed**

Son jeune âge, son apparente douceur et son calme sont trompeurs. Laureen Kouassi-Olsson est une femme déterminée qui a très tôt découvert sa raison d'être. Elle grandit dans une Côte d'Ivoire encore vitrine de l'Afrique de l'Ouest, ce qui éveille très tôt en elle la fierté d'appartenir non seulement à cette nation mais aussi au continent africain. « Je suis née et j'ai été élevée à Abidjan, pendant l'âge d'or de mon pays, à une époque où nous vivions sans nous en rendre compte sur les vestiges du miracle ivoirien », raconte-t-elle en préambule de son récit. Cette prise de conscience progressive d'un essor économique révolu, la multiplication des plans d'ajustements structurels dans les pays de la sous-région et la volonté d'échapper à la fatalité d'une crise économique ont suscité une vocation : œuvrer au développement économique de son pays et de son continent en favorisant les investissements étrangers. « En somme, jouer le rôle d'un pont financier entre l'Europe et nos économies africaines. »

En attendant, elle passe son adolescence dans un milieu très imprégné de culture française, et poursuit ses études dans des écoles privées. Elle décroche son bac alors que le pays est confronté à ses premiers troubles sociopolitiques et qu'éclate le premier coup d'État. « Cet événement m'a profondément marquée et m'a fait réaliser que mon avenir ne pouvait être confiné à la Côte d'Ivoire. Il me fallait m'ouvrir à d'autres horizons afin de jouer au mieux ce rôle de trait d'union. »



Laureen Kouassi-Olsson part donc suivre des études supérieures en France, en classes préparatoires à HEC. « Suivent alors deux années d'une vie monacale avant que j'intègre l'EM Lyon, troisième meilleure grande école de commerce française. » Elle y fait une découverte déterminante pour sa carrière : le monde de la finance. « Une grande révélation. Ces études supérieures ont suscité en moi l'envie d'acquérir une expertise dans les domaines de l'évaluation d'entreprise mais également dans le conseil financier. » Naît alors un intérêt pour le monde feutré des banques d'affaires et des fusions-acquisitions. Elle s'envole pour Londres, la Mecque de la finance. « Durant l'été 2005, je rejoins la banque d'affaires Lehman Brothers à Londres, dans la division fusions et acquisitions. Nous sommes en pleine bulle spéculative. J'adore ! Je me rêve *golden girl*. » Aussi, quand la banque lui offre un poste, elle accepte aussitôt. « J'avais ma première offre d'emploi avant même d'avoir fini mes études ! »

CRISE DES SUBPRIMES

Les premières années, Laureen s'intègre parfaitement et gravit les échelons, jusqu'en 2007 et la crise des subprimes. « On assiste petit à petit à l'effondrement d'un système. Finalement, je démystifie ce monde qui m'avait fait tant rêver, et je réalise que le temple de la finance, qui m'avait jusqu'alors façonnée et auquel j'étais si fière d'appartenir, n'était qu'un colosse aux pieds d'argile. » Laureen s'accroche alors que les licenciements se multiplient autour d'elle. « Je travaille jour et nuit, je n'ai pas le choix dans un environnement où seuls les meilleurs survivent. Je m'interroge alors de plus en plus sur mes rêves et mes ambitions de petite fille, enfouis sous cette vie de *golden girl* qui m'aspire. Ma Côte d'Ivoire, mon Afrique sont si loin... » Aussi, le séisme financier marqué par l'effondrement de Lehman Brothers le 15 septembre 2008 offre à Laureen l'opportunité de reprendre son destin en main et de revenir à ses objectifs. « Finalement, cette faillite est la meilleure chose qui me soit arrivée. Ce fut une renaissance. Tel un phénix, j'abandonne le monde de la finance londonienne pour celui de la finance africaine. » Du coup, plutôt que de rejoindre ses anciens collègues sur le marché du travail, elle fait jouer son carnet d'adresses et intègre bénévolement une structure spécialisée dans la titrisation de produits de dettes d'entreprises et d'États africains. L'opportunité, enfin, de faire « plus d'Afrique ». « Je voyage à travers le continent et le découvre dans sa réalité et sa diversité et je me familiarise avec la variété de ses problématiques macroéconomiques ! »

D'autant qu'une rencontre la rapproche de sa vocation. « Je croise le chemin des équipes de Proparco, filiale de l'Agence française de développement, et je me passionne pour l'activité de cette formidable institution qui joue un rôle significatif dans le développement du continent. Je veux la rejoindre, je postule et suis embauchée à l'issue d'un processus très

sélectif. Mon rêve se réalise enfin. » En octobre 2009, elle est intégrée en tant que chargée d'affaires à la division banques et marchés financiers de Proparco, où elle est en charge de la structuration d'investissements dans des institutions financières du continent. Elle parcourt l'Afrique et travaille sur des opérations de financement pour le compte d'institutions bancaires, de groupes d'assurances et de sociétés financières de renom. Elle acquiert ainsi une expertise dans le domaine du capital-investissement et des services financiers.

NOUVEAU CHALLENGE

Forte de cette riche expérience, elle répond à l'appel des directeurs généraux de Proparco, qui quittent l'institution pour fonder Amethis Finance, en collaboration avec la compagnie Benjamin de Rothschild. Le challenge est de taille : elle devient directrice d'investissement de ce fonds basé à Paris et spécialisé sur l'Afrique, et a en charge sa stratégie dans le secteur financier, qui a vocation à représenter 50 % de l'activité de la société. « C'est un challenge énorme mais en totale adéquation avec mon parcours, mon bagage technique et mes ambitions professionnelles. »

La jeune femme se définit parfois avec amusement comme « une interprète des mentalités ». Durant des transactions complexes, elle doit défendre les intérêts d'Amethis et d'investisseurs internationaux tout en œuvrant à la création de valeurs à long terme pour des entreprises africaines. Laureen atteint ses objectifs tout en participant activement au développement d'Amethis. Elle a notamment mené la structuration d'un véhicule d'investissement incorporé en Côte d'Ivoire et permettant de drainer l'épargne locale en direction du financement des entreprises privées des zones UEMOA et Cemac, « Amethis West Africa ».

Et elle nourrit déjà de nouveaux projets. « Je souhaite mettre mon expérience du *private equity* au service des jeunes entrepreneurs et start-up de notre continent afin de les aider à attirer des investisseurs et des capitaux, à se développer, à devenir les champions africains de demain. » Et d'ajouter : « Dans dix ans, je considérerai que je me suis totalement accomplie quand j'aurai réussi à créer, avec d'autres Africains, une structure qui œuvre au développement pérenne du tissu économique de notre continent mais également à son rayonnement culturel à l'échelle internationale. Ce fonds d'investissement panafricain serait doté de sa propre fondation centrée sur la promotion de l'art contemporain et de nos créateurs. Il nous appartient maintenant de dessiner notre Afrique de demain, et nous sommes suffisamment nombreux pour y arriver. » L'Afrique, elle la voit au féminin, jeune et dynamique. Tout comme elle, en somme. « Je ne me considère pas comme une Ivoirienne mais comme une citoyenne de l'Afrique, une "Afropolitaine". » Et plus que jamais un trait d'union entre la jeune Afrique et le Vieux Continent. ■

AM INTERNATIONAL RECRUTE

LE GROUPE AM INTERNATIONAL (AMI) est une entreprise média, editrice des bimestriels AM, « Afrique Magazine », AMB, « Afrique Méditerranée Business », de leurs hors-séries, numéros spéciaux et sites Internet associés. Nous sommes également présents dans le domaine du conseil (communication, création, graphisme), de l'édition, de la publicité, de la régie, de l'événement et du développement des activités numériques. Dans ce cadre, nous sommes engagés dans la construction d'un pôle commercial dynamique et ambitieux.

Et nous sommes à la recherche des profils suivants :

UN DIRECTEUR COMMERCIAL ET DU DÉVELOPPEMENT H/F

Nous recherchons un **directeur commercial et du développement**.

Sa mission :

- Structurer et diriger la fonction commerciale ;
- Développer le chiffre d'affaires ;
- Rechercher de nouvelles zones de croissance.

Le directeur commercial et du développement dirige une équipe qu'il contribue à renforcer et intègre le comité de direction du groupe.

Les candidats, hommes ou femmes, devront être ambitieux, motivés, disponibles pour voyager fréquemment. Ils devront disposer d'une solide expérience en matière commerciale et de management. La pratique de l'anglais professionnel est indispensable. La pratique d'autres langues et une expérience en Afrique seraient des atouts sérieux.

Le poste est basé à Paris.

Rémunération motivante : fixe (55K€ brut) + variable à négocier selon profil.

Poste à pourvoir dès que possible.

DES CHARGÉS DE MISSIONS INTERNATIONALES H/F

Nous recherchons des **chargés de missions commerciales internationales** de niveau confirmé.

Leurs objectifs :

- Développer le chiffre d'affaires de l'entreprise ;
- Préparer, organiser et mener de manière autonome des missions commerciales sur le terrain ;
- Participer à l'élaboration de la stratégie commerciale globale de l'entreprise.

Les candidats, hommes ou femmes, devront être motivés, curieux, ambitieux, dotés d'un fort tempérament commercial. Ils ont le sens des responsabilités. Ils devront disposer d'une bonne formation commerciale et d'une première expérience professionnelle significative.

La pratique de l'anglais est indispensable. La maîtrise

d'une langue supplémentaire (arabe, portugais, espagnol...) serait un atout très appréciable.

Tout comme une expérience africaine de terrain. Le poste est basé à Paris.

D'autres localisations en Afrique sont envisageables. Rémunération motivante : fixe (35K€ brut) + variable à négocier selon profil.

Postes à pourvoir dès que possible.

DES CHEFS DE PUBLICITÉ FRANCE/EUROPE H/F

Nous recherchons des **chefs de publicité France/Europe** de niveau confirmé.

Leurs objectifs :

- Développer le chiffre d'affaires des publications : vente d'espaces publicitaires sur les titres du groupe et déclinaisons Internet sur la zone France/Europe ;
- Explorer et concrétiser le développement d'un chiffre d'affaires hors presse : conseil, édition, conseil, communication...
- Participer à l'élaboration de la stratégie commerciale globale de l'entreprise.

Les candidats, hommes ou femmes, devront être motivés, dotés d'un fort tempérament commercial. Ils ont le sens des responsabilités. Ils devront disposer d'une bonne formation commerciale, d'une connaissance des circuits commerciaux, de la vente d'espaces et d'une expérience professionnelle significative dans le domaine de la publicité et de la régie.

La pratique de l'anglais est indispensable. La maîtrise d'une langue supplémentaire (arabe, portugais, espagnol...) serait un atout appréciable.

Le poste est basé à Paris.

Rémunération motivante : fixe (35K€ brut) + variable à négocier.

Postes à pourvoir dès que possible.

•
Merci d'envoyer vos candidatures à :
AM International, 31 rue Poussin, 75016 Paris,
ou par e-mail :
assistante@afriquemagazine.com



BEAUTIFUL
LIEFRIVENDEN

LAICAN
L'ÉCRITURE

KOYO KOUOH L'«ARTIVISTE»

La dame de Douala est à la tête d'une galerie dakaroise. Elle suscite le débat et fait rimer création contemporaine et pouvoir. Retour sur le parcours d'une commissaire d'exposition influente.

par **Sabine Cessou**

Née à Douala, Koyo Kouoh a été éduquée dans une famille de femmes « où les hommes sont les illustres absents », dit-elle. Élevée par sa grand-mère Koyo, son homonyme, elle a appris auprès de cette « battante, qui était indépendante et très curieuse » à être forte et ne pas se laisser faire. À l'âge de 13 ans, elle a suivi ses parents dans leur émigration en Suisse, où elle a étudié l'administration bancaire à l'École de commerce de Zürich, avant de bifurquer. « J'ai compris très tôt que je ne m'épanouirais pas dans la recherche du profit ou l'exploitation de l'autre », explique-t-elle.

Comment est-elle tombée amoureuse de l'art ? « J'ai toujours été sensible à la littérature, au très grand pouvoir des mots, à la beauté incisive de la poésie. » À son arrivée dans la Confédération helvétique, elle prend des cours intensifs d'allemand avec un professeur féru de belles lettres. Il lui apprend sa langue en lui faisant lire tout Thomas Mann... Elle rêve d'écrire un jour et, dès l'adolescence, elle se nourrit de musées, d'expos, de films et de livres, sans oublier la musique des années 1980. « J'étais accro à Prince. J'écoutais du hip-hop, mais aussi de l'opéra parce que j'adore Maria Callas », se souvient-elle.

Son apprentissage se fait de manière aussi autodidacte qu'éclectique. « Après avoir ingurgité les différents courants philosophiques, l'impressionnisme, le cubisme, le surréalisme, je me suis intéressée à l'art contemporain des années 1960 et 1970. Je ne ratais pas une expo et je vivais à Zürich dans un milieu artistique. En tant que jeune Africaine, dans ce monde occidental où j'avais l'impression d'être spectatrice d'une pièce où je n'avais pas de rôle, la conscience s'est révélée vers mes 20 ans de la nécessité d'un retour en Afrique. » Elle s'essaye au journalisme culturel et s'active dans une association qui fait la promotion du cinéma du continent noir en Suisse. En vue d'une rétrospective consacrée à Ousmane Sembène, elle part faire le portrait du cinéaste à Dakar et trouve la ville « tellement irrésistible » qu'elle tombe sous le charme. La jeune Koyo se sent « panafricaine de toutes ses fibres », mais aussi une fille des villes « à 100 % Douala » et une Africaine « qui n'a pas de village ». Elle débarque donc en 1996 à Dakar et démarre sa nouvelle vie au Sénégal.

UN ESPACE DE CONVERSATION, DE RÉFLEXION, D'EXPOSITION ET DE RÉSIDENCE

De fil en aiguille, elle devient coordinatrice des arts et de la culture à l'institut de Gorée (1998-2002), puis commissaire indépendante lors des Biennales de Bamako en 2001 et 2003, avant d'être conseillère culturelle pour l'ambassade américaine au Sénégal (2003-2008). Elle a ouvert en 2011 un centre d'art à Dakar : Raw Material Company (Compagnie de la matière première). Elle a transformé avec ses fonds personnels une villa du quartier résidentiel de la Sicap-Amitié en lieu chic et trendy, situé au cœur de la capitale. Avec ses murs extérieurs vert kaki, l'endroit, doté d'une bibliothèque bien fournie, constitue un espace de conversation, de réflexion, d'exposition et de résidence, ouvert aux artistes de tous les continents.

Koyo Kouoh est aussi sollicitée à Londres, New York, Moscou et, dernièrement, à Bruxelles, au centre d'art contemporain Wiels, pour l'exposition collective « Body Talk » qui s'est déroulée du 14 février au 3 mai (voir *Portfolio*, p. 126). Un projet tiré des dialogues permanents qu'elle entretient avec différents créateurs, « dans un monde où les frontières entre le travail et l'amitié sont très fluides ». « Body Talk » est née de ces échanges et de son regard privilégié sur l'œuvre de certaines artistes qu'elle a réunies dans la capitale belge pour parler des expériences de femmes africaines, de la notion de corps, de féminisme et de sexualité.

« Ces questions dans le contexte africain m'ont toujours intéressée, parce que le corps est un outil politique. Celui de la femme en particulier. C'est un site de domination, de contestation et surtout un lieu de crime toutes les trois minutes selon les dernières statistiques mondiales. Et il n'y a pas encore eu beaucoup d'expositions sur ce sujet. Au



L'affiche de l'exposition « Chronique d'une révolte » qui s'est tenue en 2012. Et, ci-contre, page d'accueil du site de sa galerie.



centre Wiels, il a été possible de l'aborder sans tomber dans le pathos, en montrant différentes disciplines pour abstraire l'idée du corps. » On redécouvre ainsi Billie Zangewa, une artiste née au Malawi et basée en Afrique du Sud, avec ses mises en scène de sa propre vie sur des tableaux de soie. « Son personnage est un ersatz de toutes les femmes africaines qui veulent bien se reconnaître en elle, explique Koyo Kouoh. Des femmes d'une émancipation et d'une liberté sans concession. »

UNE COMMISSAIRE QUI « SECOUE LE COCOTIER »

Elle est devenue l'une des commissaires du continent qui comptent sur la carte mondiale de l'art contemporain, aux côtés du Nigérian Okwui Enwezor, basé à Munich, et du Camerounais Simon Njami, à Paris. Elle estime que « l'art est politique, même si les gouvernements et les sociétés africaines ne le perçoivent pas comme tel ». L'important pour elle commence à la base : « L'artiste doit être reconnu comme le cordonnier ou l'enseignant pour son rôle dans la construction de la société. » Elle fait partie, avec Bisi Silva au Nigeria, d'une nouvelle génération de femmes qui montent des centres dédiés aux beaux-arts et n'hésitent pas à provoquer des débats dans leurs sociétés.

En 2012, elle a ainsi organisé l'exposition « Chronique d'une révolte : photographies d'une saison de protestations », autour des émeutes de 2011-2012 à Dakar contre le projet de



Une des salles du centre d'art Raw Material Company à Dakar, au Sénégal.

modification de la Constitution par le président de l'époque, Abdoulaye Wade. Une autre, présentée dans le cadre du off de la Biennale des arts de Dakar en mai 2014, « Imagerie précaire : visibilité gay en Afrique », qui déployait des portraits d'homosexuels africains, n'a pas manqué de faire polémique. Une bande de jeunes a caillassé les murs de la Raw Material Company. Un article particulièrement mal informé du *Monde* avait déformé l'affaire en l'exagérant : le quotidien français avait évoqué une censure étatique qui n'a jamais réellement existé, puisque Koyo Kouoh avait décidé elle-même de suspendre l'exposition le temps de faire un voyage de dix jours. Elle jugeait que son équipe n'était pas à même de gérer l'émotion que cet événement suscitait. Aux yeux de Simon Njami, Koyo Kouoh a bien fait de « secouer le cocotier, en faisant cette exposition qui n'avait rien d'évident, dans une société à 95 % musulmane ».

L'IGNORANCE « SIDÉRANTE » DE L'OCCIDENT SUR L'AFRIQUE

Comment se vit-elle au Sénégal, en tant que Camerounaise ? « Les sociétés africaines islamisées ont un niveau d'inhibition plus élevé, dit-elle. L'Afrique centrale est un peu plus libre et plus directe. C'est culturel. Je suis vraiment convaincue, de plus en plus, que la topographie et l'environnement influent sur les mentalités. Un montagnard n'est pas un côtier et un forestier n'est pas un homme de la savane. Quoi qu'il en soit, le patriarcat est actif depuis tant de siècles que les

femmes semblent avoir oublié qu'elles ont des forces et du pouvoir, une sorte de "savoir qui s'ignore" pour paraphraser Lacan. D'ailleurs, il me paraît archifaux de penser que la femme occidentale est plus émancipée que la femme africaine... »

De son point de vue, trop de femmes vivent encore, partout, des réalités qui restent « extrêmement archaïques et réactionnaires ». D'où la nécessité, pour elle, de se « reconnecter avec ce savoir profond et féminin, que je ressens au fin fond de moi ». Koyo Kouoh a réglé depuis longtemps la question de l'image qu'on peut lui renvoyer en Europe ou aux États-Unis de la femme africaine. « Je me mets toujours au-dessus de la bêtise, des fantasmes ou des délires. Je m'extrait complètement de ce type de regard, qui ne m'atteint pas. En revanche, ce qui m'énerve, c'est qu'après plus de mille ans de contacts avec le continent, les Européens doivent encore être éduqués sur les connaissances les plus basiques au sujet de l'Afrique ! C'est quand même grave ! On doit tout leur apprendre – ce qui prouve qu'il n'y a aucune considération réelle pour nous. » L'art est sans doute l'un des outils les plus précis pour démonter ce type de mécanique – sans oublier pour autant de pointer les responsabilités africaines. Koyo Kouoh enfonce le clou : « Nos dirigeants ne comprennent toujours pas ce jeu de dupes et continuent à se vendre tous les jours au plus offrant, au détriment d'une vraie construction et réinvention de ce coin du globe béni que tout le monde nous envie, mais dont nous ne faisons pas grand-chose. » ■

Feriel Ben Mahmoud

« J'ai la passion du réel »

Elle est réalisatrice et écrivain, fascinée par l'histoire. À l'occasion de la sortie en mars dernier de son documentaire *La Révolution des femmes, un siècle de féminisme arabe*, un de ses sujets de prédilection, cette Franco-Tunisienne nous parle de la longue lutte pour l'égalité des sexes, du Maghreb au Machrek.

Propos recueillis par **Jean-Michel Denis**



Tahar Haddad (1899-1935), syndicaliste tunisien qui prônait l'émancipation de la femme et l'abolition de la polygamie dans le monde arabe.



*En haut, une image tirée du film égyptien Hikayat Hob (1959).
Ci-dessus, Huda Sharawi (au centre), issue de la haute société cairote, décida, en 1923, de ne plus porter le voile. Un geste au retentissement international.*

Ce mercredi 4 mars, dans la grande salle comble de l'Institut du monde arabe de Paris, applaudissements nourris et youyous nombreux accueillent la fin de la projection de *La Révolution des femmes, un siècle de féminisme arabe*.

Feriel Ben Mahmoud, sa réalisatrice, en reste un peu abasourdie. Et pourtant, ce documentaire, diffusé le lendemain sur France 3, puis sur la télé suisse romande le 19 avril, avant d'être présenté à de nombreux festivals, le vaut bien ! Regard qui se tient à mi-chemin de l'engagement et de la distanciation, sobre commentaire dit par l'actrice Rachida Brakni, beau montage qui aborde avec cohérence et clarté ce sujet ô combien complexe qu'est la longue lutte, parfois douloureuse et trop souvent méconnue, des femmes du monde arabe pour leurs droits. Une étape de plus sur le parcours déjà riche de cette documentariste majeure, de cette Franco-Tunisienne de 39 ans, originaire

de Sidi Bou Saïd, qui se destinait initialement à devenir historienne. De ses études, elle a gardé cet amour du passé à exhumer et à interpréter, mais elle ne dédaigne pas le temps présent comme en témoignent trois longs-métrages sur la condition des Tunisiennes. Sa seule constante : le travail sur les images animées du cinéma (une dizaine de films à son actif) comme sur celles, figées, de beaux livres (au nombre de cinq, tous publiés aux éditions Place des victoires) qu'elle conçoit entre deux tournages.

AM : Vous étiez doctorante en histoire, à Paris. Comment en êtes-vous arrivée au cinéma ?

Feriel Ben Mahmoud : Après une maîtrise d'histoire et un DEA à Sciences-Po Paris, je voulais rédiger une thèse sur la Libye. Et dans ce cadre, j'avais été amenée à visiter une ville-oasis, appelée Ghadamès, dans ce triangle formé par les frontières libyennes, algériennes et tunisiennes. Je suis tombée amoureuse de cette splendide cité berbère et j'ai eu envie de conter son histoire dans un film documentaire. J'ai



Ci-dessus, manifestation à Tunis le 13 août 1956, jour de la promulgation du Code du statut personnel (CSP). Ci-contre, des Tunisiennes défilent pour célébrer le 57^e anniversaire de la signature du CSP.



Ci-dessous, l'Égyptien Qasim Amin (1865-1908), un des premiers chantres de la cause féministe au Moyen-Orient.



*Toutes les photos figurant sur les pages 100 et 101 sont extraites du film **La Révolution des femmes, un siècle de féminisme arabe.***

fait appel à une de mes tantes, Hanane Ben Mahmoud, qui avait été première assistante sur de nombreuses productions internationales en Tunisie et sur les premiers films de Férid Boughedir. Elle m'a appris les bases techniques. *Ghadamès, la perle du Sahara* a été produit par France 5 et diffusé en 2002. J'ai, du coup, abandonné mon doctorat d'histoire!

Mais pourquoi le documentaire ?

C'est l'histoire qui m'a amenée au documentaire. J'ai commencé par des films historiques mais j'ai aussi la passion du réel. Ou plutôt du « cinéma direct », pour reprendre une expression chère à Jean Rouch notamment. Ne pas filmer la réalité telle quelle, objectivement mais mettre en situation, placer sa caméra et filmer les gens face à cette situation. Il est vrai que j'ai suivi, en 2004, une formation passionnante

dans les Ateliers Varan, à Paris, qui avaient été fondés précisément par Jean Rouch.

Parallèlement, vous menez un travail sur le Maghreb d'antan avec ces très beaux livres que sont notamment *Tunisie, un siècle d'images (1857-1956)* ou *L'Algérie au temps des Français, un siècle d'images (1850-1950)*...

Ce qui m'intéresse, c'est la diversité des regards et des images – photos, dessins, cartes postales, caricatures... – créés et véhiculés à cette époque. L'ouvrage sur l'Algérie

« Le problème du statut des femmes dépend

donne aussi à voir la rencontre des peuples qui ont fait ce pays à l'époque coloniale et dont la confrontation fut chargée d'inégalité, de racisme, de violence, mais aussi riche de contacts et d'échanges. Dans *Tunisie, un siècle d'images*, je remonte plus loin dans le temps, à 1857, date du pacte fondamental. Je voulais montrer que la Tunisie avait entamé de grandes réformes, aboli l'esclavage, rédigé une Constitution... avant la conquête française. Et qu'il y a une continuité entre cette première Constitution, la première du monde arabe, qui est adoptée en 1861, et la dernière, issue de la révolution de 2011.

Vous avez aussi publié *Voyage dans l'empire colonial français en 2007*. Pourquoi la période coloniale vous intéresse-t-elle à ce point ?

Pour cette rencontre fascinante entre l'Orient et l'Occident et, probablement, parce que j'en suis le produit. Mon père est tunisien, lui-même fils de Nouredine Ben Mahmoud, célèbre journaliste nationaliste qui s'est battu contre la colonisation française, et ma mère française. Mon autre grand-père est un métis anglo-franco-vietnamien. Quant à moi, j'ai la double nationalité. Et je tiens à cet entre-deux, je refuse de choisir entre mon identité française et tunisienne.

Deuxième sujet d'importance dans votre œuvre, les femmes et le féminisme arabe. Ce qui est intéressant dans votre dernier documentaire, c'est qu'il montre que ce combat commence assez tôt, dès le début du XX^e siècle...

Montrer ce courant réformiste et moderniste au Proche-Orient et au Maghreb peu connu des Européens et même des Arabes – notamment les jeunes – était précisément une des choses qui me tenait à cœur dans ce film. Je présente les Égyptiens Qasim Amin ou Huda Sharawi, un des éléments moteurs de la vie associative de l'entre-deux-

guerres qui fonde l'Union féministe égyptienne en 1923 et qui, à la même époque, décidera, au grand dam des conservateurs, de ne plus porter le voile et de mener le combat politique à visage découvert. Ou encore cette extraordinaire figure qu'est le Tunisien Tahar Haddad qui revendique, entre autres, pour les femmes de son pays, le droit de poursuivre leurs études, la protection juridique contre la répudiation, la fin de la polygamie ou l'égalité dans l'héritage. Et l'on est dans les années 1920 ! Actuellement, les intégristes affirment que la femme émancipée est une expression de la modernité sulfureuse, une « perversion » occidentale qui entraînerait la perte de notre identité musulmane. Or, la vie, le personnage même de Tahar Haddad est un démenti cinglant à ces affirmations : originaire du Sud, il était syndicaliste, arabo-phonie et diplômé de l'université Zitouna de Tunis, haut lieu de l'enseignement supérieur islamique ; il estimait que l'islam n'était absolument pas opposé à l'émancipation des femmes !

Pourtant, comme le montre votre film, ces idées progressistes vont peu à peu être mises sous l'éteignoir...

L'histoire n'est pas un continuum. Il y a des ruptures, des va-et-vient. Regardez les conservateurs en Espagne qui, en 2014, ont essayé de revenir sur la loi sur l'avortement ! La régression des idées féministes dans le monde arabe débute avec la Guerre des 6 jours, en 1967. Cette défaite des pays modernisateurs et « socialisants » – Égypte et Syrie notamment, où une certaine liberté de mœurs se manifestait dans un contexte de régime autoritaire – face à Israël va créer une terrible onde de choc en Orient qui permettra aux conservateurs de reprendre la main et de fustiger le panarabisme, l'émancipation des femmes et de prôner le retour aux valeurs religieuses. Et ce, bien avant la montée du wahhabisme.

« Le pétrole est l'ennemi des femmes », dit dans le film le politologue Ghassan Salamé. C'est la seconde cause de cette régression ?

Tout à fait. Car l'irruption des pays du Golfe, et en particulier de l'Arabie saoudite, sur la scène énergétique mondiale dès les années 1960 aura pour conséquence la propagation du wahhabisme et de l'intégrisme le plus radical. Cette idéologie va se répandre dans le monde arabe, en particulier par le biais du financement de ces chaînes satellitaires religieuses qui prolifèrent à partir des années 1990 et qui inondent les nations musulmanes. Elle sera aussi véhiculée et diffusée en particulier par les milliers d'Égyptiens partis travailler dans le Golfe.

Ainsi, la Tunisie, le pays arabe qui a promulgué, en 1956, le Code du statut personnel [abolition de la polygamie, création d'une procédure judiciaire pour le divorce, fixation de

SES LIVRES

- 2012 *Tunisie, un siècle d'images* (1857-1956)
- 2009 *L'Algérie au temps des Français, un siècle d'images* (1850-1950)
- 2008 *Le Voyage en Orient, de l'« âge d'or » à l'avènement du tourisme* (1850-1930)
- 2007 *Voyage dans l'empire colonial français*
- 2005 *Bat' d' Af, la légende des mauvais garçons*



étroitement du contexte politique. »

l'âge minimum du mariage à 17 ans pour les femmes, ndr], celui qui se montre le plus en pointe en matière d'égalité des sexes, va parfois faire figure de nation décadente dans les discours des prédicateurs extrémistes! Ajoutez à cela le musellement par les régimes autoritaires de l'intelligentsia du Maghreb et du Machrek face à ce déferlement islamiste et vous obtenez le résultat actuel.

À en juger par l'exemple des pays du Golfe, de l'Égypte ou de la Syrie, la question féministe serait donc intrinsèquement liée à la question de la démocratie ?

En effet. Le problème du statut des femmes dépend étroitement du contexte politique. La question de la démocratie pose la question de l'égalité des sexes. Or, au Moyen-Orient, il n'y a pas de justice sociale, pas de structure démocratique... Ghassan Salamé le dit dans mon film, faire avancer les droits de la femme, c'est faire avancer toute la société. Comment peut-on croire qu'un pays comme l'Arabie saoudite ne connaît pas une situation de blocage absurde quand il en vient à faire venir près de 500 000 travailleurs du Pakistan pour conduire les voitures des Saoudiennes qui sont interdites de volant? En revanche, Habib Bourguiba, le premier président tunisien, en son temps, avait très bien compris que le statut des femmes était au cœur d'une nation. Quand il instaure le planning familial, il aborde à la fois des questions vitales aux plans sanitaire, social, économique et démographique.

Et la question du sexe avec, en corollaire, la peur des hommes à cet égard, n'est-elle pas également au centre de la problématique arabe ?

Pas plus qu'elle ne le fut au cœur du monde occidental. Rappelons que le problème de la sexualité féminine s'est « débloqué » en grande partie, en Occident, avec les mouvements contestataires qui ont éclaté en mai 1968 et les années suivantes. Tous les acquis de l'Occidentale dans ce domaine

sont récents. On le sent actuellement de manière bien plus aiguë en Orient, c'est tout. L'acte de montrer ou de cacher son corps est on ne peut plus complexe et il ne faudrait pas le réduire à la seule histoire du voile, comme on le fait trop souvent en Europe, par exemple. Mais cette metteur en scène marocaine que j'interroge dans le film le dit bien : « Notre corps ne nous appartient pas. » Il est vrai que ce problème de la sexualité est crucial et reste à régler.

Vous finissez votre documentaire sur une note optimiste.

Vous croyez vraiment que les idées féministes parviendront à triompher de tous les blocages conservateurs ?

Je ne vois pas pourquoi je ne serais pas optimiste quand je surfe sur Internet et que je constate que des gens, de tous âges et des deux sexes, postent des choses positives sur la condition féminine. Regardez, par exemple, ce site appelé *The Uprising of Women in the Arab World*. On n'y voit pas seulement des personnes qui se prennent en photo avec des pancartes manifestant leur soutien à « la cause ». On y organise aussi des manifestations simultanément dans le monde : on y établit des fiches par pays où l'on précise le statut juridique des femmes. Toutes ces militantes nourrissent une belle espérance. Il y a, enfin, l'exemple tunisien qui me rend optimiste. Dans mon avant-dernier documentaire, *Tunisiennes, sur la ligne de front*, j'ai filmé pendant deux ans les transformations qu'a connues le pays depuis la révolution, la manière dont le droit des femmes était devenu un symbole et un enjeu politique. Elles n'ont pas

cédé aux pressions d'Ennahdha. La nouvelle Constitution de 2014 ne garantit-elle pas leurs acquis et n'établit-elle pas le principe de la parité dans les assemblées élues? Mais il y a tellement de variables – intérêts en jeu des pays du Golfe, des États-Unis, de l'Europe... – qu'il est difficile d'avoir une vision claire du futur des luttes féministes dans le monde arabe. ■

SES FILMS

2014

La Révolution des femmes, un siècle de féminisme arabe

2013

Tunisiennes, sur la ligne de front

2012

« Making of » et 20 audiovisuels pour le compte du Musée d'histoire de Marseille

2011

Tunisie, année zéro

2009

Les Enfants de la lune (coréalisé avec Nicolas Daniel)

2008

Oum Kalthoum, l'Astre de l'Orient (coréalisé avec Nicolas Daniel)

2005

Tunisie, histoire de femmes

2004

Ayyem Zamen, les jours lointains

2003

Foum Tataouine

2001

Ghadamès, la perle du Sahara

À 26 ans, la fille aînée du grand producteur de musiques africaines a repris les rênes du label de son père décédé fin 2013. Tout en restant fidèle à l'héritage, elle s'adapte aux nouveaux enjeux du marché.



La jeune femme a mis en œuvre un travail de numérisation de milliers d'enregistrements. Ici, dans ses bureaux parisiens.

BINETOU SYLLA SYLLART RECORDS, C'EST ELLE!

par **Seynabou Sall**

Sa vivacité d'esprit et son assurance vont de pair avec sa prestance et sa beauté. À la tête du label qui a propulsé Youssou Ndour, Salif Keita, Oumou Sangaré, Alpha Blondy – pour ne citer qu'eux – au rang de stars internationales, Binetou Sylla présente un aplomb et une confiance en elle innés et naturels. Ibrahim Sory Sylla, son père, a, en trente-cinq ans de carrière ou presque, en tant que producteur de musiques africaines et afro-latines, révélé les trésors musicaux du continent noir. Pendant africain de l'Américain John Hammond, le célèbre patron du label Columbia qui avait découvert Ella Fitzgerald, Count Basie, mais aussi Bob Dylan, Simon & Garfunkel ou

Bruce Springsteen, Ibrahim Sylla avait le nez et surtout les oreilles pour dénicher le petit détail qui différencie un chanteur d'un grand artiste. Le producteur et passeur d'émotions qu'il était raisonnait en termes de « carrière ». Et à en croire les parcours des Youssou Ndour et autres Alpha Blondy, il ne s'est pas trompé. Il a cru en ses artistes et s'est investi avec force et conviction pour que leur succès dépasse les frontières. Son objectif était de transmettre des émotions en faisant vivre le patrimoine musical africain. Une mission qu'il tenait à accomplir malgré la maladie qui l'a emporté en décembre 2013. Six mois avant sa disparition, comme un dernier baroud d'honneur, il rebaptise son label Syllart Productions, qui devient Syllart Records. Le producteur désigne

dans la foulée son épouse et sa fille aînée Binetou gérantes du célèbre label. La toute jeune directrice de Syllart Records venait alors d'entamer une thèse d'histoire. « Mon doctorat portait sur le rôle des élites et notables africains dans les processus d'administration coloniale au Mali. J'espère que je pourrai poursuivre sa rédaction après avoir stabilisé le business. » Celle qui se considère comme une militante de la culture africaine aurait pu sillonner les conférences du monde entier et intervenir en tant que spécialiste de l'Afrique. Au lieu de cela, aujourd'hui, ce sont les bars et les concerts qu'elle écume à la découverte de nouveaux talents, de nouvelles tendances. La vie en a décidé ainsi. Mais Binetou reste dans sa zone géographique de prédilection : l'Afrique. Et finalement, elle garde un lien avec sa passion pour l'histoire. En effet, quand la jeune femme parle de « patrimoine musical » à conserver et à faire connaître, c'est aussi une manière pour elle de parler de la mémoire du continent.

APPORTER DU SON NEUF

Pour autant, être à la tête de la société qui a lancé les carrières des grands noms de la musique africaine ne lui fait pas tourner la tête. Au contraire, la jeune directrice reste lucide. Les projets musicaux sont nombreux et cette course de fond ne fait que commencer : « Je cherche d'abord à restructurer et moderniser le catalogue, rebâtir la maison, répondre aux enjeux actuels comme la numérisation et les défis d'un marché du disque sinistré. Pour cela je m'appuie d'abord sur la richesse de nos titres et sur une politique de réédition. » Pour ce qui est de la production en tant que telle, Binetou Sylla a démarré sur les chapeaux de roue : « Je mets à jour tous les partenariats ainsi que mon réseau dans les différents pays africains. J'écoute également les artistes qui émergent. J'ai déjà des pistes bien précises sur le genre d'artistes à révéler. Mais d'abord je dois terminer le travail de mon père : deux albums à finir et sortir, ceux de Kekele et Kandia Kouyaté. En 2016, nous fêterons les 35 ans du label et j'espère produire mon premier artiste. Beaucoup de surprises en perspectives : notamment ouvrir nos sélections aux musiques urbaines, mais aussi à l'Afrique anglophone. »

Un deuxième projet d'envergure mobilise une partie de son emploi du temps extrêmement serré : la réhabilitation et la modernisation du studio d'enregistrement Bogolan. C'est le musicien et chanteur malien Ali Farka Touré qui a installé cet espace en plein Bamako aux débuts des années 2000. Lorsque l'artiste décède en 2006, Ibrahima Sylla décide de racheter ce lieu d'enregistrement mythique où de grands noms de la musique – tous continents confondus – sont venus : Amadou et Mariam, Dee Dee Bridgewater, Matthieu Chedid, dit « M », et même la musicienne et chanteuse islandaise Björk. Binetou Sylla prend toute la mesure de la responsabilité qui lui incombe et se considère comme la garante de l'œuvre de son père : « Je crois en ce lieu. Je mettrai toutes



La marque détient l'un des plus vastes catalogues et révèle les artistes du continent.



mes forces pour qu'il vive et reste cette passerelle entre les musiciens africains, européens ou d'ailleurs, et pour qu'il soit le socle de projets novateurs et visionnaires. Le studio vit et vivra encore longtemps tant que je serai là ! »

Afin de valoriser le patrimoine engrangé par son père, la jeune dirigeante a également mis en œuvre un travail colossal de numérisation de milliers d'enregistrements. Le label possède l'un des plus grands catalogues de musiques africaines et il est primordial pour Binetou Sylla que les jeunes générations sachent que de grandes œuvres musicales africaines ont existé. Pour cela, elle n'hésite à faire le DJ lors de soirées parisiennes : « Je considère que j'ai le devoir de promouvoir la richesse de notre patrimoine musical. Je suis une bonne connaisseuse des musiques du continent. J'avais aussi la chance d'être la fille d'un grand collectionneur de vinyles. Donc je me suis dit qu'il fallait que cette collection vive et soit diffusée... qu'elle soit partagée avec le plus grand nombre. La jouer en public est l'idéal. Voilà comment j'ai fait deux soirées dans Paris où je me suis retrouvée derrière des platines. C'est vraiment un luxe de jouer ces trésors. Et cela permet à plusieurs publics de se rencontrer. C'est faire vivre un patrimoine. »

Et aux incrédules qui émettraient des doutes sur cette succession, voici ce que Binetou Sylla répond : « C'est mon père qui m'a poussée et m'a donné sa bénédiction. Ce que les gens en pensent, je ne peux pas le savoir. Ce qui est sûr, c'est qu'on est dans un milieu dur et des inimitiés, il y en a beaucoup. Je me concentre sur mon travail. Ce qui m'importe moi en tant qu'Africaine, c'est la "bénédiction de mes parents" ». La messe est dite. ■



Tiguidanke Mounir Camara

« J'ai compris très tôt que l'effort paie »

Propos recueillis par **Célie de Lavarène**

Mannequin puis manager dans la mode enfantine aux États-Unis, elle a changé de cap en 2009 pour créer en Guinée sa société spécialisée dans l'extraction minière, dont elle est aujourd'hui PDG.

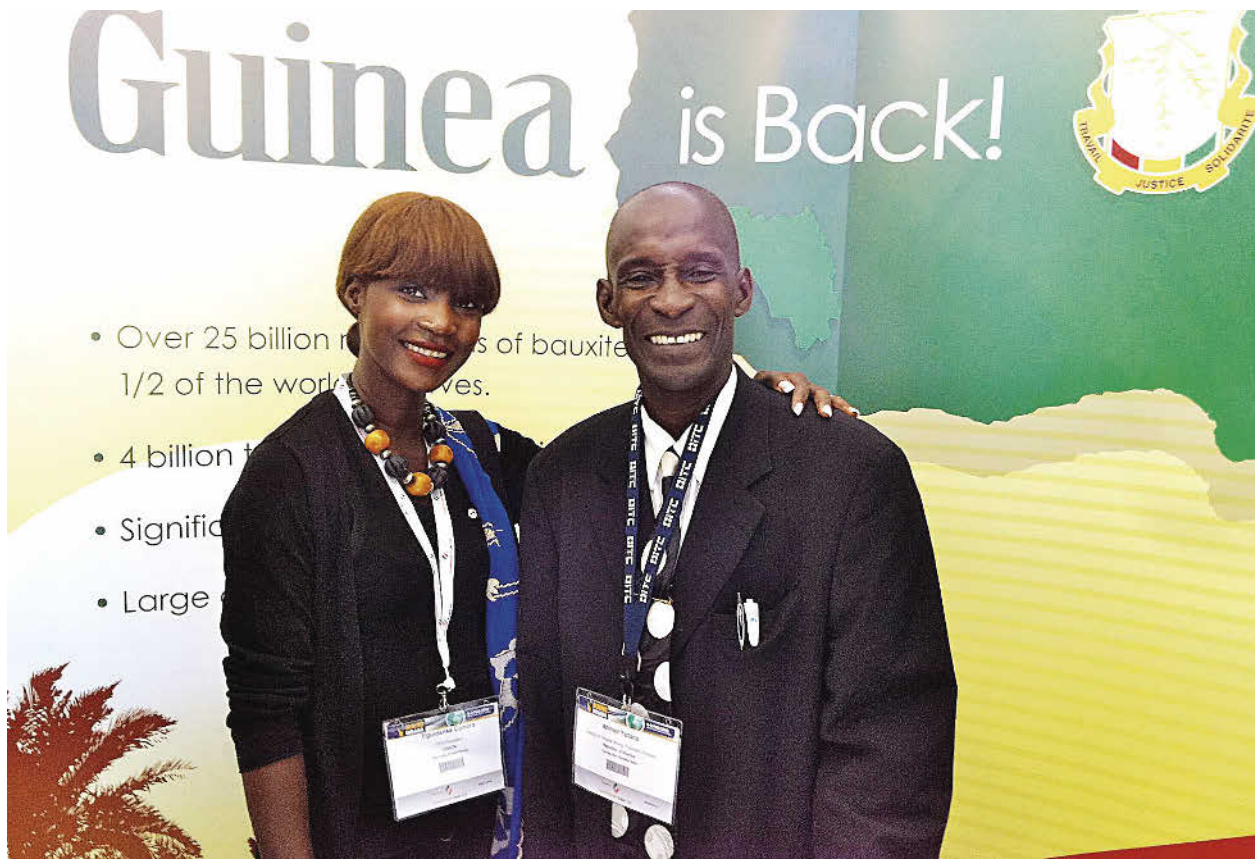
Elle est l'une des rares femmes à diriger un groupe dans le secteur minier. Issue du milieu de la mode, elle a fondé en 2009 sa compagnie, qui englobe Camara Diamond & Gold Trading Network (CDGTN), et Tigui Mining Group, basé à New York et à Conakry. Depuis, ses activités sont en plein essor : elle a acquis des licences d'exploitation, noué des partenariats avec des responsables du secteur en Afrique de l'Ouest, et envisage d'ouvrir de nouveaux bureaux au Ghana, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Parallèlement, elle a rejoint l'association Women in Mining International (WIM) dont elle a créé en 2013 une antenne en Guinée.

AM : Pourquoi avez-vous choisi le secteur minier, un domaine réputé difficile et hermétique aux femmes, surtout en Afrique ?

Tiguidanke Mounir Camara : Je suis convaincue que l'industrie des ressources minérales est en pleine expansion et qu'elle est le moteur principal du développement économique, non seulement de mon pays, mais de tout le continent. Je suis Africaine et je connais ses problèmes ainsi que ses besoins et son potentiel.

Combien de salariés compte votre entreprise ?

J'emploie une cinquantaine de personnes – principalement des locaux, en tant que saisonniers – et des conseillers, employés à temps plein – dont deux ou trois géologues qui nous guident car ils connaissent le terrain. Je suis obligée de m'entourer d'experts car je n'appartiens pas au secteur minier. Cela étant, j'essaie d'apprendre. Je participe à des forums, ce qui me permet de mieux comprendre. Je vais sur le terrain et je participe à tous les travaux. Aujourd'hui, lorsqu'un géologue vient me parler, je ne suis plus néophyte. Je sais combien de temps est nécessaire pour creuser un trou d'un mètre jusqu'au niveau qui permet de découvrir le minerai. Ce qui est le plus important pour nous, c'est de pouvoir repérer et définir les zones propices à l'extraction.



Ci-dessus, en 2012, avec un membre du Centre de promotion et de développement minier (CPDM) - un organisme guinéen - lors de la conférence Mining Indaba, organisée chaque année en Afrique du Sud.

En route pour prospecter un site d'extraction dans la région de Macenta, en Guinée, avec deux géologues de son équipe.

« Je veux créer un conglomérat autour des ressources naturelles et des entreprises de technologies innovantes. »

Comment vous définiriez-vous ? Quelle est la différence entre vous et d'autres investisseurs ?

Je suis une femme d'affaires mais, avant tout, et pardonnez-moi de le redire, je suis africaine. Les investisseurs étrangers, même s'ils ont de bonnes intentions, pensent d'abord au business. Il y a beaucoup de sociétés minières en Afrique, pourtant la plupart des habitants restent pauvres. Il faut se mettre à la place des villageois et faire en sorte que beaucoup de régions aient au moins le minimum pour vivre. Je veux pouvoir donner quelque chose à l'Afrique. J'ai fondé une entreprise de conseil, Tigui Mining Group, qui aide des compagnies étrangères à s'installer et à investir. J'ai en ce moment environ une dizaine de sociétés que j'essaie d'implanter sur le continent. Nous avons signé un partenariat avec des investisseurs étrangers. Ils ont besoin d'être rassurés quant à la sécurité de leurs placements et utilisent mes connaissances du terrain. En échange, je recherche leur expertise et un financement.

Que pensez-vous du sommet africain qui s'est tenu en août dernier à Washington ?

J'étais très heureuse lorsque le gouvernement américain a pris l'initiative d'organiser l'US-Africa Leaders Summit. Cela a servi de plateforme aux gouvernements et aux entrepreneurs africains. Ce forum a donné aux investisseurs étrangers l'opportunité de voir l'Afrique sous un autre angle que sous celui des conflits ou des maladies. Le monde, en général, pense que les Africains demandent toujours de l'aide. Ce forum a permis de présenter l'Afrique comme une terre d'opportunités. Les gouvernements africains sont venus dire aux Américains qu'ils étaient prêts à négocier avec les investisseurs étrangers. C'est réconfortant et encourageant.

Croyez-vous vraiment que l'Afrique soit une terre d'opportunités pour les investisseurs étrangers ?

Oui, Je le crois. Bien entendu, il est difficile d'inviter des investisseurs lorsqu'il y a des crises, qu'elles soient d'ordre sanitaires ou politiques, ou que le cours de l'or ou du diamant est en baisse. Depuis que j'ai créé ma société, l'économie a connu beaucoup de hauts et de bas. Et surtout, il y a eu Ebola. Dès que la situation sanitaire le permettra, nous irons sur le terrain.

Comment fonctionnez-vous financièrement ?

Quel est votre chiffre d'affaires ? Avez-vous réalisé des bénéfices ? Le gouvernement guinéen vous a-t-il aidé ?

Depuis le début, nous nous sommes autofinancés. Le gouvernement ne nous subventionnera pas. C'est à nous de trouver des fonds. Pour ce qui concerne les chiffres, je préfère attendre un peu avant de vous en donner. Ma compagnie détient des licences d'exploration mais pour aller plus loin, elle a besoin d'investisseurs étrangers, qu'ils soient français, anglais ou autres. En Afrique, dans le secteur minier, il faut être associé avec des locaux, soit au niveau gouvernemental

soit avec des entreprises comme la mienne. Une société étrangère ne pourrait pas venir travailler sur le terrain. Pour répondre à votre question, nous avons mis plus de 5 millions de dollars de nos fonds propres pour ouvrir les bureaux, acheter les licences, aller dans les différents forums. Pour nous permettre de fonctionner, en quelque sorte.

Votre compagnie envisage-t-elle de s'implanter dans toute l'Afrique de l'Ouest ?

Ma spécialité, c'est l'Afrique de l'Ouest : Guinée, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau. Nous sommes implantés en Côte d'Ivoire depuis le début 2014. Nous devons définir et trouver la zone sur laquelle nous voulons travailler. Ce n'est pas un processus qu'on engage à la va-vite. Parfois ça peut prendre un an. Les gouvernements ont un plan cadastre des zones. Chacune d'elles est différente : dans certaines, il y a de l'or, dans d'autres, des diamants. Les gouvernements ne vous indiquent pas les régions mais vous mettent sur la voie en disant qu'ils pensent que des minerais s'y trouvent. Ce sont les géologues qui font le repérage. Ensuite, nous nous rendons sur le terrain afin de délimiter un périmètre.

Quels sont vos objectifs ?

Je veux créer un conglomérat autour des ressources naturelles et des entreprises de technologies innovantes. Je veux aussi être un jour capable de vendre à des entreprises comme Tiffany, De Beers, etc., et de produire en grande quantité. J'ai toujours été intéressée par les pierres, par leur provenance.

Vous avez fondé votre compagnie en 2009. Êtes-vous parfois découragée par la lenteur du processus ?

Non, j'ai compris très tôt que l'effort paie. On a coutume de dire que le secteur minier « est un mariage. Pas un rendez-vous ». C'est surtout du temps physique et intellectuel. C'est du temps économique qui est injecté dans le business avant que nous puissions en voir les résultats. Et c'est aussi de la persévérance. ■

*En février 2006,
à Ruyigi, lors
d'une visite
d'un atelier
de mécanique
formant
d'anciens
enfants soldats.*

Marguerite Barankitse « Nos jeunes chômeurs sont une bombe à retardement »

Propos recueillis par **Sabine Cessou**



En 1993, elle a créé Maison Shalom, dont elle est présidente, pour venir en aide aux orphelins de la guerre. Depuis la fin du conflit burundais, elle prône la réconciliation nationale, tout en s'interrogeant sur les actions de certaines ONG humanitaires.

Surnommée « Maggy » ou encore « la Maman nationale » au Burundi, Marguerite Barankitse, 59 ans, est une célébrité de la société civile dans toute la région des Grands Lacs. Cette catholique fervente a fondé dans les premiers mois de la guerre civile (1993-2005) la Maison Shalom, un centre d'aide et de réinsertion pour les orphelins de toutes les ethnies, dans sa ville natale de Ruyigi, dans l'est du pays. Ses antennes ont abrité quelque 20 000 enfants depuis. Beaucoup d'entre eux figurent aujourd'hui parmi ses 300 collaborateurs permanents. Ils s'occupent d'écoles, de centres d'apprentissage, d'un hôpital de santé maternelle et infantile et d'une institution de microfinance. Une biographie a déjà été consacrée à cette dame respectable et respectée, primée dans le monde entier (Christel Martin, *La haine n'aura pas le dernier mot : Maggy, la femme aux 10 000 enfants*, Albin Michel, 2006). Partout où elle passe, Maggy désarme avec son sourire rayonnant – tout en assénant à chacun ses quatre vérités. Elle a été l'une des rares à oser critiquer, dès septembre, la candidature de l'ancien président Pierre Buyoya au secrétariat général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). « Ce serait comme récompenser un criminel », avait-elle déclaré. Elle ne mâche pas ses mots non plus sur la situation tendue qui prévaut dans son pays avant la présidentielle de juin 2015 et le troisième mandat que vise le président sortant Pierre Nkurunziza.

AM: Pouvez-vous nous résumer votre parcours en très grandes lignes ?

Marguerite Barankitse : Je suis née à Ruyigi, où je suis revenue faire mon métier d'institutrice après trois ans de séminaire à Lourdes, en France, où je suis partie à 20 ans. J'ai été radiée de la fonction publique à 24 ans, parce que je faisais trop de critiques sur les injustices sociales et les dysfonctionnements de l'école. Je suis allée étudier l'administration en Suisse, pour revenir à Ruyigi, où je suis devenue la secrétaire de l'évêché. C'est là que se sont produites sous mes yeux des atrocités au début de la guerre civile – marquée dans notre pays par des massacres à grande échelle de la minorité tutsie. Moi-même Tutsie, j'étais jugée trop complaisante par ma communauté à l'égard des Hutus. Des miliciens tutsis m'ont attachée nue sur une chaise et m'ont forcée à regarder le massacre de civils hutus qui s'étaient réfugiés à l'évêché. Et ce, en représailles d'un autre massacre de Tutsis par des Hutus. C'est à ce moment-là que cette folie meurtrière m'a incitée à venir en aide aux orphelins.

Avant la guerre, déjà, vous aviez adopté en tant qu'institutrice une de vos élèves hutues. Qu'est-elle devenue ?

Elle avait 13 ans à l'époque, et moi 23. Elle est médecin, mère de famille et occupe aujourd'hui un poste d'assistante

« J'ai vécu des drames avec une foi qui m'a empêchée de sombrer dans la rancœur, la haine et l'amertume. »

au ministère de la Santé. Je suis fière d'elle ! En tant que chrétienne, je pense que la vocation de la femme est sublime. Elle donne la vie, mais pas seulement sur le plan biologique. Dans ma langue, le kirundi, une personne peut vous dire que vous l'avez « mise au monde » quand vous venez de lui faire du bien... Chaque femme qui m'écoute ou me lit devrait se dire que je suis bénie ! Je n'ai plus la force et l'énergie de mes 24 ans, mais j'ai toujours plus de tendresse pour les enfants. Cet amour n'a pas de fin...

Vous avez assisté à des violences terribles.

Êtes-vous traumatisée ?

J'ai vécu des drames avec une foi qui m'a empêchée de sombrer dans la rancœur, la haine ou l'amertume. Je me suis toujours souvenue des mots que Jésus a prononcés sur la croix, envers le criminel crucifié à ses côtés : « Ce soir même, tu seras au paradis avec moi ». Je ne peux pas juger le criminel. Il reste mon frère. Je peux dénoncer sans accuser. Quand vous pardonnez, vous ressuscitez le criminel comme vous-même, et vous pouvez vivre heureux. Le pardon libère.

Aviez-vous idée en 1993 que vous seriez vingt ans plus tard à la tête d'une ONG de 300 permanents ?

Quand j'ai récupéré les enfants, je l'ai fait comme une maman, parce que j'avais assisté à la mort de leurs parents. En 1993, je ne savais pas que la guerre allait venir, je pensais que les massacres étaient sporadiques. Avec la guerre, je me suis demandé comment la nouvelle génération de Burundais pourrait casser le cycle de la violence. Jour après jour, j'ai vu où réside le problème : dans la pauvreté, l'ignorance, la maladie. C'est ainsi que j'ai commencé par construire une bibliothèque et une salle de cinéma. Pourquoi ? Je voyais que les Burundais étaient fermés sur eux-mêmes et n'avaient pas de fenêtre sur le monde. J'ai commencé par une projection du film *Roméo et Juliette*, à laquelle j'ai invité les voisins, pour leur ouvrir le cœur et l'esprit. J'ai entrepris de faire des petites



*Son action
lui a valu
de nombreuses
récompenses,
dont, en Suède,
le prix Nobel
des enfants
en 2003
et, en France,
la médaille
de chevalier
de la Légion
d'honneur
en 2009.*

fermes pour que les enfants n'aillent pas à l'école le ventre vide. J'ai ensuite voulu créer des emplois et former tous ces jeunes à des métiers, avec des centres d'apprentissage, des machines à coudre, etc. À la fin, avec le sida, j'avais des bébés orphelins. J'ai créé un centre de protection maternelle et infantile pour apprendre aux mères la prévention, l'hygiène et les soins. Quand j'ai vu que les mamans continuaient à mourir, j'ai créé un hôpital en 2006. Ensuite, avec le prix que j'ai reçu en 2011 de la Fondation Jacques Chirac, j'ai lancé une opération de microfinance pour redonner de la dignité à toutes ces familles. Maintenant, je travaille dans les onze prisons du pays pour faire libérer les mineurs en conflit avec la loi. C'est un combat pour la dignité de chaque enfant.

D'où vous viennent cette passion et cet engagement ?

Je suis une Burundaise issue d'un milieu rural et je considère mon pays comme ma terre mère. Mon père est mort quand je n'avais que 5 ans. Ma mère était une veuve heureuse grâce à sa foi. Elle m'a beaucoup choyée. J'ai toujours pensé que nous pouvions vivre heureux dans un pays où tout pousse, où nous avons des enseignants, des médecins, des paysans qui ne demandent qu'à être organisés. Nous ne sommes que 10 millions, mais capables de nourrir 25 millions de personnes... Le Burundi est riche, mais nous sommes des mendiants. J'essaie d'apporter ma contribution à mon niveau. Ruyigi est la province la plus pauvre et la plus abandonnée du pays.

Observez-vous avec intérêt le modèle de développement que représente le Rwanda voisin ?

Oui, j'admire ce qui s'y est fait. J'y ai envoyé le directeur exécutif de la Maison Shalom, un ancien pensionnaire du foyer qui est devenu économiste. Il est parti une semaine au Rwanda avec des agronomes pour regarder comment les Rwandais ont pu se développer. Ce pays est confronté à d'autres défis, mais nous pouvons regarder tout ce qui est positif et pratiquer la même chose chez nous ! Une ONG néerlandaise, Terra Fina, spécialisée dans la microfinance, est venue à Ruyigi fin mars avec des partenaires du Rwanda, pour animer un atelier de formation à la Maison Shalom.

Comment percevez-vous l'arrivée de partenaires chinois en Afrique ?

Qu'ils soient Chinois, Français ou Belges, ce qui nous intéresse, c'est que ceux qui viennent reconstruire le fassent dans le respect de la justice sociale et de l'équité. Nous pouvons partager. Que les partenaires apportent leur savoir-faire, mais qu'ils donnent aussi du travail à nos jeunes ! Nous

sommes tous des princes et des princesses sur cette Terre. Aucun d'entre nous n'est un sous-homme. Nous sommes debout, comme tous les hommes, et aucune puissance ne pourra nous forcer à marcher à quatre pattes ! Certains meurent d'avoir trop mangé et d'autres de n'avoir rien dans le ventre. Je ne suis pas marxiste. J'ai commencé sans rien, mais tous les jeunes passés par la Maison Shalom portent les valeurs de justice sociale et de respect. À nous, aussi, de dire stop à nos dirigeants et de demander des comptes, pour que la main cachée qui se trouve derrière eux cesse de verser des pots-de-vin. La gestion du patrimoine national me concerne. Le gâteau, on le partage, et de manière équitable. Cette exigence est mondiale ! Nous devons cesser de rester assis à attendre de l'aide. À nous de nous lever et de travailler !

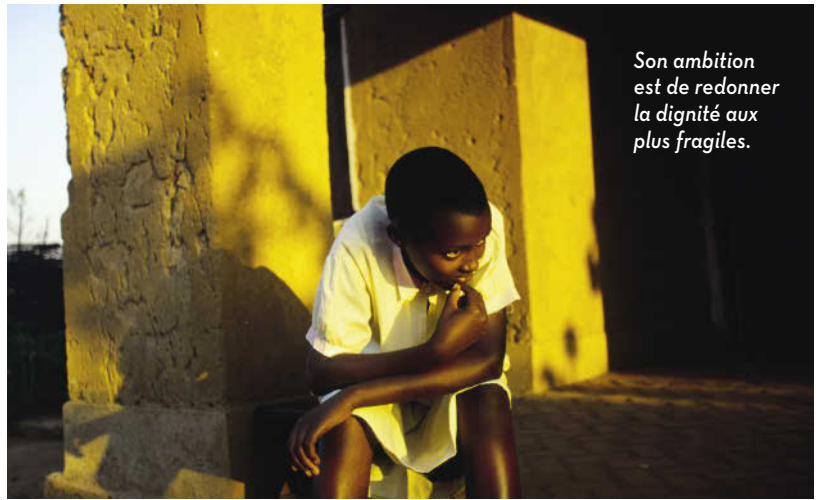
Que pensez-vous du fait que les ONG et les institutions qui proposent de l'aide soient devenues un véritable business, avec des effets pervers parfois flagrants ? En Zambie, certains préfèrent attendre le maïs du Programme alimentaire mondial (PAM) plutôt que d'aller pêcher dans les nombreux lacs du pays...

C'est la perversité qui se trouve au cœur même de l'homme ! Quand je vais dans les réunions, je pose toujours les mêmes questions. Pourquoi les projets doivent-ils s'élaborer au Nord sans que nous soyons consultés ? Qui vous a dit que nous avons besoin de ceci ou cela ? Dans ma région de Ruyigi, il existe beaucoup d'ONG actives dans le domaine agricole, mais on ne trouve toujours rien au marché. Quel est l'impact ? Je me suis fait des ennemis en appelant certaines ONG du Nord « VSF » – « Voyous sans frontières ». Je fais mon *mea culpa* : il est des mots qu'on ne doit pas prononcer. Mais je continue de penser qu'il ne sert

« Nous devons cesser de rester assis à attendre de l'aide. »

à rien de jeter de l'argent par les fenêtres, de distribuer des pacotilles avec l'argent du contribuable juste pour terminer des lignes de financement. J'ai lu *L'aide fatale*, de Dambisa Moyo (Jean-Claude Lattès, 2009). Nous devons le dire à la Commission européenne, aux agences des Nations unies : avant de chercher des fonds qui seront consacrés à 80 % à des salaires et des contrats, quitte à distribuer des miettes aux autres, est-on sûr d'avoir la bonne approche ? Quand une sainte colère s'impose, il faut l'exprimer. Mais sans juger ou généraliser. Des ONG se dévouent aussi et leurs membres se font tuer. Je connais tant de personnes, comme les religieuses italiennes assassinées en septembre au Burundi, qui ont donné leur vie pour les pauvres !

Vous préoccupez-vous de la situation politique dans votre pays à la veille de l'élection présidentielle de 2015, alors que



Son ambition est de redonner la dignité aux plus fragiles.

Pierre Nkurunziza veut briguer un troisième mandat, ce que lui interdit en principe la Constitution ?

J'ai rencontré début mars à Bujumbura un ambassadeur européen qui me disait : « Nous sommes comme dans une voiture sans freins et nous voyons se rapprocher le ravin. » Je lui ai répondu qu'un miracle est encore possible, pour rompre le cycle de violences que notre pays connaît depuis 1961, à la veille de son indépendance. Nous avons vécu des complots, des massacres, en 1965 encore, puis en 1993, quand le président qui venait d'être élu, Melchior Ndadaye, a été assassiné. Je dois dire que, pour la première fois dans ma vie, j'assiste à une situation confuse. Même pendant la guerre, je savais qu'un jour on finirait par négocier. Maintenant, c'est moins clair. Les gens au pouvoir en sont arrivés à un point où ils confondent le bien et le mal. Qu'à cela ne tienne ! Les Burundais ont mis beaucoup d'espoir dans les accords de paix de 2002, qui ont instauré une vraie démocratie. Ils sont très déçus de voir que l'on veut contourner la règle des deux mandats prévue dans les accords d'Arusha. Il y a trop de corruption, d'assassinats, d'emprisonnements. La population veut la tranquillité, mais aussi le changement. Ceux qui sont au pouvoir ne veulent pas écouter la voix du peuple, qui demande le respect de la Constitution et des accords d'Arusha.

Rencontrez-vous le président Pierre Nkurunziza, pouvez-vous lui parler directement ?

Je l'ai vu il y a un an. En tant que femme ayant créé de l'espoir chez les jeunes, je ne peux pas me dérober à ma mission de conseillère. J'ai toujours dit au président ce que j'avais sur le cœur : qu'il fallait rechercher la convivialité, se battre contre les injustices sociales.

Redoutez-vous une nouvelle flambée de violences lors des élections avec la milice Imbonerakure, inféodée au parti au pouvoir ?

Ce que je crains, c'est qu'on leur donne des armes et qu'ils s'en servent parce qu'ils n'ont pas d'autre espoir. Nous avons trop de chômeurs parmi les 18-30 ans. C'est une bombe à retardement. On peut facilement les enrôler pour commettre des violences. Mais je crois en l'homme et la femme : ils peuvent se remettre en question. À nous, les adultes, de faire naître l'espoir en créant de l'emploi. Nous pouvons offrir d'autres opportunités à cette nouvelle génération.

N'y a-t-il pas aussi des jeunes, notamment dans les 164 associations membres du Réseau des jeunes en action pour la paix (Reja) au Burundi, qui ne veulent plus entendre parler de violence ou d'ethnies, et ne pensent qu'à créer des emplois ?

C'est vrai ! D'autres jeunes ont lancé récemment l'association Sagamba Burundi. Des Burundais qui ont étudié à l'étranger et qui sont des enfants privilégiés reviennent

créer des associations pour nous dire : « Basta, *enough is enough*, ça suffit ! » Ils veulent être en paix. En ce qui concerne les Imbonerakure, ils ne sont pas tous violents et nous pouvons les convaincre en leur parlant, avec un langage qui réconcilie.

Au Burundi, certaines ONG de défense des droits de l'homme sont-elles traitées comme des opposants ?

Il nous manque une certaine maturité politique. Je suis convaincue que c'est de notre faute. Quand nous sommes sortis de la brousse ou du maquis après la guerre, il nous aurait fallu une transition pour accepter un dialogue, entendre les critiques. Beaucoup n'ont pas encore intériorisé ce qu'est la démocratie – un système qui implique d'être ouvert aux critiques. Chaque mot qu'on place est mal interprété : je suis allée moi-même dans une manifestation avec une bougie, pour demander la lumière sur l'assassinat des trois religieuses italiennes dans notre pays. Ce n'était pas pour dire que nous sommes contre le régime ! Ces attitudes d'ouverture aux autres s'apprennent, elles peuvent être acquises. À nous d'aller vers ces responsables politiques pour leur tendre la perche avec un message de paix.

Une commission Vérité et Réconciliation était prévue pour 2005 par les accords de paix d'Arusha, mais elle n'a jamais vu le jour... Pourquoi ?

Le Burundi a vécu trop de drames. Les plaies sont encore ouvertes. Certains n'ont pas tourné la page. Si tous les crimes doivent être dénoncés, il faut que ceux qui se trouvent au pouvoir soient prêts à revenir sur ceux qu'ils ont commis. Allons doucement. Ne suivons pas forcément les conseils de nos amis de l'Occident. Que chacun assume et apprenne à prendre ses responsabilités, sans falsifier l'histoire. Cette commission Vérité et Réconciliation n'est pas si facile à mettre en place : elle doit être dirigée par des personnes sages qui puissent dire des vérités sans casser des gens ou des espoirs.

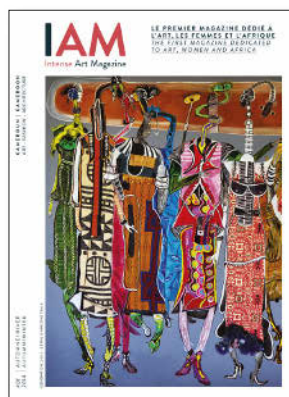
Vous manque-t-il un Desmond Tutu ?

Il nous faudrait un Mandela, l'homme qui nous a servi de médiateur pour faire la paix à Arusha ! Les Burundais sont fatigués de voir toujours les mêmes crimes se répéter. Nous avons honte, aussi, de ce qui s'est passé. Des voix vont s'élever. Au bon moment, et à notre manière. ■

ANGÈLE ETOUNDI ESSAMBA AU PREMIER PLAN

Elle est née au Cameroun.
Elle est basée à Amsterdam.
Le travail de cette photographe
est un hommage
permanent à l'Africaine.
Dans la même optique,
elle a lancé, en octobre dernier,
IAM - Intense Art Magazine,
une revue d'art contemporain.
par Anne Cadi

Ci-contre,
la couverture
du premier
numéro de son
semestriel,
sorti en octobre
dernier.

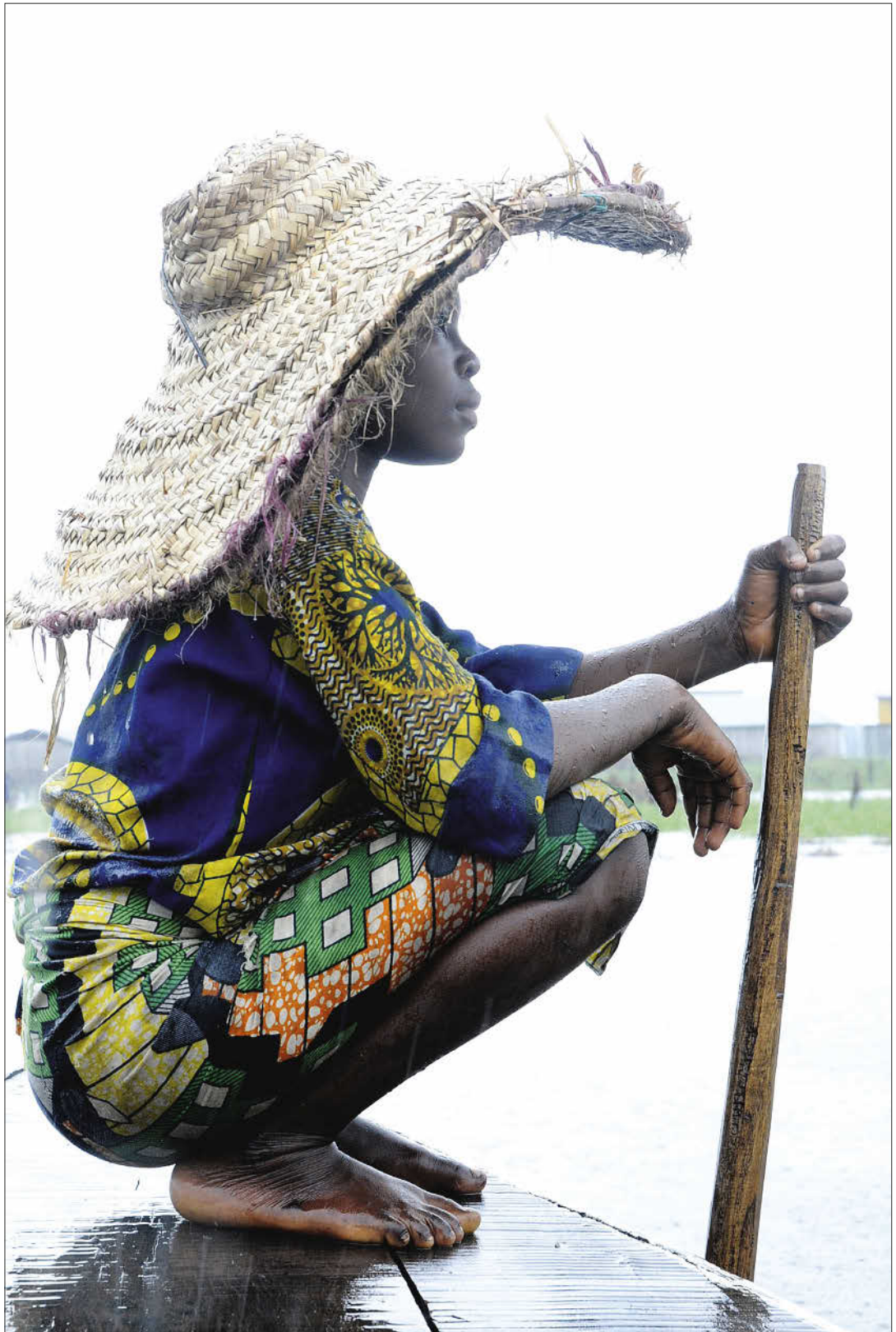


O riginaire de Douala, elle est arrivée en France à l'âge de 10 ans. Angèle Etoundi Essamba, 52 ans, a fait ses études secondaires à Ermont, dans le Val-d'Oise, avant de partir étudier la photo à La Haye, embarquée pour les Pays-Bas par une grande histoire d'amour. Voilà des années qu'elle vit à Amsterdam, son « port d'attache », entre deux voyages. Ses expositions l'emmènent à travers le monde : La Havane, Venise ou Dakar, entre autres, à l'occasion de leurs biennales.

Mais son travail la conduit d'abord et avant tout en Afrique. Son sujet, la femme, elle le définit en trois mots : « Fierté, force et conscience de soi. » Dans ses photos, elle montre la place centrale que les Africaines occupent dans leurs sociétés – « loin des clichés occidentaux qui en font un objet exotique », dit-elle. Son dernier travail personnel, réalisé entre août et septembre 2013, l'a conduite à immortaliser de belles Béninoises sur le lac Nokoué, dans la ville lacustre de Ganvié. Des élégantes vêtues de wax qui rament sur leurs pirogues, bébés au dos, pour vendre toutes sortes de marchandises sur des marchés flottants. L'exposition *Femmes de l'eau*, qui leur est dédiée, déjà présentée en mars 2014 à Abuja lors de la Conférence ministérielle conjointe de la CEA



*« Moment de plénitude ».
Une des photos
de sa série
Femmes
de l'eau
réalisée
à Ganvié,
au Bénin.*



« Ce sont elles les piliers de la société africaine, qui portent, qui gardent et qui transmettent. »

(Commission économique pour l'Afrique) et de l'UA, ainsi qu'à l'Orangerie du jardin du Luxembourg à Paris en août 2014, sera visible jusqu'au 23 mai au Pavillon de l'eau, dans la capitale française.

Ses images émeuvent le public, notamment afro-américain, touché par la dignité noire qui en émane et par l'histoire de Ganvié. L'existence de la cité lacustre renvoie en effet à un acte de résistance contre la traite négrière. Pour échapper aux razzias esclavagistes du XVIII^e siècle, les premiers habitants de cette « Venise de l'Afrique », qui compte aujourd'hui 40000 personnes, ont construit des huttes sur pilotis dans une zone de marécages.

C'est au cours d'un premier grand tour au Bénin en 2012 qu'elle s'est rendue à Ganvié. « La première fois que j'y suis allée, j'ai été frappée par cet univers d'embarcadères, de marchés flottants, où la majorité des pirogues sont conduites par des femmes. Plus j'avancais dans la ville, plus je voyais la place centrale qu'elles y occupent, ce "nous" qui prime, une organisation communautaire et des décisions prises par le groupe. » Elle découvre qu'elles seules plongent pour pêcher des huîtres, alors que toutes les autres activités de pêche sont réservées aux hommes. « Au fur et à mesure de l'avancée dans mon travail, cette image de femme forte et de battante se précisait. » Les hommes, du coup, sont les grands absents des clichés qu'elle a rapportés du Bénin. Un choix assumé. « À mes yeux, les habitantes de Ganvié sont emblématiques de la femme africaine, qu'on ne célébrera jamais assez : ce sont elles les piliers. Ce sont elles qui portent, qui gardent et qui transmettent. Ce sont encore elles les premières levées et les dernières couchées dans chaque maisonnée... »

Pour que le « nous » prime aussi dans son univers artistique, elle a décidé de lancer en octobre 2014, avec Céline Seror et Françoise Mouly, ses deux associées françaises, des passionnées d'art, la revue d'art contemporain *IAM*, vendue sur abonnement. Pourquoi ce titre ? « *I am* » en anglais, c'est ce que je suis, explique Angèle, devenue directrice de la rédaction. Nous avons longtemps réfléchi au titre, mais il

n'y a pas mieux pour nous. Ces trois mots très courts veulent tout dire. » Cette publication de luxe, aux deux parutions annuelles, entend défricher un terrain artistique foisonnant et donner une visibilité aux créatrices du continent et de la diaspora. Avec *IAM*, Angèle Etoundi Essamba fait le pari de tendre un miroir qui refuse d'être déformant. Sa revue est dédiée aux disciplines strictement visuelles – architecture et mode comprises, mais malheureusement pas la littérature. Elle aimerait que s'y reconnaisse « toute cette génération qui a déjà transformé l'image de l'art africain et qui rivalise enfin avec les plus grands du monde occidental ».

Souvent peu visible, le rôle joué par les femmes, artistes ou professionnelles dans le monde de l'art, lui paraît « indiscutable ». Pour s'en convaincre, il suffit de passer en revue celles qui sont à la tête de fondation, de galerie ou de centre à travers le continent. Et de feuilleter le premier numéro d'*IAM*, qui publie des portraits de Bibi Silva, directrice de la galerie CCA à Lagos, de Marie-Cécile Zinsou, présidente de la Fondation Zinsou à Cotonou, de Touria El Glaoui, fondatrice de la foire artistique 1:54 à Londres, de Koyo Kouoh, commissaire d'exposition et patronne du centre d'art Raw Material Company à Dakar, ou encore des créatrices de mode Loza Maléombho à Abidjan ou Mimi Plange à New York. Cette sorte de « revue noire » pour les femmes publie ses contenus en français et en anglais, pour franchir les barrières linguistiques. Ce n'est pas un hasard si le Cameroun est le pays auquel est consacré son premier numéro. Angèle revient sur les femmes de caractère qui s'y distinguent depuis plusieurs décennies déjà : la styliste Ly Dumas, l'architecte Danièle Diwouta-Kotto ou la directrice du centre Doual'art, Marilyn Douala Bell. Le magazine met aussi en valeur la jeune avant-garde, avec les plasticiennes Kristine Tsala et Aza Mansongi ou les stylistes Ann Ngann Yonn et Carm del Praia. Les hommes n'auront la parole que dans une seule rubrique, et à la condition que leur travail s'intéresse aux femmes !

L'équipe d'*IAM* n'a qu'un seul mot d'ordre : faire du travail de pro. La rédaction en chef de cette première parution a été confiée à Ayoko Mensah, franco-béninoise, ancienne responsable de la revue *Afriscopie*, aujourd'hui employée à la communication des programmes de coopération culturelle Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) de l'Union européenne. *IAM*, qui dispose déjà d'un site Internet alimenté par des rédactrices issues du continent, fait le pari de montrer les femmes africaines en taille réelle – telles quelles. Fortes, déterminées et occupant déjà une place de premier plan. Pour Angèle Etoundi Essamba, ce n'est que le début d'une nouvelle aventure, qui ne va pas l'empêcher de poursuivre ses travaux personnels. En avril 2015, elle repart au Bénin pour donner des cours aux jeunes filles de deux écoles, dans le cadre d'un projet d'atelier photographique. « J'ai envie de transmettre, explique-t-elle. Une image vaut mieux que mille mots. » ■

AFRIQUE DU SUD

Rainbow culture

Elles sont danseuse, journaliste, photographe, styliste ou plasticienne. Elles racontent leur pays, la nation arc-en-ciel, libérée du passé, tournée vers l'avenir, faisant face aux contradictions du présent.

par Sabine Cessou

Elles ont pris le pouvoir dès la fin de l'apartheid, après une longue lutte de libération nationale menée par un peuple qui n'a plus toléré après 1994 aucune injustice, quelle qu'elle soit. Les femmes font officiellement partie du groupe des « personnes historiquement désavantagées », avec les Noirs, les métis, les Indiens et les handicapés – tous favorisés par l'*affirmative action*, ou discrimination positive, dans la fonction publique et le Black Economic Empowerment (BEE) dans le secteur privé. L'Afrique du Sud ne compte pas seulement 41 % de députées et 41 % de ministres du « sexe faible ». Le pays tire fierté de figures aussi puissantes que Nkosazana Dlamini-Zuma, ancienne ministre des Affaires étrangères et présidente depuis 2012 de la Commission de l'Union africaine (UA), ou Phumzile Mlambo-Ngcuka, ancienne ministre et vice-présidente de la République, nommée en 2013 présidente de l'ONU-Femmes. Sans oublier toutes ces businesswomen comme Bridgette Radebe (Mmakau Mining), Irene Charnley (Smile Telecom) ou Maria Ramos (Barclays Bank), qui inspirent les jeunes générations. Pendant que d'autres occupent le devant de la scène dans les arts, la presse et le photojournalisme... Tour d'horizon. ■

Tracey Rose Une artiste abonnée aux coups d'éclat

DE NEW YORK À VENISE en passant par Barcelone et Douala, la plasticienne métisse de 41 ans expose dans le monde entier. Elle se moque dans ses œuvres des questions d'identité qui tourmentent la scène culturelle, chez elle comme ailleurs. Représentée par la galerie Linda Goodman à Johannesburg, cette artiste provocatrice a notamment photographié *The Kiss*, le baiser d'un couple mixte. Ou encore une drag-queen que l'on suppose noire, poudrée de blanc de la tête aux pieds, accroupie sur ses hauts talons, de volumineuses ailes blanches dans le dos. Son travail est emblématique d'une Afrique du Sud qui se cherche, loin des étiquettes et des catégories raciales du passé. La créature, à l'image de Tracey Rose et de son pays, n'est ni blanche ni noire, ni ange ni démon, juste inclassable et fascinante.



Dada Masilo

Étoile montante et culottée

SUR LA RUE Miriam-Makeba, à Newtown, le quartier culturel du centre-ville de Johannesburg, l'édifice cubique de la Dance Factory s'adosse au Bassline, une salle de concert. À l'intérieur, une grande salle de répétition, des bureaux à l'étage et une salle de spectacle. Sur scène, ce jour-là, une jeune femme noire répète un solo, concentrée, en tenue de sport. C'est entre ces murs que Dada Masilo, ancienne élève devenue professeur à la Dance Factory, s'est épanouie. La chorégraphe, née en 1985 à Soweto, a été repérée à 11 ans par cette école de danse. Devenue adulte, elle est ensuite passée par les prestigieux studios Parts, l'école fondée en Belgique par la chorégraphe Anne Teresa de Keersmaecker. Elle jouit à 30 ans d'une renommée internationale, avec une dizaine de pièces à son actif. Sa dernière création, *Swanlake (Le Lac des cygnes)*, s'est jouée à guichets fermés en 2012 et 2013 dans plusieurs salles d'Europe, en Israël et au Mexique. Ce ballet joyeusement revisité mêle sauts de biche, danse zouloue, apartés humoristiques et solos époustoufflants... Dada Masilo, qui ne manque pas de culot, a fait du personnage de Siegfried un homosexuel noir rejeté par sa communauté! Un style emblématique d'une « nouvelle » Afrique du Sud où tout est possible : fusion entre ballet classique et danses traditionnelles, présence de danseurs blancs dans une troupe majoritairement noire, et une liberté de ton qui voit hommes et femmes arborer les mêmes tutus blancs...



Ferial Haffajee

La rédactrice en chef qui tient tête au pouvoir

ANCIENNE JOURNALISTE de l'hebdomadaire économique *The Financial Mail* (1994-2003), elle a été la première femme à devenir en février 2004, à 36 ans, la rédactrice en chef d'un grand magazine, *The Mail & Guardian*. D'origine indienne, respectée pour son intelligence, elle se distingue par un travail d'enquête sans concessions ni compromis. Sous sa direction, *The Mail & Guardian* a été interdit de parution deux fois – notamment en 2006, lorsqu'elle avait décidé de publier les caricatures danoises du prophète Mohammed, objet d'un tollé mondial. En mars 2009, à la fin des années Mbeki, elle a démissionné pour devenir la rédactrice en chef de l'hebdomadaire *The City Press*, destiné à un large lectorat noir. À ce poste, elle tient tête au gouvernement de Jacob Zuma. Jusqu'à un certain point : elle avait fait retirer du site Internet du *City Press*, sous la pression de l'exécutif, un tableau controversé du président nu. Ce qui ne l'avait pas empêchée de tacler le pouvoir : « Je suis lasse de ces gens qui veulent tuer les idées qu'ils n'approuvent pas. En plus, notre moralité est sélective. Notre président a fait plus pour détruire sa propre dignité que n'importe quel artiste ayant fait des tableaux à son sujet. » Bien envoyé!



Mamela Nyamza

Une chorégraphe qui s'intéresse aux garçons

MEMBRE DE L'ETHNIE XHOSA et originaire du Cap, formée à l'école de danse d'Alvin Ailey à New York, cette chorégraphe de 38 ans s'intéresse au fossé existant entre ceux qui ont connu l'apartheid et les *born free*, nés après 1990, l'année de la libération de Nelson Mandela. « Nos jeunes représentent notre espoir, dit-elle. Ce sont de petits bijoux, des fleurs

en devenir. Leur génération va peut-être vraiment gagner sa liberté. » Sa dernière production mêle ses talents à une bande de cinq jeunes, le groupe des Soweto's Finest (« Les meilleurs de Soweto »), spécialistes du *sbuja*. Ce mot, dérivé du mot français « bourgeois », mais ici sans connotation péjorative, désigne une nouvelle danse qui fait fureur à Johannesburg. Un style répétitif et très rapide, ponctué de solos acrobatiques. À la croisée de la breakdance et des danses zouloues, le *sbuja* passe aussi par des mimiques faciales. « Ils imitent des babouins dans mon spectacle, explique Mamela Nyamza. Nous sommes toujours confrontés à ces clichés racistes. Je leur parle des comportements machistes, c'est aussi le sujet de mon travail, mais ils n'en ont pas une compréhension très profonde. » Comme beaucoup d'autres femmes, Mamela Nyamza emprunte désormais le long chemin vers l'égalité.



Siya Makuzeni

La reine de l'impro

ELLE A 32 ANS, chante comme une déesse, joue du trombone et déploie ses talents auprès de grands noms du jazz sud-africain, comme Marcus Wyatt et McCoy Mrubata. Sa voix, son feeling et ses impros l'ont vite fait remarquer sur les scènes de Johannesburg. Formée au jazz dans une école de musique d'East London (Cap-Oriental), puis à Pretoria, elle a été en résidence en Italie en 2006 autour de son art préféré : l'improvisation. Difficile de classer cette personnalité éclectique, qui puise à la très riche source musicale de son pays, où l'on chante en canon en toute occasion – à l'église, dans les manifestations, les chorales de quartier et au stade. Touche-à-tout, elle explore aussi la nouvelle veine noire et rock en vogue ces dernières années à Johannesburg. Dans le sillage des Blk Jks (prononcer « Black Jacks »), elle observe les jeunes Noirs qui se sont approprié ce genre musical, marqué comme « blanc » sous l'apartheid. « Il en sort maintenant un son plus métissé », note Siya Makuzeni, qui a son propre groupe, Ipi Fuze. Elle partage aussi sa voix avec les musiciens blancs du groupe Ultra Native, qui propose une fusion entre rythmes traditionnels et variété.



RIA NOVOSTI - JEAN-CHRISTOPHE PRAT/L'ŒIL DU SPECTACLE



Jodi Bieber

Star internationale du photojournalisme

EN RECEVANT LE WORLD PRESS PHOTO 2010, pour le portrait d'une Afghane au nez et aux oreilles coupés, elle a atteint la consécration. La jeune femme, Bibi Aisha, porte à vie les marques des repréailles exercées contre elle par son mari et son beau-frère après qu'elle eut quitté le domicile conjugal. Jodi Bieber, 43 ans, est connue pour ne pas prendre de pincettes. Lorsqu'elle s'attaque à un sujet, c'est pour mettre les pieds dans le plat. Même quand elle fait des images d'enfants noirs qui sautent joyeusement sur des trampolines à Soweto, pour illustrer les 10 ans de la démocratie multiraciale en 2004, c'est la sienne qui tape dans l'œil de toute la presse internationale. Pour un travail personnel sur la propagation du sida chez les toxicomanes d'Espagne, elle a plongé en 2003 dans les bas-fonds d'une Europe totalement démythifiée sous ses yeux de Sud-Africaine. Elle en avait rapporté un travail remarquable, *Las Canas*, et des images terribles qui prouvaient que le pire ne se passe pas qu'en Afrique : un junkie au visage de Christ se piquait devant son objectif, directement dans le cou, en noir et blanc. *Between Dogs and Wolves – Growing up with South Africa (Entre chiens et loups – grandir avec l'Afrique du Sud*, Dewi Lewis Publishing, 2007) : c'est le titre peu politiquement correct qu'elle a choisi pour un livre rétrospectif sur son travail entre 1994 et 2004. Dans les marges de la « nouvelle » Afrique du Sud, elle montre entre autres l'univers violent et l'angoisse des teenagers des quartiers métis de Johannesburg... Parfois critiquée par ses pairs pour sa quête du côté sensationnel dans l'image, Jodi Bieber, avec son caractère bien trempé, a tout ce qu'il faut pour déranger ces messieurs les photographes. *She's got what it takes.*



Mary Sibande Variations autour d'une robe bleue

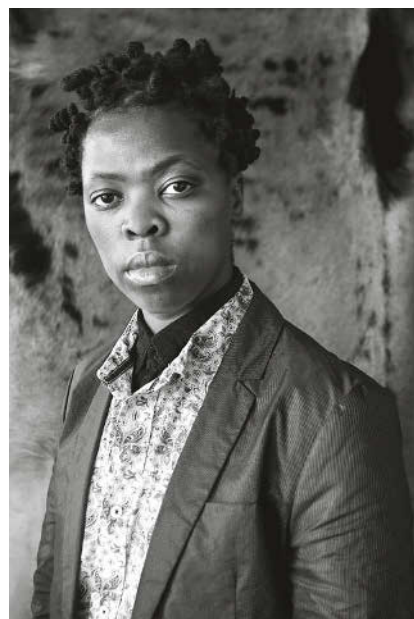
PASSER SA VIE et consacrer tout son art à jouer à la poupée, telle est l'ambition de cette géniale Sud-Africaine de 34 ans, basée à Johannesburg et représentée par Momo Gallery. Son travail, puissant, tourne autour d'un personnage de femme noire, Sophie, affublée d'une robe bleue de *maid* (bonne) et d'un tablier blanc qui ont pris chez elle des dimensions de robe victorienne... Cette tenue se transforme au gré des rêves de Sophie, qui s' imagine en chef d'orchestre, en cavalière, en grande dame ou en reine. Fille et petite-fille de *maid*, Mary Sibande rend hommage à ces domestiques noires qui portent des noms chrétiens dans la semaine, parce que leurs employeurs ne se donnent pas la peine de retenir et de prononcer leurs prénoms africains. Un peu comme Nelson pour Mandela, l'institutrice lui ayant trouvé ce nom d'amiral britannique à la rentrée pensant lui donner une chance dans la vie, pour que personne ne bute sur son prénom xhosa, Rolihlahla (prononcer Rolichlachla). Mary Sibande envisage la robe de Sophie comme « un refus d'être une *maid* et la façade qui permet à ses idées fantasques de se réaliser ». Elle n'est pas dans la lamentation, mais dans

la libération. Titre moqueur de l'une de ses installations :

The Purple Shall Govern, un jeu de mot entre la couleur violette et *The People Shall Govern* (Le peuple devra gouverner), slogan de la lutte contre l'apartheid.

Zanele Muholi Photographe et militante

NÉE EN 1972 à Umlazi, dans le KwaZulu-Natal, Zanele Muholi n'a pas peur d'afficher son homosexualité et en a fait un thème central de son travail. En 2002, elle a fondé le Forum for the Empowerment of Women (FEW), une association de défense des lesbiennes noires. À l'occasion de sa campagne contre la violence faite aux femmes, l'ONG Human Rights Watch lui a consacré un film en 2014, dédié à Duduzile Zozo, jeune femme de 26 ans violée et tuée le 30 juin 2013 à Thokoza, dans la banlieue de Johannesburg. Au moins 30 lesbiennes ont été assassinées ces dix dernières années en Afrique du Sud après des « viols correctifs » censés les punir pour leur orientation sexuelle. Parmi elles, Eudy Simelane, jeune footballeuse professionnelle de l'équipe nationale féminine des Banyana Banyana (« Les filles »), qui avait fait son *coming out* et était connue en tant que militante lesbienne. Son corps a été retrouvé en 2008 dans un terrain vague, criblé de coups de couteau. Zanele Muholi, qui présente son travail à travers le monde, est représentée par Stevenson, l'une des trois plus grandes galeries d'art en Afrique du Sud. Elle s'est fait connaître à la fin des années 1990 avec ses photos de femmes noires – des nus troublants. Elle a été formée, comme Jodi Bieber, au Market Photo Workshop de Newtown, le quartier culturel de Johannesburg, sous la supervision du très grand photographe David Goldblatt.



ADAMI MC CONNACHIE - DR

Nkhensani Nkosi

Mode afrochic et luxe décomplexé

FONDATRICE EN 2000 de la marque Stoned Cherrie, c'est une pionnière de la vague « afrochic ». Des tenues traditionnelles xhosa deviennent de splendides robes de soirée. Elle imprime sur des T-shirts le nom de Steve Biko. Ou d'anciennes couvertures du magazine *Drum*, la référence culturelle de l'Afrique du Sud des années 1950, avec des photos de pin-up ou de sportifs noirs. « J'ai fait ces T-shirts pour vérifier que les gens étaient prêts à porter l'image du poing levé d'un boxeur noir », avoue-t-elle. Ils sont devenus des collecteurs, jusque dans les garde-robes des filles blanches et branchées. Fille du psychologue et écrivain Chabani Manganyi, elle a fréquenté des écoles privées des quartiers blancs de Johannesburg dans les années 1980, étudié les sciences politiques, puis s'est laissée happer par l'euphorie post-apartheid de 1994. Elle fait la fête, devient comédienne, se marie avec un présentateur vedette de la télévision et présente le concours de beauté « *Face of Africa* » – à vocation panafricaine. Elle découvre alors partout sur le continent la même aspiration que chez elle pour une identité urbaine forte et assumée. Un élan qu'elle transforme en griffe. Son logo en forme de cerise, clin d'œil à la *cherrie* (nana) des townships et au mot anglais *cherry*, résume toute la gourmandise des années post-apartheid.



Billie Zangewa

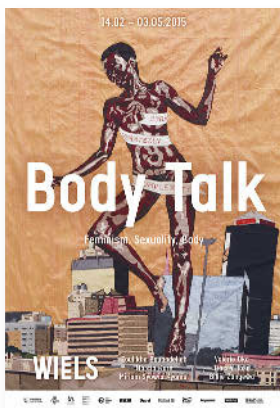
Fragments de soi

ELLE A CONNU des débuts fulgurants à Johannesburg, en 1997, avec ses tableaux de soie. Des collages dans lesquels elle met en scène son côté glamour et sexy ainsi que ses expériences urbaines. Née en 1973 au Malawi, elle a grandi au Botswana et n'a pas connu l'apartheid. « La soie me rappelle les reflets incroyables renvoyés par les immeubles de verre de Commissioner Street, la plus longue rue du centre de Johannesburg », confie-t-elle. Ses assemblages n'ont rien à voir avec un « art tribal » peu prisé par les nouvelles générations noires, parce qu'il plaît trop aux Blancs. Ses œuvres, entre bande dessinée et journal intime, lui permettent de vivre à fond sa liberté, tout en racontant ses petites histoires personnelles – loin de l'histoire avec un grand H. ■

Expo Six artistes interrogent le corps

par Sylvie Nouaille

Le centre d'art Wiels, à Bruxelles, a accueilli « Body Talk », une exposition d'œuvres de six plasticiennes qui explorent, à travers des performances, des vidéos ou des tableaux et sculptures,



la représentation de la femme, de la nudité et de la sexualité. Un aperçu d'un art féminin africain et transgressif qui émerge depuis les années 1990.

www.wiels.org



**MARCIA KURE/
LES TROIS
GRÂCES (2014).**

Cette œuvre de l'artiste nigériane fait référence aux guerrières du royaume de Dahomey et parle des négociations menées par les femmes face aux structures patriarcales.

MIRIAM SYOWIA KYAMBI/FRACTURE (2011).

Une partie du décor d'une performance réalisée par cette jeune femme, originaire de Nairobi, qui fait référence à des enjeux coloniaux persistants dans le Kenya d'aujourd'hui.





ZOULIKHA BOUABDELLAH/NUES (2014).

La série *Nues* est un ensemble de collages réalisés à partir de peintures célèbres. Sa créatrice est née en Russie, a été élevée en Algérie et vit désormais au Maroc.



TRACEY ROSE/MANDELA BALLS (2015).

Le travail de cette performeuse sud-africaine évoque les différences culturelles et économiques qui caractérisent l'Afrique du Sud post-apartheid.

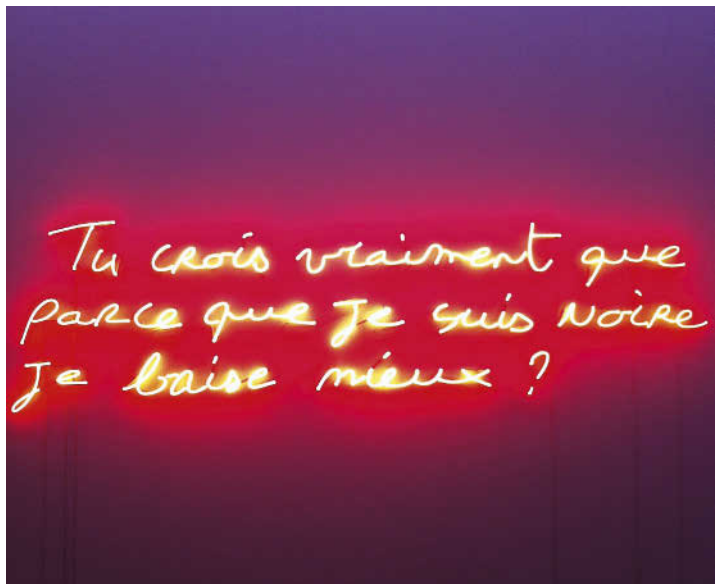


MIRIAM SYOWIA KYAMBI/FRACTURE (2011).

Au début de sa performance, Kyambi crée un personnage incarnant une consommatrice des banlieues.

**VALÉRIE OKA/
EN SA PRÉSENCE
(2015).**

La thématique de cette installation de la plasticienne franco-ivoirienne interroge la représentation que l'homme blanc se fait de la femme noire.





BILLIE ZANGEWA/EXQUISITE FANTASY (2014).

Dans ce tableau, l'artiste, née au Malawi et installée à Johannesburg en Afrique du Sud, représente son rêve d'échapper parfois à la vie quotidienne.

FASHION Net

D'Alger à Joburg, de Casablanca à Kinshasa, mais aussi dans la diaspora, on est de plain-pied dans le présent, et même dans la modernité la plus éclatante! On pense Web, on surfe sans problème, on s'exprime Facebook, on tweete. Bref, on se veut connecté. C'est la génération 2.0 *made in Africa*. Et les femmes sont aux avant-postes de cette explosion numérique. Curieuses, novatrices, trendy, *socialite* comme des New-Yorkaises, soucieuses de leur bien-être ou esthètes, elles se sont ménagé une place de reines sur les réseaux sociaux. La preuve avec ces six pages qui présentent une trentaine de blogs féminins. Une sélection toute subjective qui rend compte de leurs préoccupations, du stylisme aux événements culturels, sans oublier les « kongossa », les potins sur les stars du moment! par **Sarra L.**

FIDÈLES DU WAX

www.africanprintinfashion.com

Installée à Brooklyn, Ms. K traque l'imprimé fashion sous toutes ses formes : vêtements, design ou accessoires.

www.sewurbane.com

Pour celles qui aiment coudre, inspirez-vous des tenues simples et modernes de cette Nigériane vivant aux États-Unis.

tanyanefertari.com

Styliste zimbabwéenne qui mixte tissus locaux et coupes très structurées, parfois avec une touche un brin rétro. ▼

**nothingbutthewax.
blogspot.fr**

Chayet Chiénin, chroniqueuse mode sur Voxafrica, en est la conceptrice. Idéal pour découvrir les nouvelles marques du continent.



REINES DES BONS PLANS

superficialgirls.com

Carlinn, Sud-Africaine blonde version Barbie, propose un monde très rose, avec quelques bonnes adresses sur Le Cap.

tryshagaba.com

Peu de publications, mais avec quand même quelques pépites à découvrir dans les conseils de produits de beauté et lifestyle.



thequirkystylista.blogspot.fr

Le monde de Funeka Ngwevela, une jeune Sud-Africaine stylée sur une plage abandonnée... ▼



www.femininebliss.com

Une parenthèse de tendances avec Gaby, une jeune femme bien dans ses baskets comme dans ses sandales à talons. ▼



abidjanaise.blogspot.fr

« L'Abidjanaise » dévoile ses bons plans made in Côte d'Ivoire.



CÔTÉ PEOPLE

skattiewhatareyouwearing.blogspot.fr

Pour y découvrir les coulisses des Fashion Weeks et autres cocktails chics en Afrique du Sud.



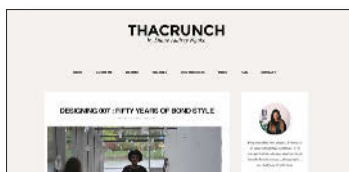
LES VOYAGEUSES INSPIRÉES

www.asiyamigold.com

Tenu par une jeune femme d'origine nigériane qui partage ses sources d'inspiration : excursions, recettes, looks... Accès à une boutique en ligne avec vêtements en wax assez modernes.

thacrunch.com

Blog (un peu délaissé) d'une Franco-Camerounaise, Diane Ngako, dont le credo est la découverte : des bonnes adresses, des lieux branchés, des tendances... Elle est aussi à l'origine du site visiterlafrique.com. ▼



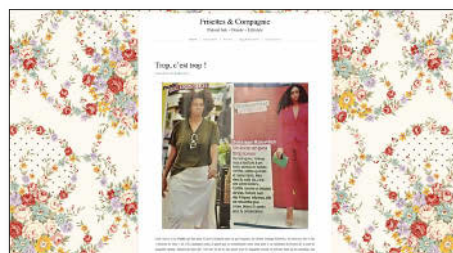
www.spiritedpursuit.com

Elle est belle et sexy même quand elle s'envole jusqu'au bout du monde. Elle nous offre des vacances virtuelles et l'envie de s'évader davantage sur le continent !

BELLES DE JOUR

www.blackbeautybag.com

Incontournable sur le Web, Fatou N'Diaye est une star qu'il faut suivre !



frisettesetcompagnie.com ▲

Animé par une ardente défenseur des frisettes au naturel, qui donne de très bons conseils de soins.

www.cotton-hairy-club.fr

Pour les filles à cheveux en « nuages de coton ». Sont proposés des tutoriels autour de la coiffure et de la beauté.

FASHIONISTAS

anisasojka.com

Mi-marocaine mi-tchèque, elle photographie ses tenues chics sur les trottoirs londoniens. Originale et élégante, on peut lui piquer quelques bonnes idées.

www.nanciemwai.com

La Kényane Nancie Mwai se met toujours en scène avec un petit détail *made in Africa*.

missmillib.co.za

Milisuthando Bongela prône un style entre New York et Joburg, où elle réside. Très contemporain et arty.

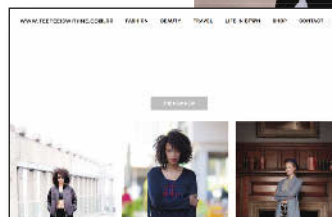
www.ironyofashi.com ▶

Féminine et sexy, Agatha détaille tous ses looks. Intéressant de voir que ses visiteurs viennent des quatre coins du globe. Son profil Facebook est à suivre aussi.



louisphilippedegagoue.blogspot.com

L'exception au milieu de tous ces blogs féminins : celui tenu par un homme, Louis Philippe de Gagoue, tellement stylé qu'il devrait presque figurer dans un musée!



www.teeteewiswithme.com ▲

Ou comment être casual et trendy. Conseils et notes de voyage d'une Sud-Africaine.



LES « ARTY »

www.africandigitalart.com

La fondatrice, Jepchumba, est originaire du Kenya. Elle répertorie toute la créativité digitale du continent.

www.wakhart.com

Concerts, mixtapes, expos... Inutile de présenter la célèbre Akya Sy, sa conceptrice. Depuis quatre ans, elle donne à voir LA culture urbaine sénégalaise et africaine. ▶



uberchicmichi.com

Blogzine d'une Nigériane qui commente les tendances et rend compte des défilés.



mercredie.com

Cette petite Française appelée Priscilla fait de bonnes sélections de vêtements pour budgets serrés. Looks afropolitains très frais et parisiens.





PAR ZYAD LIMAM

Un paradoxe africain

En admettant que l'on puisse faire des généralités sur la situation de tout un continent (1 milliard d'habitants) et sur tout un sexe (500 millions et un peu plus de femmes)...

La loi, les traditions, la religion, les superstitions, le machisme relèguent souvent les Africaines au rang de citoyennes de second rang. Voire de « sujets », soumises à l'autorité des hommes (le mari, le père, le clan...). La polygamie reste fréquente. L'accès aux responsabilités, au pouvoir politique est, disons, pour le moins limité. Les trois quarts d'entre elles « travaillent » encore dans le monde rural. Elles sont les bêtes de somme du continent, celles qui bossent dur dans les champs, de l'aube au crépuscule. Elles représentent 70 % de la force de travail et produisent 90 % des denrées alimentaires. En clair, elles nourrissent l'Afrique. Sans avoir aucun droit de propriété sur le sol. À cela s'ajoute la gestion du foyer, de la famille, de la cuisine... Un labeur d'autant plus héroïque que l'ampleur de la tâche n'empêche pas le devoir de procréation. La plupart des Africaines font de nombreux enfants. Dans les régions les plus pauvres, on s'approche souvent de la limite physiologique. Le travail, les grossesses ou la faiblesse des soins gynécologiques provoquent des désastres sanitaires. Sans parler de la persistance scandaleuse de la pratique des mutilations génitales.

L'inégalité est patente, profondément incrustée. Mais ce n'est pas la seule vérité. En Afrique, l'arrivée au monde d'une fille n'est pas perçue comme une malédiction ou un échec. Loin de là. Les « chances statistiques » d'une petite Africaine sont *grosso modo* meilleures que celles d'une petite Asiatique.

L'infanticide des nouveau-nés de sexe féminin est encore une réalité tragique en Inde ou en Chine. Au nord comme au sud du Sahara, même en tenant compte des différences religieuses ou des traditions, les femmes sont considérées comme des éléments essentiels de l'organisation sociale, de la richesse et de la stabilité. Et contrairement aux pratiques courantes en Asie, en Afrique, ce sont les hommes qui versent la dot, si dot il y a.

Paradoxe africain, ce sont souvent les femmes qui sont des vecteurs de changements et de progrès. Ce sont elles qui militent pour la scolarisation de leurs enfants, et en particulier de leurs petites filles. Ce sont elles qui veulent accumuler de l'épargne et du capital. Elles se sont révélées de redoutables entrepreneurs, à l'échelle du village, d'une ville, d'un pays, et même plus loin. L'urbanisation a provoqué une forme de libération, au plan du statut social et économique. Hors de leur système traditionnel de protection et de contrôle, elles sont en même temps plus fragiles, en « perdition », mais aussi plus fortes. Elles se battent pour survivre. Elles prennent progressivement des leviers du pouvoir. Elles ont une place en politique, jouent un rôle décisif au sein de la société civile et deviennent de formidables actrices de la transformation du continent. Une révolution en marche pour reprendre le titre de notre Hors-série.

Cette révolution est l'une des clés majeures de l'émergence africaine. Comme elle a été l'une des clés majeures de l'émergence européenne ou américaine. Il n'y a pas de modernité sans égalité des sexes. Ce changement nécessaire ne peut s'inscrire dans la durée que si les États, les pouvoirs et donc les hommes investissent massivement dans l'émancipation féminine : protection, éducation, réforme du droit. ■

AFRICA Paris
N°1 107.5

PRÉSENTE



2 CD
36 TITRES

TOUS LES TUBES LES PLUS CHAUDS !

**MAGIC SYSTEM BONGA YOUSSEUPHA BLACK BAZAR PASSI JESSY MATADOR
ALPHA BLONDY FALLY IPUPA TIKEN JAH FAKOLY P SQUARE CLAYTON HAMILTON ...**

INCLUS : «1^{ER} GAOU» LE NOUVEAU SINGLE DE BANA C4

DANS LES BACS ET EN TÉLÉCHARGEMENT LE 22 SEPTEMBRE



ERIK SCHAIX
PARIS

Couturier - Designer - Joaillier

6, rue Saint Florentin - La Concorde
75001 Paris - 01 42 61 19 10

www.erik-schaix.com